

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Deux semaines qui ont ébranlé l'Europe



« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution.»

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 3
- **Dossier Europe**
 - **Deux semaines
qui ont ébranlé l'Europe** p. 7
(Par Andreu Camps)
 - **La Confédération européenne des syndicats
et la "Constitution" européenne** p. 16
(Par Daniel Shapira)
 - **Le Parlement européen :
une institution indispensable
à la mise en œuvre des traités
de Maastricht et d'Amsterdam** p. 19
(Par Olivier Doriane)
 - **Le combat pour la défense et la reconquête
des conquêtes d'octobre 1917
dans l'est de l'Europe
à la veille de l'"élargissement"
de l'Union européenne** p. 25
(Par Dominique Ferré)
 - **Allemagne :
les enjeux de l'"élargissement"
de l'Union européenne** p. 36
(Par Marc Lacaze)
 - **Belgique :
quand syndicalistes wallons et flamands
s'unissent pour défendre la FGTB** p. 41
(Par Philippe Larsimont)

- **Grande-Bretagne :**
le combat pour se réappropriier
le Labour Party p. 46
 (Par Jean-Pierre Barrois)
- **Portugal :**
du 25 avril 1974 au 25 avril 2004 p. 52
 (Par Manuel Dos Santos)
- **A quelles questions se trouve confronté**
le mouvement ouvrier suisse ? p. 57
 (Par Marie-Claude Schidlower)
- **Pour le gouvernement ouvrier et paysan,**
pour les États-Unis socialistes
d'Europe p. 62
 (Par Daniel Gluckstein)
- **Sur la campagne de signatures**
de la lettre ouverte aux militants
du Secrétariat unifié p. 75
 (Par Jean-Pierre Raffi)
- **Vie de l'Internationale** p. 81
 - Notes sur les principes du bolchevisme
 en matière électorale
 - Guadeloupe : défendre Haïti occupée
 - Brésil : pétition adressée à Lula
 contre l'envoi de troupes en Haïti
 - Afrique : appel d'urgence du comité de préparation
 de la conférence des organisations de travailleurs
 pour la paix, pour dire :
"Non à la guerre en Côte-d'Ivoire !"
 - Bangladesh : déclaration finale
 de la conférence nationale de Chittagong :
"Sauver Chittagong, sauver le pays !"

Présentation

Ouvrir la voie à l'unité réelle des travailleurs et des peuples

Ce 8 avril 2004, ils sont des milliers marchant sur la route qui va de Bagdad à Fallouja, ville assiégée par les marines des Etats-Unis. Ils sont des milliers à franchir ces 50 kilomètres avec des voitures remplies de nourriture et de médicaments, forçant les barrages de l'armée d'occupation. Ils vont porter secours à leurs frères assiégés de Fallouja. Brandissant des drapeaux irakiens, ils crient : *“Pas sunnites, pas chiïtes : nous sommes frères sunnites et chiïtes, et nous ne vendrons jamais notre pays.”*

Ce jour-là s'écrit une page d'histoire, dont la signification et la profondeur dépassent l'Irak. Indépendamment de la conscience qu'en ont les manifestants, indépendamment même des mots d'ordre et des idéologies enveloppant leur mouvement, ce qui s'exprime en profondeur ici, c'est la faillite du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production, le régime capitaliste d'exploitation et d'oppression. Et c'est, aussi, l'actualité du combat pour la révolution prolétarienne, seule à même d'ouvrir une issue conforme aux besoins des peuples.

D'où vient que, depuis vingt ans, et de manière grandissante, tous les continents soient frappés par un même mal : destruction des nations, divisions “ethniques”, tribales, religieuses, dressant les peuples les uns contre les autres ? D'où vient cette politique, qui, sur tous les continents, nourrit les massacres “communautaires” et “ethniques” ? Une fatalité, cette épidémie balayant la planète d'un bout à l'autre ? Malgré les tentatives de les occulter, les raisons réelles des mécanismes aboutissant à ces affrontements sont désormais connues.

C'est pour imposer les politiques de privatisation et briser la résistance des travailleurs et des peuples qu'ont été déchaînés, au compte des plans du Fonds monétaire international et de l'Union européenne, affrontements, divisions, guerres et massacres en ex-Yougoslavie.

Dans la région des Grands Lacs, au Rwanda, au Burundi, il est difficile aujourd'hui de cacher la responsabilité des impérialismes, d'Europe et d'Amérique du Nord, dans l'organisation des processus débouchant sur les massacres prétendument ethniques.

En Irak même, le premier acte des troupes d'occupation a été d'attiser l'éclatement en “communautés”. L'Irak devait être divisé entre Kurdes, chiïtes, sunnites, de manière à faire obstacle à la reconstitution de l'unité de la nation irakienne.

La marche de Bagdad à Fallouja montre que cet objectif de destruction est loin d'être atteint. Dans les pires souffrances, la nation irakienne — qui, avant l'entrée des troupes américaines à Bagdad, avait déjà subi plus de douze ans d'embargo meurtrier — cherche à reconstituer son unité dans le mouvement même de la lutte contre l'oppression et l'occupation.

Chiïtes, sunnites, kurdes, les masses populaires en Irak, aujourd'hui, sont avides de liberté, de souveraineté et aussi d'unité. Ces aspirations sont celles de tous les peuples et de toutes les nations du monde. Partout et sur tous les conti-

nents, cette aspiration légitime se heurte aux politiques de destruction des nations mises en œuvre par l'impérialisme américain. Impuissant à donner un quelconque essor aux forces productives, le capitalisme ne se survit que par la destruction en masse des forces productives, comme condition pour restaurer une marge de profitabilité pour ses capitaux.

Cette destruction en masse des forces productives passe, d'abord et avant tout, par la destruction de tout ce qui constitue la classe ouvrière en classe pour soi, consciente de ses intérêts. Sur tous les continents et sous toutes les latitudes, la survie du régime décomposé de la propriété privée des moyens de production passe donc par une politique visant à briser les institutions par lesquelles les travailleurs ont, depuis deux siècles, constitué leurs digues contre l'exploitation. Statuts, Codes du travail, lois ouvrières, services publics, régimes de protection sociale, organisations syndicales sont autant de remparts que la classe a constitués et qui la constituent comme classe. C'est cela que l'impérialisme doit détruire. Et pour le détruire, il n'hésite pas à briser le cadre même des nations dans lequel les classes ouvrières se sont constituées comme telles.

Légitime est, dans le monde entier, l'aspiration des masses à la liberté, à la souveraineté des nations, à l'unité. Elle met à l'ordre du jour, si l'on veut combattre le mal à sa racine, l'action résolue et organisée pour en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire le combat pour le socialisme libérateur, seul moyen d'en finir avec l'exploitation, l'oppression, la guerre, les famines et les génocides qui en découlent.

Dans ce contexte, il faut mesurer l'importance de la campagne engagée en commun par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, la coalition des syndicalistes américains US Labor Against the War (USLAW), la Confédération internationale des syndicats arabes (CISA), la Fédération des conseils ouvriers et des syndicats en Irak (FWCUI) et l'Union des chômeurs (UII – Irak), campagne qui a débouché sur une délégation internationale auprès du Groupe des travailleurs de l'OIT à Genève. Mettant en évidence que l'occupation américaine interdit la reconnaissance des libertés syndicales, la délégation a déposé des documents au Groupe des travailleurs de l'OIT, les commentant ainsi :

“Ces documents prouvent qu'aujourd'hui, le droit de grève, le droit de rejoindre le syndicat de son choix, le droit de négociation collective n'existent pas en Irak.

Ces documents prouvent que des organisations mises sur pied par les travailleurs irakiens eux-mêmes ne sont pas reconnues et que les travailleurs eux-mêmes sont menacés et poursuivis pour fait de grève.

Ils prouvent que la loi honteuse imposée par Saddam Hussein en 1987, qui interdit le droit de grève dans toutes les entreprises publiques, n'a pas été abrogée.

Les faits établissent clairement que les conventions 87 et 98 de l'OIT ne sont pas respectées : le 27 janvier 2004, les autorités d'occupation ont décidé, par le Public Order n° 3, de reconnaître officiellement une fédération syndicale, ce qui signifie ou implique que les autres sont illégales.”

Sur cette base, la délégation a exigé le respect des conventions de l'OIT pour les travailleurs irakiens, en particulier la convention 87, qui stipule que *“les travailleurs et les employeurs, sans distinction d'aucune sorte, ont le droit, sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations, à la seule condition de se conformer aux*

statuts de ces dernières” (article 2), et que *“les autorités publiques doivent s’abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à en entraver l’exercice légal”* (article 3.2) ; et la convention 98, qui stipule : *“Les travailleurs doivent bénéficier d’une protection adéquate contre tous actes de discrimination tendant à porter atteinte à la liberté syndicale en matière d’emploi”* (article 1.1).

La moindre question démocratique ou nationale pose aujourd’hui devant les travailleurs et les peuples du monde entier la question du régime de propriété, l’existence même du système capitaliste fondé sur l’exploitation de la force de travail, et la nécessité d’en finir avec lui.

Sous une certaine forme, c’est aussi la question posée aujourd’hui par la révolution palestinienne. Depuis plus d’un demi-siècle, on tente d’imposer au Moyen-Orient une “solution” fondée sur la division religieuse et la discrimination ethnique, génératrice de massacres et de désolation. L’unité et la paix ne pourront venir que de la réalisation de la Palestine unie, laïque et démocratique, renonçant à toute institutionnalisation d’une discrimination fondée sur la religion ou l’origine, reconnaissant à tous les habitants de Palestine, indépendamment de la religion, de la langue et de l’origine, les mêmes droits dans une république unie, démocratique et laïque s’étendant sur tout le territoire de la Palestine. Et le premier pas dans cette voie, c’est la reconnaissance du droit au retour pour tous les Palestiniens.

Les processus déchaînés par l’impérialisme américain au lendemain du 11 septembre 2001 (en particulier matérialisés dans la guerre en Afghanistan, puis la guerre et l’occupation en Irak) génèrent une onde de choc qui frappe le monde entier.

Il y a un rapport direct entre les événements d’Irak et la vague qui a balayé l’Europe. Le choix qui est fait par ce numéro de *La Vérité* de consacrer l’essentiel de son contenu à un dossier sur l’Europe s’explique ainsi : les “deux semaines qui ébranlèrent l’Europe” ont une portée internationale. Elles méritent d’être saisies, étudiées et discutées par les militants ouvriers du monde entier. L’Europe est le continent qui a vu naître le capitalisme le plus ancien. C’est aussi le continent de la première révolution prolétarienne victorieuse, en octobre 1917. L’Europe, en ce mois de mars 2004, a vu en l’espace de deux semaines une onde de choc faire vaciller et déstabiliser deux des puissances impérialistes les plus importantes : Espagne et France. Un mouvement venu des profondeurs des populations laborieuses de ces pays, un mouvement qui a jeté dans la rue plus de 8 millions de travailleurs et jeunes espagnols en 48 heures. Un mouvement qui a vu, sur un plan électoral, la défaite des gouvernements en place dans des proportions et à des rythmes insoupçonnables quelques jours auparavant. C’est un mouvement en profondeur : rejet de la guerre, rejet de l’Union européenne et de sa politique de destruction des organisations ouvrières et de la classe ouvrière.

Mais ce mouvement, dont les formes les plus spectaculaires se sont exprimées en France et en Espagne, entraîne, sous des formes qui varient d’un pays à l’autre, les classes ouvrières de tous les pays d’Europe. Comme on le lira dans ce dossier, de la Grande-Bretagne à l’Allemagne, de la Belgique au Portugal en passant par la Suisse, chaque pays d’Europe voit les travailleurs chercher à se réapproprier leurs organisations et leurs institutions, et défendre pied à pied chacune des conquêtes arrachées par la lutte de classe, défendant ainsi l’unité de chaque classe ouvrière, et, à travers elle, l’unité des nations constituées.

C’est un mouvement en profondeur qui converge contre l’Union européenne. Ce mouvement inclut l’unité entre la défense des conquêtes et institutions arra-

chées par la lutte de classe à l'ouest de l'Europe, et le mouvement, encore limité, mais significatif, de défense et de reconquête des conquêtes et institutions issues d'Octobre 17, et qui, n'ayant pas été démantelées, constituent à l'est de l'Europe le point d'appui pour la résistance et la reconstitution de la classe ouvrière en classe pour soi dans tous les pays issus de l'ex-URSS.

En Irak, l'armée américaine d'occupation, par sa politique d'oppression et de démantèlement, pousse les composantes de la nation irakienne à chercher la voie de leur unité, pour la souveraineté de la nation et la démocratie ; dans un contexte différent, la politique de démantèlement, d'atomisation, de balkanisation mise en œuvre par l'Union européenne au compte de l'impérialisme nord-américain pousse objectivement à un mouvement de convergence des classes ouvrières de toute l'Europe, est et ouest, cherchant les voies de leur unité. Mais l'unité des masses ouvrières d'Europe ne peut se constituer que dans la lutte commune pour la rupture avec les institutions de Maastricht, ses directives, son prétendu "Parlement", lutte qui se traduit dans chaque pays par la lutte contre les politiques des différents gouvernements soumis à Maastricht, lutte dont le point de départ est, dans chaque pays, la défense des droits et garanties, des institutions et organisations de la classe, pied à pied.

C'est la méthode que Lénine dessinait voilà déjà près d'un siècle et le contenu qu'il donnait au mot d'ordre des "*Etats-Unis socialistes d'Europe*", inséparable du combat dans chaque pays pour le gouvernement ouvrier et paysan. Inséparable aussi, disait-il, de la rupture avec les institutions réactionnaires, pour "*chasser tous ceux qui morcellent les peuples d'Europe*". Nous dirions aujourd'hui : la rupture avec Maastricht et sa politique d'atomisation.

C'est ce mouvement en profondeur dont nous voulons, dans ce numéro de *La Vérité*, donner un aperçu, afin de saisir comment, à travers la diversité et la spécificité de chaque situation nationale, ce mouvement d'ensemble cherche à converger non pas **dans**, mais **contre** le cadre de l'Union européenne.

Dans ce mouvement, les classes ouvrières d'Europe sont confrontées à de nombreux obstacles, à l'intérieur même de leur propre camp, à l'intérieur du mouvement ouvrier. Ces obstacles, ce sont ceux dressés par les appareils qui se sont mis délibérément au service de la politique de l'impérialisme. C'est aussi, et de plus en plus, l'obstacle dressé par la politique du Secrétariat unifié (pabliste), qui s'exprime ouvertement comme une composante de l'Union européenne, de son "Parlement" et de la politique d'intégration des organisations ouvrières au cadre de Maastricht.

Ce numéro de *La Vérité* pose donc tout le problème de la responsabilité des sections de la IV^e Internationale. Agissant à égalité avec des travailleurs et militants de toutes tendances dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, les militants de la IV^e Internationale, dans chaque pays d'Europe, combattent pour le front unique. Ils sont partie prenante du mouvement d'ensemble de leur classe, qui cherche à se réapproprier, à défendre, à se ressaisir de ses organisations et institutions. Les sections de la IV^e Internationale doivent savoir se fondre dans ce mouvement de la classe, et en même temps s'en distinguer sur un point : relier chaque manifestation particulière du mouvement de résistance à l'objectif d'ensemble. Un objectif d'ensemble qu'on peut ainsi définir : en finir avec les institutions réactionnaires de l'Union européenne, en finir avec l'Europe de Maastricht, Europe de morcellement, d'ethnicisation, de guerre et d'interventions, c'est ouvrir la voie à l'unité réelle des travailleurs et des peuples de toute l'Europe, débarrassée de l'oppression et de l'exploitation.

Deux semaines qui ont ébranlé l'Europe

Par Andreu Camps

Depuis l'attentat du 11 mars à Madrid, la réponse des masses à la manipulation du gouvernement Aznar, la victoire électorale du PSOE qui s'en est suivie ont eu un impact certain sur la situation politique dans tout le continent. Rappelons que, le 11 mars, des attentats meurtriers dans les trains de banlieue de Madrid ont provoqué 200 morts et 1 800 blessés, notamment des travailleurs et des jeunes. Le gouvernement a convoqué des manifestations d'union nationale contre le terrorisme le 12 mars, mais les masses ont détourné ces manifestations, accusant le gouvernement d'être responsable. Le 14 mars, lors des élections législatives, les masses ont sanctionné le gouvernement et donné la majorité au PSOE. Démonstration a été faite que les travailleurs et les peuples sont capables de détourner une situation extrêmement défavorable pour ouvrir une issue politique qui corresponde à leurs aspirations de paix, de démocratie, et à la satisfaction de leurs exigences sociales et démocratiques.

Quelques jours après, sur le terrain électoral, aux élections régionales et cantonales des 21 et 28 mars en France, la classe ouvrière et la jeunesse, par l'abstention et le vote à "gauche", ont infligé une profonde défaite politique au gouvernement Raffarin-Chirac, fidèle agent des contre-réformes imposées par l'Union européenne.

Ce qui, en Espagne et en France, a été battu, c'est la politique de l'Union européenne, l'Europe de Maastricht, les directives anti-ouvrières et antidémocratiques, ainsi que les plans militaires de l'impérialisme, qui, en Europe, se concentrent dans l'OTAN. En effet, le traité de Maastricht implique que les pays membres de l'OTAN doivent respecter leurs engagements militaires sous l'égide de l'administration américaine. Dans le projet de "Constitution" européenne qui a été de nouveau mis en discussion, reprenant le traité de Maastricht, il est dit dans le chapitre 2, article 1-40, alinéa 2 :

"La politique de l'Union (...) respecte les obligations découlant du traité de l'Atlantique Nord pour certains Etats membres, qui considèrent que leur défense commune est réalisée dans le cadre de l'OTAN, et elle est compatible avec la politique commune de sécurité et de défense arrêtée dans ce cadre."

Donc, l'Union européenne n'aurait pas de souveraineté militaire, mais serait un supplément de l'administration américaine au nom des relations transatlantiques.

Ce qui, aujourd'hui, est à l'ordre du jour, sous des angles différents en Espagne et en France, c'est que l'aspiration des masses exige de rompre avec l'Union européenne

et le traité de Maastricht, c'est-à-dire qu'il ne peut y avoir de solution conforme aux intérêts des peuples sans remettre en cause le cadre de ce traité. Les développements en cours en Espagne, en France et dans toute l'Europe montrent clairement cette contradiction. En réponse à ces événements, le sommet européen dit de "printemps" des chefs d'Etat et Premiers ministres de l'Union européenne tire comme conclusion qu'il faut "*accélérer les réformes*". Quelles réformes ? Celles contre la Sécurité sociale, le Code du travail, les négociations collectives, les régimes de retraite, les services publics, etc.

C'est pour cela que les sommets de l'Union européenne ont réagi face à ces événements en remettant à l'ordre du jour la discussion sur la "Constitution" européenne, dont nous avons démontré qu'elle était une entreprise néo-corporatiste contre les droits des travailleurs et contre la souveraineté des nations. Le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), Rodriguez Zapatero, avait analysé le 14 mars, à juste titre, qu'une "*digue avait sauté*". Il fallait donc en rétablir une autre...

Mais avant tout, ces événements montrent la capacité des masses à porter un coup d'arrêt aux plans du grand capital, de l'impérialisme, et à jeter les bases pour ouvrir une issue politique favorable aux intérêts de la majorité. Ces aspirations des masses mettent au centre le caractère des institutions de l'Union européenne, et, derrière cela, l'incompatibilité entre la satisfaction des intérêts de la majorité et le maintien du régime de la propriété privée des moyens de production.

En effet, depuis des années, notamment depuis la mise en place du traité de Maastricht, en 1992, la politique de destruction de l'industrie, de l'agriculture, des services publics, des conquêtes sociales et démocratiques dans tous les pays d'Europe s'est accélérée. En effet, le traité de Maastricht a établi comme objectif le déficit zéro, et qui ne doit en aucun cas dépasser 3 % pour chaque pays. Dans le cas où cela arriverait — et c'est aujourd'hui le cas de la France —, la Commission européenne a la possibilité de sanctionner le pays et d'avoir un droit de regard sur l'accomplissement budgétaire. L'introduction de l'euro en janvier 2001 a enlevé toute souveraineté monétaire nationale aux pays concernés (11 des 15 membres de l'Union européenne à l'époque). Toutes ces mesures cherchent simplement à placer toutes les forces productives de l'Europe sous le contrôle de multinationales, notamment américaines. La résistance des masses, des travailleurs et des peuples face à la politique dictée par Bruxelles montre la contradiction existant entre le régime décomposé de la propriété privée des moyens de production et la moindre conquête des travailleurs et des peuples.

C'est dans le cadre de ces considérations générales que nous devons analyser le caractère particulier des événements qui se sont déroulés et la relation existant avec la lutte de classe en Espagne et en France. L'élément commun est qu'en France, en Espagne ou dans n'importe quel pays d'Europe et au-delà, l'avenir de l'humanité, la survie des nations, des peuples, des travailleurs, leurs acquis sociaux et démocratiques sont contradictoires avec le régime décomposé de la propriété privée des moyens de production. La crise des institutions européennes est l'expression de cette contradiction.

*
* *

1. Les derniers événements de la lutte de classe démontrent et confirment une fois de plus les influences mutuelles entre l'Espagne et la France.

C'est dans des circonstances différentes (le fait que la France soit une nation et une république produits de la révolution et l'Espagne une monarchie contre tous les peuples,

héritière d'une dictature constituée sur la base de l'écrasement de la classe ouvrière après la guerre civile de 1936-1939) que les liens politiques existant entre la classe ouvrière et les peuples des deux pays s'expriment de façon particulière, différemment de ce qui peut exister dans d'autres pays.

L'intervention des sections de la IV^e Internationale sur l'orientation qui leur est commune n'implique pas de tactiques iden-

tiques, mais, dans le cadre du combat pour l'Union libre des républiques libres en Europe, cherche à résoudre la crise de la direction révolutionnaire.

2. 1981-1982.

Mai 1981 : Mitterrand remporte l'élection présidentielle et obtient ensuite la majorité absolue PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Octobre 1982 : le PSOE de Gonzalez remporte une victoire éclatante contre les néo-franquistes.

Qu'est-ce qu'il y a de commun dans ces deux mouvements ? Tout d'abord, les masses, qui se sont saisies du point d'appui que représentaient les engagements de Mitterrand (rompre avec le capitalisme) et de ceux de Gonzalez d'en finir avec la domination de l'appareil franquiste, d'organiser la sortie de l'OTAN et de trouver une issue politique à la question basque.

Analogie aussi : les deux ont trahi leur mandat. Le tournant de mars 1983 du gouvernement Mauroy-Mitterrand-Fiterman correspond à la soumission de Gonzalez face à l'appareil franquiste. Le gouvernement Mauroy a entamé un plan de rigueur en s'attaquant aux droits des travailleurs. Gonzalez met au centre de sa politique "l'antiterrorisme" pour faciliter la mise en application des mesures exigées pour l'entrée dans le Marché commun.

Comme il l'a déclaré lui-même en juillet 1997, après avoir présenté sa démission comme secrétaire général du PSOE,

"les gens ne comprennent pas qu'on a gouverné en respectant l'appareil franquiste intact".

Il y a une autre analogie dans cette période, c'est que les masses, pour battre la droite ou le franquisme, se sont rassemblées autour du Parti socialiste en écartant le PC (n'oublions pas qu'en France, le PCF faisait compagnie objectivement pour Giscard d'Estaing, président de l'époque, et que Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste d'Espagne, a été salué par toute la réaction pour sa conduite exemplaire pendant la transition après la mort de Franco).

3. Les événements de ces derniers jours soulignent les points suivants :

Le 11 mars, le gouvernement espagnol essaie d'utiliser l'attentat de Madrid pour cadenasser les masses et forcer les partis et les syndicats, au début presque sans résistance de leur part, à l'union nationale contre le terrorisme.

C'est dans ce cadre que l'appel à des manifestations, le vendredi 12 mars au soir, dans toutes les villes du pays, pour forger l'union nationale contre le terrorisme, a cherché à écraser toute résistance de la classe ouvrière, à discipliner les organisations, notamment le PSOE et les syndicats, et à s'assurer, le dimanche 14 mars, une victoire électorale du Parti populaire d'Aznar, au service des desseins de l'impérialisme américain et de l'application à 100 % des directives européennes.

Il ne faut pas oublier que le programme du Parti populaire pendant la campagne électorale, en accord avec le patronat, c'était la contre-réforme de la Sécurité sociale, les licenciements libres, le démantèlement des négociations collectives, le renforcement du dispositif militaire en Irak et la guerre à mort contre les Basques et les Catalans.

C'est contre tout cela que les masses se sont exprimées. Elles ont utilisé la convocation aux manifestations d'union nationale pour montrer leur défiance par rapport au gouvernement (tonalité générale) ou pour s'affronter ouvertement, comme à Barcelone ou Bilbao. En effet, à Barcelone, les ministres du gouvernement d'Aznar ont même été expulsés de la manifestation.

La résistance a pris appui partiellement dans les organisations, notamment l'UGT et les CCOO (1) de Madrid, les travailleurs des chantiers navals, et dans les nombreuses assemblées qui ont eu lieu le vendredi 12 mars à midi. Même à Bilbao, les nationalistes radicaux ont manifesté derrière une banderole qui disait : *"Les travailleurs basques, solidaires avec le peuple de Madrid !"* Il ne faut pas sous-estimer l'activité de la section de la IV^e Internationale, qui avait, depuis des mois, entrepris une

(1) UGT : Union générale des travailleurs, syndicat traditionnel de la classe ouvrière espagnole, fondée à la fin du XIX^e siècle en étroite liaison avec le Parti socialiste d'Espagne.

CCOO : Commissions ouvrières, mouvement sociopolitique formé dans la clandestinité de la dictature de Franco, dans les années 1960, dirigé par le Parti communiste jusqu'au début de sa crise.

En nombre d'adhérents, ils ont un poids équivalent.

campagne pour l'unité pour battre Aznar. Par exemple, le vendredi 12 mars, le comité exécutif du POSI (section espagnole de la IV^e Internationale) a envoyé une note urgente aux militants, disant :

“Nous n'appelons pas aux manifestations d'union nationale, mais nous n'appelons pas à ne pas participer, car ces manifestations peuvent se retourner en leur contraire, comme c'est déjà arrivé en 2002, lors de l'assassinat de Lluçh à Barcelone. Il faut être attentifs et participer aux cortèges syndicaux.”

Rappelons que les masses ont infligé une défaite dans les manifestations du 12 mars 2004, et, le 13, pourtant journée de réflexion à la veille des élections, la déferlante des masses s'est dirigée vers et contre les sièges du Parti populaire, qui n'est pas un parti comme les autres, mais le représentant de l'appareil d'Etat.

L'Espagne a frôlé une situation révolutionnaire, où le gouvernement a perdu le contrôle de la police et d'autres services de l'Etat. La commission électorale s'est réunie à la demande du gouvernement et a même discuté de la possibilité de reporter les élections. Des rumeurs disaient que le gouvernement voulait décréter l'état d'urgence et que même la détention des présumés coupables a été imposée au gouvernement.

Les masses ont trouvé une voie : *“Demain, nous irons voter pour les expulser du gouvernement !”* La déferlante dans la rue s'est transformée dans les bureaux de vote. La défaite du gouvernement Aznar n'est pas seulement électorale, mais politique, qui touche notamment les villes et les régions qui sont la pointe avancée du mouvement de la classe : la Catalogne, le Pays basque, l'Andalousie et même Madrid.

Il faut en même temps souligner la particularité du mouvement ouvrier en Espagne, sa spontanéité, qui est une constante : en 1909, soulèvement à Barcelone contre l'envoi des troupes au Maroc ; 1917, grève insurrectionnelle pour des revendications sociales ; juillet 1936, soulèvement contre le coup d'Etat de Franco ; mai 1937, insurrection contre la provocation stalinienne à Barcelone, qui a tenté de reprendre le contrôle du central téléphonique qui était sous contrôle ouvrier, etc.

L'impact de ces événements oblige les sommets de l'Union européenne à tenter de

réordonner leur dispositif et à remettre sur la table le projet de “Constitution” européenne. En même temps, cela provoque et accélère la crise politique dans toute une série de pays, y compris en Ukraine et en Pologne, où la question de la présence des troupes en Irak commence à être contestée.

Pour la France, c'est qualitativement différent. Ce sont les plus larges masses qui subissent l'impact des événements d'Espagne du fait des liens traditionnels qui existent entre les différents peuples. Cela s'est exprimé lors des échéances électorales, notamment du deuxième tour des élections régionales et cantonales, pour imposer une défaite cuisante au gouvernement, mais aussi à la politique de la “gauche”, qui ne cherchait en aucun cas à s'opposer aux contre-réformes menées par Raffarin-Chirac et dictées par Bruxelles. C'est un vote classe contre classe, qui n'exclut pas un pourcentage très important d'abstentions, notamment de travailleurs et de jeunes (autour de 15 millions). Il s'agit d'un vote national. Dans toutes les villes, dans toutes les régions. Donc, sur le terrain électoral, une majorité de travailleurs et de jeunes, en France, ont utilisé le cadre frelaté et dislocateur des élections régionales pour frapper le gouvernement Raffarin-Chirac soumis à l'Union européenne, et aussi, dans ce vote national, ont rejeté la régionalisation et ses conséquences.

Tout le monde est interloqué parce que la majorité a voté contre les contre-réformes. C'est-à-dire qu'en l'espace de quelques années, de novembre-décembre 1995, où le grand mouvement de grève cherchait à se généraliser contre la réforme Juppé de la Sécurité sociale, jusqu'à aujourd'hui, les masses se sont exprimées par l'action directe, en cherchant la grève générale, et à travers les élections en 1997 en battant Juppé (gouvernement de droite), en battant Jospin (gouvernement de la gauche plurielle) à l'élection présidentielle de 2002, et maintenant Raffarin (de nouveau un gouvernement de droite). La continuité de ce mouvement de la classe s'exprime notamment par la clarté de son contenu : l'opposition à toutes les contre-réformes, notamment mais pas seulement sur la Sécurité sociale, imposées par l'Union européenne.

Les élections du 28 mars sont un résultat différé sur le terrain électoral du mouve-

ment d'avril-mai 2003, où des millions de travailleurs, des enseignants, des cheminots, des travailleurs de la fonction publique ont manifesté à plusieurs reprises et ont fait grève contre la réforme des retraites et la décentralisation. Ce mouvement, qui se dirigeait vers la grève générale, n'a pas trouvé de débouché du fait de la politique des appareils.

Les événements d'Espagne ont aidé la majorité des travailleurs et de la jeunesse à utiliser le terrain électoral et à détourner le cadre dislocateur des élections régionales.

Notre activité en France et en Espagne a été déterminée par les mêmes considérations : aider les masses à se rassembler contre la politique imposée par l'Union européenne, intégrant le combat contre l'orientation dictée aux organisations syndicales pour accompagner cette politique. En Espagne, nous n'avons pas appelé aux manifestations d'union nationale ; nous avons envisagé la possibilité de leur détournement ; nous nous sommes insérés dans le processus qui a abouti à la défaite d'Aznar et à l'exigence actuelle adressée au futur gouvernement de respecter ses engagements, à commencer par le retrait des troupes. C'était les mots d'ordre des manifestants de la soirée électorale du 14 mars : *"No nos fallas !"* ("Il ne faut pas nous décevoir !").

C'est ce qui oblige Rodriguez Zapatero, secrétaire général du PSOE, à déclarer que ce qui l'a marqué le plus dans le 14 mars, c'est ce mot d'ordre. Et il a été obligé de déclarer devant le comité fédéral du PSOE du 26 mars :

"Je vous donne ma parole que je respecterai tous les engagements."

En France, le bureau national du Parti des travailleurs disait notamment dans sa déclaration du 29 mars 2004 :

"La crise du régime est ouverte : quelle issue ? L'heure est à la reconquête de la démocratie. L'heure est à l'arrêt immédiat de toutes les contre-réformes, l'heure est à la remise en cause du carcan de l'Union européenne. Hier, le Parti des travailleurs vous a appelés à ne pas voter aux élections régionales pour que s'exprime le rejet de la politique européenne de démantèlement des droits et de la démocratie, et à voter pour ses candidats aux élections cantonales. Aujourd'hui, le rejet de l'Europe de

Maastricht, le rejet des régions qui veulent disloquer la République et l'égalité des droits, c'est un fait établi, incontournable et indiscutable."

Le mercredi 31 mars, le gouvernement Raffarin a été remanié (gouvernement Raffarin-3), gouvernement de choc qui déclare qu'aucune réforme ne sera entamée, en particulier sur la Sécurité sociale, sans l'accord de tout le monde ; c'est-à-dire que, plus que jamais, il a besoin de l'accord des responsables syndicaux et, à un autre niveau, des dirigeants du PS, qui sont à la tête de presque toutes les régions.

Cela, c'est le discours du président Chirac le 1^{er} avril ; mais, le 5 avril, Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre du gouvernement, déclare que les délais seront respectés, et avant tout la réforme contre la Sécurité sociale. Que s'est-il passé entre-temps ? Le 3 avril a eu lieu, à Bruxelles, l'ECOFIN (le Conseil des ministres de l'Economie de l'Union européenne), où il a été exigé de la France qu'elle réduise son déficit et qu'elle poursuive les réformes.

Mais personne ne répond à la question centrale posée par les travailleurs et les jeunes qui se sont exprimés contre cette politique. Qui répondra à l'exigence exprimée le 28 mars ? Il faut aller au fond des choses. Du fait de l'application des politiques de déréglementation imposées par l'Union européenne, la France est au bord de la faillite et de l'implosion économique. La dette publique ne cesse de croître, s'approchant du total incroyable de mille milliards d'euros (près des deux tiers du produit intérieur brut). Au point qu'un expert, professeur d'économie, titre une tribune libre dans *Le Nouvel Economiste* : *"Etat de faillite ou faillite de l'Etat ?"*

La relance économique, dont on promet chaque fois qu'elle ne saurait tarder, n'est jamais au rendez-vous. L'INSEE (l'institut national français de statistiques) vient à nouveau de corriger en baisse ses "prévisions" de croissance. Jour après jour, les entreprises sont liquidées, les emplois supprimés et, au nom du respect des directives de Bruxelles, les pouvoirs publics prétendent ne pas pouvoir intervenir.

Au nom de "l'ouverture", on évalue désormais à 50 % la part des capitaux étrangers dans les entreprises françaises cotées en Bourse, la durée moyenne d'un investissement passant de sept ans à sept mois !

C'est une spirale infernale. Pour "préserver les investissements", la pression s'accroît en permanence pour exiger le démantèlement de la Sécurité sociale, la remise en cause des droits des travailleurs (Code du travail, conventions collectives, statuts). Au lendemain du 28 mars, la seule solution serait... d'accélérer les contre-réformes et de faire peser encore plus sur le "coût du travail" les conséquences de la faillite d'un régime social condamné !

Mais c'est exactement cela qui a conduit au "tremblement de terre" électoral du 28 mars. Poursuivre sur cette voie serait préparer d'autres tremblements de terre dans tous les domaines.

Cette spirale infernale doit être brisée. Qui aura le courage de mettre à l'ordre du jour la constitution d'un gouvernement souverain, prenant toutes les mesures garantissant un vrai travail et un vrai salaire pour chacun, la défense et la reconquête de la Sécurité sociale de 1945, fondée sur le salaire différé, la défense et la reconquête des droits et garanties de la classe ouvrière, et l'abrogation des mesures de régionalisation qui disloquent le pays ?

Cela pose la question majeure, aujourd'hui, d'en finir avec le régime usé jusqu'à la corde de la V^e République. Au bout du compte, tout se ramène à cette question : qui aura le courage de rompre avec le carcan de l'Union européenne ?

4. L'Union européenne au centre.

Les sommets de l'Union européenne ont remis à l'ordre du jour le projet de "Constitution", mais cette entreprise totalitaire contre la démocratie, contre les droits sociaux, contre la souveraineté nationale, est contradictoire avec ce qui s'est exprimé du 11 au 14 mars en Espagne et les 21-28 mars en France.

Répetons-le : il ne peut y avoir, ni en France, ni en Espagne, ni ailleurs, de gouvernement favorable aux intérêts des travailleurs et des peuples sans rompre avec le carcan de l'Union européenne et remettre en cause, en France, et les institutions de la V^e République, et, en Espagne, les institutions héritées du franquisme, avec à leur tête la monarchie.

Même si les conditions ne sont pas identiques, le centre d'une politique de front unique ouvrier implique de développer la

plus large activité à tous les niveaux pour combattre pour l'indépendance du mouvement ouvrier, des organisations syndicales par rapport à l'Union européenne, ses directives et la Confédération européenne des syndicats (CES), véritable garde-chiourme des institutions de l'Union européenne. C'est dans ce sens que la Confédération européenne des syndicats et les manifestations qu'elle a convoquées les 2 et 3 avril derniers sur le mot d'ordre d'une Constitution européenne plus sociale ne cherchaient qu'à détourner l'opposition des masses travailleuses aux contre-réformes dictées par l'Union européenne. La CES montre sa disposition à aider à cadenciser la résistance des masses et à imposer aux syndicats nationaux l'acceptation des dictats de Bruxelles.

Comme nous l'avons dit, en France, le nouveau gouvernement Raffarin essaie de maintenir le cap des contre-réformes sur la base d'un consensus avec les responsables syndicaux et le PS. En Espagne, le PSOE, qui reste le parti majoritaire de la classe ouvrière, rentre au gouvernement à partir du 17 avril avec une autorité que même Gonzalez n'avait pas eue en 1982, et c'est pour cela que toute l'attention est concentrée sur ce que va faire Zapatero.

Le comité exécutif du POSI a déclaré au lendemain des élections :

"Pour les travailleurs et les peuples d'Espagne, de nouveau, tout est possible."

Aujourd'hui, des dizaines de militants et responsables syndicaux sont en train de contresigner une lettre adressée à Zapatero, qui dit notamment :

"Et ce que tout le monde, tout le monde, espère de ton gouvernement — ce qui est le plus ressenti par tous les travailleurs et les peuples —, c'est que le dialogue soit rétabli, que la démocratie puisse jaillir et que les conflits puissent être réglés dans une véritable confrontation démocratique."

Dans cette nouvelle étape que les travailleurs et les peuples d'Espagne ont décidé d'ouvrir en t'investissant, nous nous adressons à toi comme président, parce que tu as la possibilité et la responsabilité de le faire, pour te dire : nous sommes disposés à soutenir toute mesure qui aille dans le sens de la satisfaction des exigences de la majorité."

Nous pensons que toute mesure en ce sens, à commencer par le retrait des

troupes d'Irak, aura le soutien des travailleurs, des peuples et de leurs organisations du monde entier.

En tout état de cause, nous serons présents avec nos frères de classe dans les prochaines échéances pour aider à vaincre les forces réactionnaires dans le pays et à l'échelle internationale, qui, sans doute, voudront empêcher que des mesures de progrès soient prises par ton gouvernement."

Cela se traduit déjà, dans la lutte des classes, par le fait que plusieurs secteurs s'adressent à Zapatero : pour la majorité d'entre eux, cet appel concerne le retrait des troupes, mais les travailleurs de Altadis, des chantiers navals, s'adressent au nouveau gouvernement pour qu'il empêche les restructurations et les licenciements lorsqu'il prendra ses fonctions. L'offensive autour de la "Constitution" européenne va jusqu'à ce que ce soit à Madrid que la "Constitution" devrait être signée. De plus, les attentats se poursuivent, dans l'objectif clair de forcer à l'union nationale contre le terrorisme. Et ce, en même temps qu'en Irak, dans une opération que la presse internationale n'a pas hésité à qualifier de "provocation de l'armée américaine", les troupes espagnoles ont été placées à la tête d'un massacre perpétré contre les manifestants de la ville de Nadjaf, le dimanche 4 avril.

Pour les masses travailleuses, en Espagne, le lien était direct. Ainsi, de nouveau, lors de la manifestation d'union nationale contre le terrorisme convoquée dans la ville de Leganes, banlieue ouvrière de Madrid, des dizaines de milliers de manifestants ont mis au centre l'exigence du retrait des troupes et ont exclu le parti d'Aznar de la manifestation du 5 avril.

5. Les événements d'Espagne et de France illustrent aussi la politique de ceux qui usurpent le nom de la IV^e Internationale.

Rappelons que, forts de l'appui médiatique et institutionnel, en France, Lutte ouvrière (LO) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont formé une coalition électorale, dont l'objectif avéré était d'avoir 10 % des suffrages pour rentrer dans les exécutifs régionaux. Ils étaient (notamment la LCR) l'avant-garde de la régionalisation. Rappelons les mots d'ordre de leur cam-

pagne électorale : "*Services publics dans tous les quartiers, dans toutes les régions...*" Pendant toute cette dernière période, ils ont affiché leur participation "constructive" au Parlement européen, ils se sont insérés dans le débat sur la "Constitution" européenne pour proposer une Constitution plus sociale et plus démocratique, et ont été la pointe avancée de l'intégration-décomposition des organisations syndicales.

Ils ont recueilli un million de voix, soit la moitié de ce qu'ils espéraient. Pour toute organisation véritablement trotskyste, avoir un million de voix serait considéré comme un point d'appui majeur pour la construction du parti. Mais que disent-ils ?

Le bureau politique de la LCR a fait une déclaration, publiée dans *Rouge* (25 mars 2004), qui dit notamment :

"Nombre d'électeurs, de sympathisants ou de militants de la gauche révolutionnaire peuvent être aujourd'hui déçus du résultat des listes LO-LCR. Il est vrai que nous espérons de meilleurs scores."

Et Lutte ouvrière, par la voix de sa porte-parole, Arlette Laguiller, déclare le 22 mars :

"Un vote qui fait plaisir, mais n'est pas suffisant (...). En ce qui concerne les listes présentées en commun par Lutte ouvrière et la LCR, les résultats ne sont pas ceux que la presse leur prêtait avant le scrutin. Il aurait réellement mieux valu pour l'avenir que le mécontentement populaire se manifeste plus sur les listes d'extrême gauche que sur la gauche..."

Pour eux, cela a signifié rater leur entrée en force dans les conseils régionaux, donc être privés de ressources financières importantes et être le "thank thank" de toute la gauche... Aujourd'hui, Ségolène Royal, membre du secrétariat national du PS, se permet de reprendre à son compte la "démocratie participative" dans la région Poitou-Charentes, sans avoir à donner une place institutionnelle aux pablistes...

Dans ce sens, le vote de classe du 28 avril est aussi un coup contre la politique de LO et de la LCR, qui prônent notamment la dénaturation des organisations de classe dans les forums sociaux.

C'est la même politique qui se mène en Espagne, dans des conditions particulières.

Les différents groupes qui se réclament de la politique de Krivine-Besançonnet en France participent à la Gauche unie (qui a été constituée par le Parti communiste d'Espagne). Il faut citer notamment l'Espace alternatif de Jaime Pastor. Sa conclusion, après le 14 mars, a été que le PSOE avait pris les voix "prêtées" par la Gauche unie et qu'il fallait constituer une "véritable gauche de la gauche" dans la Gauche unie. C'est-à-dire qu'au moment où la majorité de la classe ouvrière et des peuples d'Espagne se rassemble pour battre Aznar et porter le PSOE au pouvoir, majorité qui s'adresse aujourd'hui au gouvernement pour la satisfaction de ses revendications démocratiques et sociales, les pablistes, dans leurs différentes variantes, s'apprentent à tenter de diviser l'unité de la classe.

Lors du comité fédéral de la Gauche unie, qui a eu lieu le 27 mars 2004, les partisans de l'Espace alternatif ont voté contre le rapport du secrétaire général, mais sont restés dans la Gauche unie, car, comme le secrétaire général l'a dit, "à l'extérieur de la Gauche unie, il n'y a pas de gauche".

Et quelle est la place de la Gauche unie ? C'est le journal ABC, porte-parole officieux de la monarchie, qui, dans son éditorial du 17 mars, écrit :

"La défaite de la Gauche unie dans la journée électorale de dimanche, fruit du rassemblement du vote utile de la gauche dans les candidatures du PSOE, a ramené la formation de Llamazares au niveau de la représentation qu'ils avaient en 1982 sous le sigle du PC, quand le raz de marée socialiste a cassé les espoirs électoraux de Carrillo, malgré sa conduite exemplaire pendant la transition démocratique (...). Son échec politique (de Llamazares — NDT) le rend incapable de maintenir sa place de direction dans la coalition de gauche. Mais en aucun cas cela ne doit entraîner dans la défaite une force politique dont le rôle sur l'échiquier politique national n'est pas seulement salutaire, mais indispensable.

En effet, le paysage démocratique espagnol offre historiquement un espace certain à la gauche du PSOE. C'est là que doit s'asseoir une formation qui renforce la place politique centrale de la social-démocratie, et en même temps son rôle de digue face aux tentations anti-système. La Gauche unie a exercé, depuis sa refondation à partir du vieux PC, un rôle de stabi-

lité, car elle a pris en charge les différentes tentatives de gauche alternative qui se sont constituées après la crise du marxisme traditionnel, empêchant que ne se produisent des tentatives de rupture en marge du cadre de la démocratie."

En effet, le maintien de la Gauche unie est un besoin de l'appareil franquiste, et "la gauche de la gauche" joue son rôle pour empêcher son éclatement et pour tenter de casser l'unité de la classe, qui se dresse pour exiger du nouveau gouvernement l'ensemble de ses revendications.

6. L'orientation de la section espagnole de la IV^e Internationale a été précisée quelques mois avant les élections. Ainsi, dans *La Vérité*, n° 35, un document a été publié, produit de l'élaboration commune du comité central du POSI et du secrétariat international.

Dans ce document, il était dit notamment :

"Les élections législatives convoquées pour le mois de mars représentent un enjeu majeur pour les travailleurs et les peuples d'Espagne. Ces élections sont convoquées dans une situation critique de la lutte des classes et elles vont déterminer l'avenir des travailleurs et des peuples d'Espagne dans la prochaine période.

Il n'est pas exagéré de dire que ce qui est en jeu dans ces élections, c'est le fait de savoir si le gouvernement néo-franquiste, prenant appui sur la Constitution et les institutions européennes avec le soutien direct des appareils, notamment des Commissions ouvrières, va être capable de porter un coup majeur aux conquêtes des travailleurs, notamment au cadre actuel des négociations collectives, donc à l'existence même des syndicats, et de transformer l'offensive contre le peuple basque en une situation d'affrontement presque irréversible entre les peuples d'Espagne, seule manière de sauvegarder les institutions franquistes et d'imposer la Constitution européenne (...).

Partisans des droits des travailleurs et des peuples, nous mettons au centre le combat contre la Constitution européenne. Nous considérons que notre devoir est d'aider les travailleurs et les jeunes à s'adresser à leurs organisations, et notamment au PSOE, pour signifier que la défense des droits des travailleurs et des peuples est contradictoire avec l'accepta-

tion du traité de la Convention européenne et avec les exigences du gouvernement Aznar. C'est pour cela que nous aidons à mettre en place un Mouvement des travailleurs et des jeunes pour la défense des droits des travailleurs, des droits des peuples, pour la démocratie."

Ainsi, dans le document adopté au mois de novembre 2003, a été analysée la place distincte de l'UGT et des CCOO. Aujourd'hui, ces dernières se disposent à être le syndicat qui va "avoir une approche consensuelle sur toutes les réformes nécessaires avec le gouvernement" (déclaration du comité confédéral des CCOO, 16 mars).

A la question posée à Fidalgo, secrétaire général des CCOO : "Quels sont les rapports que vous allez établir avec le PSOE ?", il répond :

"J'espère que mes rapports avec le PSOE seront aussi bons que ceux que mes ennemis disent que j'ai eus avec le PP."

Les Commissions ouvrières ne sont pas la CGT française. La CGT, c'est le syndicat traditionnel de la classe ouvrière française constitué au début du XX^e siècle et divisé aujourd'hui en deux branches, la CGT et la CGT-Force ouvrière, qui ont la même origine et les mêmes références fondatrices. Le centre de notre travail en Espagne passe par l'UGT, et cela implique une intervention particulière par rapport aux CCOO. Mais, en tout état de cause, dans le respect de l'indépendance réciproque des partis et des syndicats, il nous faut tirer les leçons du combat auquel nous participons en France avec le Manifeste des 500 pour l'indépendance syndicale, notamment en développant une clarification et une délimitation par rapport à la Confédération européenne des syndicats.

7. A la veille des élections au Parlement européen.

A juste titre, nous avons mis au centre de notre activité en France, après le 28 mars, le combat pour la reconquête de la Sécurité sociale de 1945, la défense du Code du travail, l'abrogation de la contre-réforme des retraites et le retour aux 37,5 annuités, etc., et le combat pour l'unité de la République, contre la décentralisation. C'est l'axe de la déclaration du bureau national du Parti des travailleurs du 29 mars. Cela prend toute sa dimension après la constitution du nouveau

gouvernement Raffarin et son intention de poursuivre les contre-réformes engagées, notamment contre la Sécurité sociale.

En Espagne, depuis la victoire du PSOE aux élections et avant sa prise de fonction, le 17 avril, toutes les forces de la réaction sont coalisées pour forcer le gouvernement Zapatero à mener la même politique qu'Aznar. C'est la raison pour laquelle la COE (les patrons), l'Eglise catholique, les P-DG des grands entreprises, qui avaient mené campagne pour le Parti populaire, soutiennent aujourd'hui le nouveau gouvernement.

Le FMI a déclaré le 2 avril 2004 que le nouveau gouvernement "doit maintenir et approfondir l'ajustement, réduire la demande de logements et retarder l'âge de la retraite". Mais l'offensive centrale contre le nouveau gouvernement vient des sommets de l'Union européenne et de la remise à l'ordre du jour du projet de "Constitution" européenne.

La Commission européenne a même détaché le commissaire au pacte de stabilité, Solbes, pour être ministre dans le nouveau gouvernement.

En Espagne et en France, la campagne des prochains mois pour les élections européennes implique de mettre au centre le combat contre la "Constitution" et la bataille pour clarifier dans le mouvement ouvrier le contenu réel des directives, leur caractère anti-ouvrier et antidémocratique, et la nécessité que le mouvement ouvrier et ses organisations, notamment ses syndicats, rompent leur dépendance à l'égard de l'Union européenne par le biais de la CES.

Les institutions de Bruxelles, la Commission européenne, le Parlement européen, la Banque centrale, le Pacte transatlantique à travers l'OTAN sont des machines de guerre contre la souveraineté des nations et les intérêts des travailleurs et de la majorité de la population. La campagne unifiée des sections de la IV^e Internationale à la veille des élections européennes doit mettre au centre ces questions en ouvrant la perspective de l'Union libre des nations et républiques libres d'Europe, débarrassées des institutions de Bruxelles, du traité de Maastricht et de la soumission militaire aux Etats-Unis à travers l'OTAN, machine de guerre et d'agression contre les peuples.

La CES et la "Constitution" européenne

"Les gouvernements ne doivent pas être les seuls à soutenir et à préconiser le changement"

Par Daniel Shapira

Quelques semaines après la mobilisation des masses en Espagne, qui a abouti à la chute d'Aznar, entre les deux tours des élections régionales et cantonales en France, s'est tenu le sommet européen des 15 chefs d'Etat et de gouvernement, les 25 et 26 mars 2004.

L'axe des décisions de ce sommet européen correspond aux orientations d'ensemble de la politique de l'Union européenne. Le mot qui revient le plus souvent est celui d'"accélérer". Accélérer toutes les contre-réformes visant à l'allongement de l'âge de la retraite, à la diminution des dépenses de santé, à la remise en cause des indemnités de chômage, au développement de la flexibilité.

Mais deux points essentiels méritent d'être relevés dans les conclusions de ce sommet européen.

D'abord, quelques mois après l'impossibilité d'aboutir à un accord sur la "Constitution" européenne lors du précédent sommet européen du mois de décembre, les 15 chefs d'Etat et de gouvernement se sont mis d'accord pour parvenir dans de brefs délais à l'adoption du projet de "Constitution" européenne.

Le relevé de décisions du sommet indique en effet que celui-ci *"a décidé qu'un accord sur le traité constitutionnel devrait intervenir lors du Conseil européen de juin au plus tard"*.

Et ensuite, pour la première fois, le relevé de conclusions du sommet européen préconise ouvertement des "partenariats nationaux" :

"Les gouvernements ne doivent pas être les seuls à soutenir et à préconiser le changement. Afin de favoriser l'adhésion au changement, le Conseil européen invite les Etats membres à créer des partenariats pour la réforme, qui associent les partenaires sociaux, la société civile et les pouvoirs publics" (§ 43).

Quel est le rapport entre ces deux décisions ? La clé est donnée par la phrase citée ci-dessus :

"Les gouvernements ne doivent pas être les seuls à soutenir et à préconiser le changement."

On sait ce que signifie le mot changement pour l'Union européenne et les gouvernements : contre-réformes, restructurations, licenciements, flexibilité, attaques contre la protection sociale...

Au niveau européen, ce "partenariat" existe de longue date avec la CES.

Mais ce que demande cette fois-ci le sommet européen, c'est que des partenariats puissent se mettre en place dans tous les pays.

LE MODÈLE EUROPÉEN DE PARTENARIAT QU'ILS VEULENT TRANSPOSER AU PLAN NATIONAL

Au plan européen, l'Union européenne et les chefs d'Etat et de gouvernement savent qu'ils peuvent compter sur la CES (prétendue Confédération européenne des syndicats). D'ailleurs, le relevé de conclusions de ce même sommet européen des 25 et 26 mars a ouvertement félicité la CES :

"Le sommet social tripartite associe déjà étroitement et dans un esprit constructif les partenaires sociaux au niveau de l'UE (...). Il faut maintenant prendre des dispositions supplémentaires pour renforcer leur rôle dans la mise en œuvre de la stratégie. Le Conseil européen se félicite de la volonté des partenaires sociaux (il s'agit de la CES et du patronat européen — NDLR) de consolider leur engagement par un nouveau partenariat européen pour le changement."

Et d'ailleurs, dans une déclaration conjointe pour le sommet social tripartite du 25 mars au matin, la CES et le patronat européen s'étaient prononcés *"pour un partenariat européen pour le changement"* et *"pour l'application des directives européennes sur l'emploi"*, ainsi que pour *"la mise en œuvre des recommandations de la task force pour l'emploi"*, qui préconise un *"plus haut degré de flexibilité"*. Et le comité exécutif de la CES des 17 et 18 mars avait inventé un nouveau mot : la *"flexicurité"*, pour justifier son approbation de la flexibilité... avec une dose de sécurité. Au lendemain de ce sommet européen et des manifestations organisées le 3 avril, la CES publiait le 5 avril un communiqué dans lequel elle indiquait de manière très explicite :

"La CES est prête pour un partenariat dans le changement, comme elle l'a rappelé à la présidence irlandaise lors du sommet de printemps de la fin du mois de mars."

Et on en revient au projet de "Constitution" européenne. Dans ce même communiqué, la CES se prononce à nouveau pour la "Constitution" européenne :

"Nous avons besoin d'un traité constitutionnel qui permette d'avoir une meilleure structure pour l'action politique."

Que contient le projet de "Constitution" européenne en matière de "partenariat" ? L'article III-105 du projet indique :

"La Commission, avant de présenter des propositions dans le domaine de la politique sociale, consulte les partenaires sociaux (...) sur le contenu de la proposition envisagée (...). A l'occasion de cette consultation, les partenaires sociaux peuvent informer la Commission de leur volonté d'engager le processus prévu à l'article III-106."

Et ce que prévoit l'article III-106, c'est que des "accords" conclus dans ce cadre entre "partenaires sociaux" au niveau européen soient

"mis en œuvre par des règlements ou des décisions européens adoptés par le Conseil des ministres sur proposition de la Commission".

Autrement dit, ces deux articles du projet de "Constitution" européenne signifient que des "accords européens" signés par la CES et le patronat européen puissent avoir force de loi européenne automatiquement. Ce processus de colégislation existe déjà en Europe depuis les traités de Maastricht et d'Amsterdam. Dans une brochure sur le dialogue social européen, la Commission européenne résumait ainsi ce processus :

"Un pas important a été franchi grâce au traité de Maastricht. Les partenaires sociaux sont désormais étroitement associés à toutes les nouvelles initiatives en matière de politique sociale prises par la Commission (...). Il ne s'agit plus seulement de consultation, mais aussi de négociation. Celle-ci peut déboucher sur la conclusion d'accords au niveau européen (...). Les dispositions spécifiques du traité d'Amsterdam donneront ensuite, très clairement, une nouvelle dimension au dialogue social européen. La Commission a aujourd'hui pour mission d'associer activement les partenaires sociaux à l'élaboration des normes sociales communautaires."

"L'élaboration" ! Tout est là. Et depuis les traités de Maastricht et d'Amsterdam,

la CES a signé plusieurs accords européens, qui sont devenus automatiquement ensuite des directives européennes, en particulier celles de 1997 sur le travail à temps partiel et celles de 1999 sur les contrats à durée déterminée, directives qui ont abouti, une fois transposées dans chacun des pays européens, à une déréglementation et à une remise en cause des acquis du Code du travail.

Et à ces accords européens devenant directives, on peut ajouter d'autres accords européens, qui, même s'ils n'ont pas été transformés en directives, ont néanmoins une valeur contraignante, tels en particulier les accords signés en 2002 entre la CES et le patronat européen sur la formation et le télétravail.

Alors, quel pas supplémentaire vise à franchir le projet de "Constitution" européenne ? En institutionnalisation dans une Constitution le rôle de colégislateur au plan européen de la CES, l'Union européenne et les 15 chefs d'Etat et de gouvernement veulent pouvoir s'appuyer sur cette base juridique nouvelle pour passer du plan européen au plan national.

DE LA COLÉGISLATION EUROPÉENNE... À SA TRANSPOSITION AU PLAN NATIONAL

Pour les gouvernements européens confrontés à un gigantesque rejet par les masses des conséquences de la politique de l'Union européenne et des directives européennes, le partenariat européen avec la CES ne suffit pas. Face aux mobilisations massives qui ont secoué l'Europe ces derniers mois, en France, en Espagne, en Allemagne, en Autriche, en Italie, il leur faut plus. Les gouvernements ne peuvent y arriver seuls. Comme l'a indiqué le sommet européen des 25 et 26 mars, il leur faut absolument des "partenariats

nationaux" pour transformer les organisations syndicales nationales en colégislateurs, à l'image de ce que fait la CES depuis des années au plan européen.

C'est le problème soulevé crûment par une responsable de la Commission européenne, Odile Quintin, directeur général de l'emploi et des affaires sociales, qui, le 13 janvier 2004, abordant "*l'articulation entre les différents niveaux du dialogue social, européen, national, et local*", indiquait :

"Trop souvent, ce lien est faible, et le niveau national ignore largement ce que fait le niveau européen."

C'est effectivement là tout le problème pour la Commission européenne. Pour l'instant, le processus de colégislation au plan européen ne s'est pas traduit au plan national au niveau souhaité par l'Union européenne. Et ce, pour une raison fondamentale : à la différence de la CES, les organisations syndicales nationales ont été forgées par les travailleurs eux-mêmes dans le cadre de leur lutte de classe historique. C'est ce que reconnaît d'ailleurs la CES elle-même. Dans une petite brochure intitulée *Qu'est-ce que la CES ?*, préfacée par Emilio Gabaglio, son ancien secrétaire général, il est écrit explicitement :

"A la différence des syndicats nationaux, l'évolution de la CES ne relève pas de la lutte des classes, mais de l'institutionnalisation de la politique européenne."

On ne saurait mieux dire. C'est tout l'enjeu de la prochaine période en Europe : intégration ou lutte de classe ? Syndicats colégislateurs ou syndicats indépendants ?

Préserver l'existence de syndicats indépendants dans chacun des pays, c'est là une des raisons majeures de dire non au projet de "Constitution" européenne.

Daniel Shapira

Le Parlement européen : une institution indispensable à la mise en œuvre des traités de Maastricht et d'Amsterdam

Par Olivier Doriane

Le 13 juin 2004 auront lieu dans tous les pays de l'Union européenne des élections à une institution appelée "Parlement européen". Le terme est trompeur.

Tous les courants politiques qui ont renoncé à combattre pour en finir avec le régime de la propriété privée des moyens de production légitiment cette institution. Il s'ensuit une confusion, qu'il est grand temps de lever.

Il semble donc utile et nécessaire d'établir pour les militants et les travailleurs du monde entier en quoi accoler le terme de Parlement à cette institution relève d'une tromperie.

La notion de Parlement est liée à la formation, au développement et à l'existence du cadre de la nation. Si, à l'origine, le mot Parlement se liait à des cours de justice formées par un groupe de spécialistes détachés de la cour du roi, le Parlement commence à s'affirmer au XIII^e siècle en Angleterre. Il s'agit alors du nom donné aux deux assemblées qui exercent le pouvoir législatif.

Puis, avec la Révolution française, le Parlement deviendra le nom donné aux assemblées qui détiennent, dans un pays, le pouvoir législatif. Certes, tous les Parlements n'ont pas été, et de loin, démocra-

tiques. Il y a de nombreux cas dans l'histoire où les Parlements ont couvert des régimes autoritaires. Ils ont parfois été privés de leur souveraineté. Mais ils restaient cependant liés à l'existence du cadre de la nation, dont ils dépendaient, de son histoire.

Notre courant s'en est maintes fois expliqué.

La formation de la nation constitue une étape dans les développements des forces productives. En effet, l'unification de la nation correspond à l'époque où la bourgeoisie moderne constitue la nation comme moyen d'unification des forces productives et comme base pour partir à la conquête du marché mondial.

Surtout, pour ceux qui se situent sur le terrain des intérêts de la classe ouvrière, la nation est le cadre dans lequel la classe ouvrière s'est constituée comme classe, a forgé ses organisations et arraché droits et conquêtes.

En retour, dans la phase de décomposition du régime de la propriété privée des moyens de production que nous connaissons, une des caractéristiques déterminantes de l'offensive de l'impérialisme menée pour détruire la force de travail est de disloquer le cadre de toutes les nations.

L'ORIGINE DU PARLEMENT EUROPÉEN

De ce point de vue, l'origine du Parlement européen est significative. Elle ne découle en rien d'un quelconque rapport avec la nation, mais émane d'une logique supranationale, comme tous les instruments mis en place par le traité de libre-échange.

Sa fonction trouve en effet son origine dans les traités européens visant à instaurer un marché unique totalement ouvert à la concurrence en Europe. Le traité de Maastricht de 1992, qui, comme tous les traités de l'Union européenne, intègre les précédents, consacre sa cinquième partie aux *"institutions de la Communauté"*.

Le chapitre premier comprend un article 137, qui stipule :

"Le Parlement européen, composé de représentants des peuples des Etats réunis dans la Communauté, exerce les pouvoirs qui lui sont attribués par le présent traité."

Ce fait que le Parlement européen a pour mission de participer à la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne était d'ailleurs inscrit dès l'origine dans le traité instituant la Communauté européenne.

L'article 4 affirme :

"La réalisation des tâches confiées à la Communauté est assumée par un Parlement européen (...). Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent traité."

Cependant, les partisans de tous bords de l'Union européenne se plaisent à affirmer qu'à chaque étape — de l'Acte unique (1987) au traité de Maastricht (1992), puis au traité d'Amsterdam (1998) — les prérogatives du "Parlement" européen sont régulièrement augmentées. Et d'insister notamment sur la procédure de "codécision" instituée par ces deux derniers traités.

Qu'en est-il réellement ?

LA PROCÉDURE DE "CODÉCISION"

Depuis plus de douze ans, les directives européennes élaborées par la Commission

européenne ont été les instruments de la remise en cause des droits ouvriers et démocratiques dans tous les pays d'Europe, et dans tous les domaines. Directive européenne sur la privatisation des services publics (poste, chemin de fer, service public de l'énergie) légalisant le travail des enfants, remettant en cause l'interdiction du travail de nuit des femmes... Derrière chaque coup porté, on peut identifier une directive européenne, transcrite ensuite dans chaque pays.

Quoi qu'on puisse penser du principe même de "directive", un député européen a-t-il le droit, de sa propre initiative, de soumettre au vote un projet de directive ? Absolument pas. La Commission, "gardienne du traité", détient le monopole du pouvoir de proposition ou du droit d'initiative. Les traités de Maastricht et d'Amsterdam n'ont en rien changé sur le fond cette donnée fondamentale des institutions de l'Union européenne fondées sur la base du traité de Rome (1957).

Voici ce que dit le traité (article 138 B ou 192 dans la nouvelle numérotation résultant du traité d'Amsterdam) :

"Le Parlement européen peut, à la majorité de ses membres, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui lui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte communautaire pour la mise en œuvre du présent traité."

Autrement dit : ledit député doit, avant toute discussion sur l'adoption proprement dite, obtenir l'accord sur son texte de la majorité au moins de ses collègues, donc y compris de ses adversaires politiques ! Et encore : il faut que le projet soit *"nécessaire à la mise en œuvre du traité"*, donc conforme, entre autres, au traité de Maastricht, qui dicte réduction des déficits, privatisations, soumission de toute la société et de tout acte politique au *"respect du principe d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre"* (article 102 A ou 98 du traité).

Mais ce n'est pas tout. En dernier ressort, c'est la Commission qui décide si le texte dudit député, toutes ces conditions étant remplies, peut être recevable ou non, et sous quelle forme, puisque c'est à elle seule que revient le droit de *"soumettre toute proposition"*.

Quelle est donc cette “codécision” dont ils parlent ?

UN EXEMPLE CONCRET : L’INSTAURATION DES FONDS DE PENSION

Pour comprendre ce dont il s’agit, prenons un exemple concret, dont on sait qu’il touche à une question d’importance pour tous les travailleurs : celle de l’instauration de fonds de pension — instrument de destruction des systèmes de retraite conquis par la lutte de classe dans chaque pays.

1. En juillet 1997, la Commission élabore un “Livre vert” sur les retraites complémentaires (dénomination des fonds de pension dans le langage maastrichtien), qu’elle “soumet” au “Parlement”.

2. En décembre 1998, ce dernier adopte, à l’unanimité (moins une abstention), une résolution (COM97-0283-C4-0392-97) axée sur les “*règles de placement à observer*” dans la perspective des fonds de pension européens.

3. La Commission annonce sa proposition de directive, ayant “consulté” le “Parlement”...

Que se passe-t-il ensuite ? C’est à cet instant et dans ce cadre seulement qu’intervient à proprement parler la procédure de “codécision” instituée par les traités de Maastricht et d’Amsterdam pour un certain nombre de domaines de l’action communautaire définis par le traité.

En quoi consiste exactement cette procédure ? Elle donne, en théorie, au bout de trois lectures par le “Parlement”, un droit de veto à ce dernier, qu’il n’a jamais exercé. Et pourquoi le ferait-il, vu ce qui précède ?

Toutes les directives ont, entre autres, ordonné la “libéralisation” — c’est-à-dire la privatisation — des chemins de fer, du téléphone, de la poste, de l’électricité. Elles ont exigé l’annualisation du temps de travail, la généralisation du temps partiel, l’introduction dans les législations nationales de “contrats souples”, “l’adaptation” de la protection sociale à ce cadre déréglementé (individualisation, fonds de pension, etc.)... A-t-on entendu le “Parlement” émettre l’ombre d’une esquisse de protestation ? Tout au contraire, il a été, pas à pas, “consulté”, et a “invité” la Commission —

qui les lui avait préalablement soufflés — à lui soumettre les actes “nécessaires à la mise en œuvre du traité”, comme le lui dicte le traité lui-même.

Une fois la directive adoptée par le Conseil et par le “Parlement”, que se passe-t-il ?

Le traité est tout à fait clair :

“La directive lie tout Etat membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens” (article 189, alinéa 3 ou 249, alinéa 3).

Cet article fait de chaque gouvernement et Parlement national qui s’y plient des institutions subsidiaires de l’ordre maastrichtien, donc de la Commission européenne, “gardienne du traité”.

Reste donc, une fois cette sinistre comédie jouée à Bruxelles et à Strasbourg, à “transposer” la directive dans le droit national.

Ces faits établissent donc que ce Parlement est une institution de l’Union européenne couvrant l’ensemble des décisions prises par la Commission européenne.

Aucun acte législatif de l’Union européenne ne peut être adopté s’il n’émane pas de la Commission européenne elle-même.

QU’EN SERAIT-IL DEMAIN AVEC LA MARCHÉ À LA “CONSTITUTION” EUROPÉENNE ?

Mais qu’en serait-il demain dans la marche à la “Constitution” européenne ?

Le projet de “Constitution”, qui n’a pas été adopté au mois de décembre 2003, est en effet de nouveau d’actualité.

Rappelons que ce projet a pour caractéristique principale de faire prévaloir le droit “communautaire”, les directives et les “lois” européennes sur les droits nationaux. Il s’agit d’un projet d’ordre totalitaire, visant à disloquer, à partir des institutions supranationales, toutes les conquêtes, droits et garanties arrachés dans le cadre de la nation.

Cette prétendue Constitution est d’ordre totalitaire, car, contre toute souveraineté, contre toute démocratie, elle est l’instrument pour mettre en œuvre la politique de la Banque centrale européenne, elle-même

dépendante de la Réserve fédérale américaine.

Les travailleurs et les organisations peuvent-ils être indifférents à la mise en place de cet ordre totalitaire ? Sans doute, tant que la société repose sur le régime de la propriété privée des moyens de production, les institutions qui la dominent expriment les intérêts de la classe dominante, et, à ce titre, doivent être combattues par la classe ouvrière.

Mais les travailleurs ne sont pas indifférents aux formes mêmes des institutions. Le mouvement ouvrier n'a jamais observé une quelconque "neutralité" entre la démocratie et le totalitarisme. Du point de vue des intérêts de la classe, la démocratie bourgeoise est préférable à un régime corporatiste réactionnaire. Un régime parlementaire bourgeois, même frelaté, a des aspects de démocratie reliés à l'existence des organisations ouvrières.

Et cela est vrai même pour un régime hyper-réactionnaire comme la V^e République en France.

Or l'Union européenne et son projet de "Constitution", c'est le corporatisme, imposant l'intégration des organisations ouvrières dans la colégislation pour mettre en œuvre la politique de la Banque centrale européenne, détruisant toute souveraineté des nations et niant, comme on le verra plus loin, l'existence des partis politiques librement constitués.

En ce qui concerne le projet de "Constitution" européenne, au mois de décembre 2003, les chefs d'Etat et de gouvernement n'avaient pu aboutir à un accord. Pour des raisons qui trouvaient leurs origines à l'extérieur de l'Europe, les gouvernements espagnol et polonais s'étaient en effet opposés à la France et à l'Allemagne, reprochant à ces dernières de chercher à préserver des positions de force qui ne correspondent plus, du point de vue des intérêts de l'impérialisme américain, à la réalité de la situation. En clair, il s'agissait de savoir si la France et l'Allemagne allaient continuer à pouvoir bénéficier de voix prépondérantes, tel que cela leur était accordé par un précédent traité européen : le traité de Nice.

Mais, depuis, il y a eu l'Espagne. La mobilisation de tout un peuple a fait tomber Aznar, faisant vaciller l'ordre en Espagne, et, au-delà, inquiétant toutes les puissances européennes. Une "digue" s'est rompue,

selon l'expression du secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol.

Sur un autre plan, le mouvement de rejet de la politique de l'Union européenne s'est exprimé en France lors des élections régionales, où, par un mouvement combiné d'abstentions et de vote contre le parti au pouvoir, le peuple français a dit : non à la régionalisation impulsée par l'Europe.

Au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens du mois de mars, les dirigeants de l'Union européenne ont donc estimé nécessaire de chercher à reconstituer une "digue". C'est pourquoi, tant du côté du gouvernement espagnol et polonais que du côté des gouvernements allemand et français, chacun a tempéré ses positions pour essayer de parvenir à un accord, qui devrait être conclu avant la fin du mois de juin 2004.

Il est difficile de savoir s'ils y parviendront. A l'heure où nous écrivons, la discussion s'engage sur la base d'un texte qui colle de "très, très près" au premier projet, selon les termes du chancelier allemand, Gerhard Schröder.

Que prévoit ce texte par rapport à la place du Parlement européen ?

Dans son article 1-33, il explique :

"Les lois-cadres européennes sont adoptées sur proposition de la Commission conjointement par le Parlement européen et le Conseil des ministres."

L'article 1-25 martèle :

"Un acte législatif de l'Union ne peut être adopté que sur proposition de la Commission."

Les procédures d'adoption des "lois" et "lois-cadres européennes" sont précisées dans l'article 3-302 du projet, établissant clairement que, tout au long de la procédure de va-et-vient entre le Parlement européen et le Conseil, la Commission a le droit de veto de fait sur tous les amendements.

L'article III-301 précise :

"La Commission peut modifier sa proposition tout au long des procédures conduisant à l'adoption d'un acte de l'Union."

Insistons encore, le Parlement ne peut rédiger que des sortes de suppliques à la Commission. L'article 3-234 précise :

“Le Parlement européen peut, à la majorité des membres qui le composent, demander à la Commission de soumettre toutes propositions appropriées (...). Si la Commission ne soumet pas de propositions, elle en communique les raisons au Parlement européen.”

En clair, le Parlement peut demander humblement à la Commission de mettre en œuvre une proposition ; si celle-ci refuse, il lui suffit d'en communiquer les raisons au Parlement.

Si le Parlement n'a rien de législatif, cela ne signifie pas qu'il n'a pas de fonction politique. Il est au contraire indispensable au fonctionnement de l'Union européenne. Cet instrument supranational, qui apparaît comme une assemblée élue — puisqu'il y a des élections —, est en fait un des rouages de la remise en cause du cadre des nations. Nous avons précédemment souligné que l'impérialisme pourrissant, dans la course à la recherche d'un “coût du travail” toujours plus bas, disloque le cadre des nations dans lequel les travailleurs et les peuples ont arraché droits et garanties. Il est significatif qu'en Europe, là même où le capitalisme à pris son essor, où, dans sa phase progressiste, il a développé les nations, le processus de dislocation des nations connaisse une puissante accélération.

Le Parlement européen vise, au niveau supranational, à couvrir d'un “verniss démocratique” toutes les décisions de la Commission européenne (non élue) et de la Banque centrale européenne. Et le simulacre de débat qui s'y mène à pour point de départ que tous, de l'extrême gauche à l'extrême droite, légitiment cette institution de l'Union européenne, qui a pour tâche de mettre en œuvre la politique communautaire. Aucun n'a jamais remis en cause la légitimité même de ce Parlement issu des traités européens, ni d'ailleurs le traité de Maastricht, qui le cadre. Il est d'ailleurs à noter qu'il n'y a jamais eu de conflits politiques entre ce prétendu Parlement et la Commission européenne.

AUCUNE VOIX NE S'EST ÉLEVÉE...

Tout d'abord, aucune des forces politiques qui siègent au Parlement européen ne

s'est jamais levée pour dire : nous remettons en cause la légitimité de cette institution, nous vous dénonçons le droit de participer à l'élaboration de ces directives européennes, qui s'imposent ensuite dans chacun des pays pour privatiser, disloquer les Codes du travail, les services publics, les conquêtes démocratiques.

Personne ne s'est jamais levé pour indiquer que cette assemblée était non seulement le produit des traités européens, mais encore que chacun de ses actes devait être conforme au respect de ce traité.

Personne n'a dit que ce Parlement, en se faisant complice de l'élaboration des directives européennes, en jouant le jeu de faire-valoir de la Commission, participe de la remise en cause de la souveraineté des nations et de leur dislocation.

Pour autant, dans le cadre des votes qui ont eu lieu, des indications importantes doivent être soulignées.

Il faut savoir qu'au nom de “raisons techniques”, les représentants de la LCR en France, membre du Secrétariat unifié, sont (comme le groupe français Lutte ouvrière) membres du même groupe que le Parti communiste français.

Il n'est pas secondaire que la représentante de la LCR s'abstienne sur le “*projet de directive du Conseil constituant une politique globale de l'emploi de l'Union*”. Cette politique s'inscrit, selon sa déclaration, dans la stratégie de Lisbonne.

Et bien que la représentante de la LCR relève elle-même que la “*résolution maintient l'objectif d'obtenir d'ici à 2010 une augmentation de cinq ans au niveau communautaire de l'âge effectif moyen de départ à la retraite*”, elle s'abstient.

On notera également les votes favorables des représentants de la LCR sur les rapports du 14 janvier 2003 concernant le deuxième paquet ferroviaire, qui marque une nouvelle étape dans la destruction des chemins de fer, la mise en place de “pavillons de complaisance” sur les voies ferrées.

Mais il est une autre fonction du Parlement européen, qu'il faut souligner. Il participe à l'offensive contre les partis constitués dans le cadre de la nation par la mise en place des partis politiques européens. C'est le traité de Nice qui a donné une base juridique à la création de partis politiques européens, considérés comme “*un facteur d'intégration contribuant à*

l'émergence d'une conscience européenne" (article 1) :

"Il est juste et nécessaire de les aider à remplir les missions que leur confie le traité et de leur offrir un financement ne serait-ce que partiel à partir du budget communautaire",

souligne la vice-présidente de la Commission européenne chargée des relations avec le Parlement européen. Le financement peut atteindre 75 % du budget de ces partis européens.

Le 4 novembre 2003, le Parlement européen a adopté un règlement relatif aux statuts et au financement des partis politiques au niveau européen, règlement obligatoire dans tous ses éléments et dans tous les Etats membres.

Le point 4 de ce règlement fixe certaines *"conditions pour pouvoir identifier un parti politique au niveau européen"*. Parmi celles-ci,

"il est notamment nécessaire que les partis politiques au niveau européen respectent les principes sur lesquels l'Union européenne est fondée, qui sont repris par les traités".

Ces partis politiques européens ont donc pour base obligée la reconnaissance de l'Union européenne, elle-même fondée sur la reconnaissance de l'économie de marché et des traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice. Aujourd'hui, des processus de formation de ces partis européens sont en cours. C'est ainsi que le Parti de la gauche européenne prépare son congrès constitutif pour le mois de mai ; que les Verts ont également avancé dans ce sens, tout comme la "gauche anticapitaliste" !

Tous courent vers la reconnaissance officielle, dans le cadre du Parlement européen, de ce statut européen, participant ainsi, dans le cadre des traités européens, à la mise en œuvre du dispositif totalitaire de la "Constitution" européenne.

En effet, au moment où les menaces pèsent sur le droit à l'existence des partis sous des formes diverses au Portugal, en

Espagne, en France, les partis européens sont en revanche mis en avant comme instruments visant à remettre en cause l'existence même des partis constitués dans le cadre de la nation.

Enfin, ce Parlement européen, conformément à son rôle d'institution supranationale, approuve, appuie, et il faudrait dire, en fait, appelle de ses vœux au *"renforcement de l'autonomie régionale et locale dans les différents pays européens"*. Dans une résolution adoptée en janvier 2003, le Parlement européen demande que

"la Constitution européenne reconnaisse le rôle des régions, provinces, communes et toutes organisations territoriales qui forment les Etats membres dans la poursuite des objectifs de l'Union européenne".

Il demande que,

"lorsque les transpositions des directives en droit national ressortissent à la compétence des régions, celles-ci jouissent, en ce qui concerne le choix des méthodes, de la même flexibilité que les autorités nationales lorsque ces dernières sont compétentes".

En clair, les régions devraient devenir des relais directs de la Commission de Bruxelles en définissant elles-mêmes les formes de transposition des directives qui étaient déjà une négation des législations nationales.

Ainsi, par quelque bout que l'on prenne le problème, nous sommes fondés à dire que le Parlement européen s'inscrit comme un des moyens élaborés par les traités européens pour imposer, au nom de la supranationalité, la dislocation des nations, ouvrant ainsi la voie à la barbarie qui s'est déjà exprimée sur le continent africain, en Irak, dans les Balkans. Il en découle, en retour, qu'il ne saurait y avoir de lutte conséquente pour la défense des droits et garanties, pour la démocratie, sans lutte contre le Parlement européen, institution de l'Union européenne.

Olivier Doriane

Le combat pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1917 dans l'est de l'Europe à la veille de "l'élargissement" de l'Union européenne

Par Dominique Ferré

Voilà plus d'un an, alors que s'engageaient les préparatifs de l'intervention militaire américaine contre le peuple irakien, Donald Rumsfeld déclarait que *"le centre de gravité de l'Europe doit se déplacer vers l'est"*, fustigeant la *"vieille Europe"* (celle des conventions collectives et des régimes de Sécurité sociale, concentrés notamment en France, en Belgique, en Allemagne), au profit de la *"nouvelle Europe"*, et notamment de la Pologne, qui prenait part à l'agression contre l'Irak aux côtés de son allié américain.

Un an après, à quelques jours de l'élargissement à l'est de l'Union européenne, la Pologne est plongée dans une profonde crise politique, économique et sociale.

L'irruption des masses de l'Etat espagnol chassant Aznar et exigeant le retrait des troupes d'Irak, combinée au véritable soulèvement populaire du peuple irakien contre les forces d'occupation, ébranle toute l'Europe, y compris sa partie orientale. Face au soulèvement d'une nation tout entière pour reconquérir sa souveraineté, le gouvernement de la République du Kazakhstan, qui avait envoyé un corps expéditionnaire en Irak, annonce qu'il retire

ses troupes fin mai. En Ukraine, le Premier ministre, Yanoukovitch, s'interroge sur l'opportunité d'un retrait des 1 600 soldats envoyés en Irak...

C'est dans ces conditions que se prépare l'élargissement de l'Union européenne.

Il s'agit d'un nouveau pas dans la voie de la dislocation des nations et des peuples de toute l'Europe, d'un événement qui concerne autant les pays qui y "entrent" que ceux, comme l'Ukraine, qui ne sont ni membres, ni même candidats à entrer dans l'Union européenne (1).

Il pose plus que jamais le problème de la défense et de la reconquête des conquêtes d'octobre 1917, donc de la construction de sections de la IV^e Internationale en Europe de l'Est et en ex-URSS.

(1) L'Union européenne est actuellement composée de 15 membres, essentiellement situés dans l'ouest de l'Europe. A partir du 1^{er} mai 2004, 10 nouveaux pays doivent entrer dans l'Union européenne, essentiellement des pays de l'est de l'Europe (Pologne, Tchéquie...) et les pays Baltes (Lettonie, Lituanie, Estonie). D'autres pays comme la Roumanie sont candidats à entrer dans l'Union européenne. D'autres enfin, tels que l'Ukraine, sont liés par des accords de coopération ou de "voisinage" avec l'Union européenne.

RAVAGÉE PAR UNE CRISE SOCIALE ET POLITIQUE, LA POLOGNE ENTRE DANS L'UNION EUROPÉENNE

“Dans la crise politique actuelle, la création d'un gouvernement de technocrates sous les auspices de Marek Belka a des avantages”,

souligne début avril le quotidien polonais *Gazeta Wyborcza*.

“Le candidat pour le poste de Premier ministre a la réputation d'être un économiste compétent ; il a la confiance des marchés financiers et de nos partenaires à l'étranger. Et en plus, il passe pour être au-dessus des rivalités entre les groupes de pression.”

A quelques jours de l'élargissement de l'Union européenne, la Pologne est plongée dans une profonde crise politique, économique et sociale. Tandis que la chute d'Aznar, en Espagne, amène le président Kwasniewsky, pourtant dévoué aux Américains, à déclarer : *“Nous avons été trompés sur les armes de destruction massives”*, le Premier ministre, Miller, est démissionné, et remplacé par l'économiste Marek Belka, chargé de constituer un gou-

vernement *“forcément provisoire”*, dont la tâche *“se résume à deux choses : harmoniser la législation polonaise avec celle de l'UE et faire passer à la Diète le paquet de réformes proposé par le gouvernement précédent”* (*Courrier international*, 8-14 avril 2004). *“Réformes”* qui exigent notamment, après la mise à sac de l'agriculture et de la sidérurgie, la fermeture massive des mines de charbon, contre laquelle 12 000 mineurs en colère ont marché dans Varsovie en septembre 2003.

En reportage dans l'usine de tracteurs Ursus, le correspondant du quotidien espagnol *El País* (1^{er} avril 2004) rapporte :

“Les ouvriers d'Ursus constituaient, avec les mineurs de Silésie, les sidérurgistes de Nowa Huta, près de Cracovie, et les travailleurs des chantiers navals de la Baltique, l'aristocratie du prolétariat polonais. Les travailleurs d'Ursus étaient parmi les plus combatifs. Des grèves de 1976 surgit ici le Comité d'autodéfense ouvrière (KOR), précurseur du syndicat indépendant Solidarité, qui fut fondé quatre ans plus tard à Gdansk, et immédiatement après à Ursus (...). De ces jours glorieux, il ne reste plus rien (...). Les 180 hectares qui restaient ont été réduits à six. L'usine est passée de 12 000 salariés en 1997 à 400 aujourd'hui. Des 61 000 tracteurs produits en 1981, on est tombé à 3 200 maintenant.”

“L'Ukraine est un pays qui a connu dans sa chair les horreurs de l'occupation...”

Face au soulèvement de toute une nation pour la reconquête de sa souveraineté en Irak, de nombreux gouvernements membres de la coalition américaine s'interrogent sur le retrait éventuel de leurs troupes. C'est dans ces conditions que les militants ukrainiens de la IV^e Internationale ont diffusé, lors d'un rassemblement à Kiev, le 20 mars (journée internationale contre l'occupation de l'Irak, à l'appel des coalitions américaines), un tract se concluant ainsi :

“L'Ukraine est un pays qui a connu dans sa chair les horreurs de l'occupation lors de la dernière guerre mondiale. Au lieu de rejoindre les forces qui, dans le monde entier, combattent pour la paix, le gouvernement ukrainien a décidé d'envoyer des troupes pour servir les intérêts des impérialistes américains. C'est une infamie qui marquera notre patrie pour de longues années. C'est pourquoi l'Union Borotba (“La Lutte”) demande au gouvernement et au Parlement de l'Ukraine de rappeler immédiatement leurs troupes en Irak. Nous soutenons l'initiative des députés à la Rada suprême qui ont proposé le retrait du contingent ukrainien et une loi interdisant la participation de soldats ukrainiens aux aventures militaires des Etats-Unis et de l'OTAN. Nous nous adressons à toutes les forces politiques, afin de prendre exemple sur l'Espagne, où le mouvement des travailleurs contre la guerre a obtenu l'engagement du retrait des troupes (...). Non à l'occupation de l'Irak ! Oui à la paix et au socialisme ! L'union fait la force !”

Interrogé par *El Pais*, un ouvrier de l'usine déclare :

“Quand ils ont commencé à licencier, nous, les ouvriers, avons protesté. Nous avons commencé à aller à Varsovie, et nous avons bloqué toutes les rues. Nous n'avons reçu que des promesses, et aucune n'a été tenue. Tous pensent que si nous entrons dans l'Union européenne, nos poches vont se remplir d'argent, mais personne ne sait à quoi se sont engagés nos dirigeants, qui espèrent seulement occuper un fauteuil à Bruxelles après que la Pologne aura adhéré à l'Union européenne.”

Le journal poursuit :

« Au bureau du syndicat, son secrétaire, Janusz Mierkowski, reconnaît qu'il a voté non au référendum sur l'intégration de la Pologne à l'Union européenne : “Nous n'acceptons pas les normes que nous impose Bruxelles. La sidérurgie a été liquidée, et maintenant on voit qu'elle était rentable, mais ils nous ont dit qu'il fallait la liquider. On ne nous demande pas ce qu'il faut produire. La seule chose qu'on nous demande, c'est de reculer”. »

Une nation menacée par la banqueroute économique, par des institutions politiques — issues de l'explosion des structures étatiques de la bureaucratie stalinienne — qui ne sont pas capables de fournir autre chose que des “clans” de “technocrates” soumis directement à Bruxelles et Washington pour appliquer encore plus de “restructurations”... N'est-ce pas là le véritable visage de “l'élargissement à l'est” de l'Union européenne, exigé par Washington afin de “déplacer le centre de gravité de l'Europe vers l'est”, c'est-à-dire de faire pression pour liquider, “à l'ouest”, tout ce que la classe ouvrière a arraché dans le cadre des nations ?

L'UKRAÏNE N'EST-ELLE PAS MENACÉE DE SUIVRE LE CHEMIN DE LA GÉORGIE ?

C'est non seulement le sort de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchéquie..., mais aussi celui des nations qui ne rentrent pas dans l'Union européenne, comme l'Ukraine. L'Ukraine, bien que n'étant pas candidate à l'entrée dans l'Union européenne, est liée à des accords par le biais du Conseil

de l'Europe. Elle est directement touchée par l'entrée dans l'Union européenne de dix nouveaux membres.

“Selon différentes études d'experts ukrainiens, après le 1^{er} mai 2004, la part des exportations nationales vers les pays voisins, en particulier la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie va baisser de 15 à 40 %. Les nouveaux membres de l'UE vont devoir dénoncer les accords bilatéraux de libre commerce en vigueur avec l'Ukraine dans des proportions fixées par des quotas. La déstabilisation de la sphère économique et commerciale en Ukraine conduit à un ralentissement net du développement de l'économie nationale, avec, comme conséquence, une chute du niveau de vie de la population” (“Notre position”, n° 1, 16 février 2004).

A l'examen des processus politiques de ce pays, on est en droit de s'interroger, à quelques mois de l'élection présidentielle : l'Ukraine n'est-elle pas menacée de suivre le chemin de la Géorgie ?

Rappelons qu'en novembre-décembre 2003, en Géorgie, l'ancien président et dignitaire stalinien Chevardnadze, malgré ses actes d'allégeance à l'impérialisme américain, a été destitué par une équipe de jeunes “démocrates” directement financés et soutenus par Washington (*voir la revue de presse en annexe*). Ainsi, on peut lire dans la presse :

« “L'Ukraine ne connaîtra pas de bouleversements. Toute tentative de mettre en péril l'ordre public sera stoppée sans trop d'hésitation”, a prévenu M. Koutchma (le président ukrainien — NDLR), alors que l'opposition menace d'organiser des manifestations de masse si un projet controversé de réforme constitutionnelle est adopté. La déclaration du président intervient en outre au terme d'une visite de cinq jours en Ukraine du milliardaire américain George Soros, accusé par des médias contrôlés par le pouvoir de “fomenteur de révolution” en Ukraine, comme celle ayant chassé fin novembre du pouvoir le président géorgien Edouard Chevardnadze (...). L'Union européenne et les Etats-Unis ont également critiqué cette réforme constitutionnelle lancée à quelques mois de la présidentielle, prévue le 31 octobre » (AFP, 2 avril 2004).

« Les stratèges américains s'ingèrent dans les affaires intérieures de l'Ukraine

(...). *Quelques structures, comme le fonds international "Vozrozhdenie" (Renaissance), dont les capitaux "ont aidé" au renversement du pouvoir en Géorgie, n'aident pas seulement avec des conseils, mais matériellement. C'est ainsi que les fonds du multimillionnaire américain bien connu George Soros ont été versés à la société "Association ukrainienne des éditeurs de presse périodique" (...) à hauteur de 12,5 milliers de dollars pour l'approvisionnement de la campagne présidentielle de Victor Youshenko* » (Nedelia, 3 janvier 2004) (2).

Pourtant, à l'image de l'ancien président géorgien Chevardnadze, le président actuel de l'Ukraine, Léonide Koutchma, ne manque pas une occasion de faire allégeance à l'impérialisme américain depuis la dernière guerre en Irak... Ainsi, après avoir envoyé 1 600 soldats ukrainiens en Irak, le gouvernement ukrainien salue "l'élargissement" de l'OTAN, parallèle à celui de l'Union européenne, le qualifiant comme

« "un des éléments clefs pour l'extension de la zone de stabilité au sein de l'espace nord-atlantique, la confirmation des valeurs communes de la démocratie et des droits de l'homme, et la construction d'une maison européenne sans lignes de séparation", selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Markian Loubkivsky » (Agence russe Interfax, 30 mars 2004).

Mais ces paroles et ces actes suffiront-ils ? Il est bien sûr trop tôt pour dire quelles sont les formes que prendront les événements qui vont secouer l'Ukraine dans les semaines et les mois qui viennent, et si celles-ci reproduiront un "scénario à la géorgienne", dont on ne cache même plus la probabilité dans la presse. Mais, comme pour Chevardnadze hier en Géorgie, l'impérialisme américain semble estimer que les efforts de Koutchma ne sont pas suffisants...

Pas suffisants, car il ne tape pas assez vite et assez fort pour liquider les segments de propriété sociale qui subsistent, il ne démantèle pas assez vite le Code du travail et l'ensemble des réglementations qui empêchent le pillage complet de l'Ukraine.

Ainsi, il y a quelques mois,

« *La Banque mondiale a commandé un rapport intitulé "Doing business", dans lequel sont analysés les systèmes de 130*

Etats, parmi lesquels pratiquement tous les Etats post-soviétiques, du point de vue des conditions dans lesquelles on peut y faire des affaires (...). La Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont dans le groupe des dix premiers Etats dans lesquels les procédures de licenciements sont les plus difficiles » (Ukrbiz.net, 10 octobre 2003).

DES PARLEMENTAIRES AMÉRICAINS SE PENCHENT SUR "L'AVENIR DE LA BIÉLORUSSIE"

De la même façon, on ne peut dire ce qui risque d'advenir de son voisin, la Biélorussie, dont le régime "autoritaire" d'Alexandre Loukachenko est mis au ban de la "communauté internationale" par l'Union européenne et les Etats-Unis. L'autoritarisme du régime — que personne ne conteste — a cependant peu chose à voir là-dedans... Ainsi, l'homologue moldave de Loukachenko, chef du parti stalinien de Moldavie, qui règne en maître sur un pays où sévissent au grand jour des trafics d'organes d'êtres humains, n'est, lui, aucunement empêché d'être invité à tous les "sommets internationaux" aux côtés des "grands de ce monde", européens et américains... Il faudrait donc plutôt chercher les raisons de cette politique de plus en plus menaçante vis-à-vis de la Biélorussie dans le maintien dans l'économie de cette ex-République soviétique, du plus fort pourcentage de propriété d'Etat, treize ans après l'effondrement de l'URSS.

Et, là encore, tout les ingrédients sont prêts pour un "scénario à la géorgienne". Ainsi, le 6 février, à Riga (Lettonie), s'est tenu un forum international centré sur les "problèmes de la Biélorussie", et pompeusement intitulé "*L'avenir de la démocratie aux frontières de la Baltique*". Y participaient trois sénateurs et deux membres du Congrès des Etats-Unis, les ambassadeurs des pays Baltes et européens à Riga et Minsk (capitale de la Biélorussie), les représentants des Parlements tchèque, polonais et ukrainien, et 22 représentants de "l'opposition" biélorusse. Au cours de ce forum, le membre du Congrès des Etats-Unis, Christopher Smith, a déclaré sans

(2) Youshenko étant l'un des "oligarques" leaders de "l'opposition".

prendre de pincettes : “Si Loukachenko ne commence pas à construire la démocratie, son destin sera le même que celui de Milosevic”, tandis qu’un représentant du parti “social-démocrate” (en réalité, une des factions issues de la bureaucratie stalinienne, comme Loukachenko) ajoutait :

“Aujourd’hui, l’histoire nous donne de nouveau une chance. C’est la chance qu’ont su saisir les démocrates en Géorgie.”

De quelle “chance” s’agit-il, si ce n’est de saisir l’opportunité des élections législatives de 2004 pour organiser, comme en Géorgie, un coup d’Etat ?

Ces gens-là nous parlent de “démocratie”, de “souveraineté des nations”... et ils organisent au plus haut niveau des coups d’Etat, la mise en place de protectorats, comme en Afghanistan, comme au Kosovo ou en Irak...

Cela n’a rien à voir avec la nature du régime de Loukachenko, comme cela n’avait rien à voir hier avec la nature des régimes de Milosevic ou de Saddam Hussein : il s’agit, ni plus ni moins, de tailler dans la chair des nations et d’imposer la botte totalitaire américaine sur les peuples et les nations. Et l’on ose nous dire que l’Union européenne, c’est “l’Europe de la paix” ?

ILS SE PRÉPARENT OUVERTEMENT AU DÉMANTÈLEMENT, Y COMPRIS MILITAIRE, DES NATIONS EN EUROPE

Il n’est pas exagéré de dire que l’impérialisme américain et ses serviteurs se préparent ouvertement au démantèlement, y compris militaire, des nations en Europe. Mais quelles que soient les formes que prendront les événements, il convient de s’interroger, à la lumière de ces faits, sur ce que nous écrivions dans les “Notes” publiées dans *La Vérité*, n° 35 :

« “L’Etat ouvrier ne crée pas une société nouvelle en une seule journée”, observe Trotsky dans *La Révolution trahie*. A quoi on pourrait ajouter que l’effondrement de l’Etat ouvrier ne fait pas une société nouvelle non plus en une seule journée. Surtout dans un contexte international où la décadence du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production ne peut mettre à l’ordre du jour la

constitution d’un Etat capitaliste moderne. A l’heure où toute sa politique se traduit par la décomposition des Etats existants et surtout le démantèlement des nations, il est aisé pour l’impérialisme de disloquer le cadre des Etats, y compris de l’Etat ouvrier. Mais la question de la reconstruction est une tout autre affaire. Lorsqu’il s’agit d’un Etat comme la Sierra Leone, la Somalie, l’Irak ou l’Afghanistan, la dislocation systématique de l’Etat par l’impérialisme décomposé aboutit à l’occupation militaire, l’éclatement tribal, à la soumission à des bandes armées, à des “échanges”, qui, pour beaucoup, renvoient à l’ère précapitaliste et ne restructurent rien, ne “reconstruisent” rien.

Qu’en est-il des Etats dont les bases sociales reposent sur l’expropriation du capital, et a fortiori pour l’ex-URSS, qui, durant plus de soixante-dix ans, s’est constituée comme Etat sur la base de la propriété socialisée, même bureaucratiquement confisquée par la nomenklatura ? La destruction de l’URSS ne signifie pas — précisément dans la mesure où la politique de l’impérialisme ne conduit pas à la reconstruction d’un Etat capitaliste moderne s’appuyant sur la constitution d’un marché national — l’avènement d’une bourgeoisie nationale cherchant à développer les forces productives sous son égide.

*Cela crée cette situation paradoxale, où, avec l’effondrement de l’Etat ouvrier, nécessairement, subsistent, comme produit contradictoire de cette décomposition de l’impérialisme, des pans de l’économie socialisée, non reliés entre eux, impuissants à se centraliser par eux-mêmes, certes voués à une lente décomposition et destruction, mais dont la survie est l’expression paradoxale et inversée de l’impuissance du capitalisme à restaurer quoi que ce soit dans cette région du monde. Le rapport entre le prolétariat et ses conquêtes est au centre de tous les processus de la lutte de classe dans ce pays » (“Révolution politique et révolution sociale dans l’ex-Union soviétique”, “Note” n° 20, *La Vérité*, n° 35).*

DÉFENSE ET RECONQUÊTE DES CONQUÊTES D’OCTOBRE 1917

C’est à partir de cette élaboration théorique que, dans un dialogue avec les militants de la section ukrainienne de la IV^e Internationale, nous avons été amenés à

ouvrir la perspective de “*défense et reconquête des conquêtes d’Octobre*”.

“Défense”, car le prolétariat en ex-URSS ne peut exister et combattre que par ses conquêtes et ses organisations, comme il ne peut exister et combattre à l’ouest de l’Europe sans se saisir de ses organisations (syndicats, partis) et de ses conquêtes (Sécurité sociale, régimes de retraite, conventions collectives...).

Et “reconquête”, car le système de la propriété privée des moyens de production à son stade impérialiste est devenu incapable, en ex-URSS comme en Afrique, de faire autre chose que de détruire en masse les forces productives et de disloquer les nations.

C’est là toute l’actualité de la révolution prolétarienne, donc la reconquête — dans l’ex-Union soviétique — de toutes les conquêtes de la révolution d’octobre 1917.

La reconquête, c’est-à-dire le rétablissement de tous les acquis arrachés par la révolution prolétarienne en 1917 : la terre aux paysans, la propriété des moyens de production entre les mains des producteurs (donc, la renationalisation de tout ce qui a été privatisé), le rétablissement de tous les acquis liés à la propriété sociale des moyens de production, et donc, également, le rétablissement de la souveraineté de la nation.

Bien sûr, il ne peut s’agir là d’une question uniquement russe, ukrainienne ou “ex-soviétique”, mais d’une question internationale.

Les 20 et 21 décembre 2003 a eu lieu une “première rencontre pour la défense et la reconquête des conquêtes d’Octobre”, à Kiev, mettant au centre le combat pour la défense du Code du travail soviétique de 1971, qui, malgré les déformations et les restrictions imposées par la bureaucratie stalinienne, contenait encore les droits et garanties arrachés par la révolution prolétarienne en 1917.

Depuis, les camarades de la section ukrainienne de la IV^e Internationale ont publié dans leur bulletin bi-mensuel, *Notre position*, de nombreuses contributions de militants ouvriers, qui posent de façon pratique cette question de la défense et de la reconquête des conquêtes d’Octobre.

**« LES TRANSPORTS EN COMMUN
URBAINS SONT L’UN DES “ÎLOTS”
DES CONQUÊTES
DE LA RÉVOLUTION D’OCTOBRE »**

Ainsi, dans le n° 2, V. K., militant ouvrier à “Metrostroï” (entreprise de construction du métro de Kiev), écrit :

« La mairie de Kiev a l’intention d’augmenter les prix des trajets, et ensuite de privatiser “en douceur” les transports en commun. Les bureaucrates municipaux ont beau démontrer que ces deux événements ne sont en aucun cas liés entre eux — c’est pourtant un fait avéré ! L’augmentation des tarifs a pour cause le désir de la mairie de Kiev d’accroître l’attrait du transport en commun de Kiev dans le cadre de la future privatisation : l’administration de la ville de Kiev a l’intention, à la fin de cette année, de transformer les entreprises de transports en commun en sociétés par actions. Ainsi, l’administration municipale se propose d’attirer des capitaux (investissements) privés dans les coopératives publiques “Kievpastrans”, “Le métropolitain de Kiev” et “Kievavtodor”.

Nous ne comprenons pas pourquoi des dispositions telles que la philanthropie et les frais de publicité des entreprises de transports sont insérées dans les nouveaux tarifs des transports. Si la ville n’a pas assez d’argent pour entretenir le parc de machines et payer les salaires des ouvriers, alors, qu’advient-il dans le cas de la privatisation ou de la mise en location des moyens de la sphère sociale des entreprises de transports publics ? Ce sont des dizaines de jardins d’enfants, d’écoles, de logements, d’habitations collectives, de maisons de repos... Où ira l’argent de la publicité dans le métro et dans le matériel roulant de transport ? Ce ne sont pas des revenus dérisoires, comme les bureaucrates essaient de nous le démontrer de différentes façons. Ce sont des sommes énormes, qui se chiffrent en dizaines de millions de grivnas.

Pourquoi ces moyens ne recouvrent pas les dépenses ? Pourquoi l’un se remplit les poches de milliers de dollars et l’autre doit économiser sur le trajet en métro ?

Pour nous, travailleurs, il est clair qu’en augmentant le prix du trajet en transport en commun, le pouvoir essaie de vendre à son profit toute l’exploitation de transport.

Les nouveaux propriétaires détruiront définitivement le transport en commun et

le remplaceront par des petites lignes de transports privées, dans lesquelles il n'y aura pratiquement plus de tarifs préférentiels pour les invalides, les retraités et les étudiants.

La privatisation du transport public, c'est la destruction définitive des conquêtes d'Octobre qui demeuraient dans les services municipaux.

Jusqu'à présent, les retraités, les vétérans, les enfants avant l'âge de la scolarisation, les invalides, les victimes de Tchernobyl avaient droit au trajet gratuit. Les écoliers et les étudiants avaient droit à des tarifs réduits. Avec la privatisation des transports, ces droits et tarifs préférentiels disparaîtront ou seront réduits au minimum.

Les ouvriers de "Metrostroï", qui, par leur travail, construisent les métros à Kiev n'ont plus depuis déjà longtemps de droit à une réduction sur les trajets. Et nous ne sommes pas indifférents aux vétérans de notre entreprise, qui, touchant une retraite misérable, doivent payer beaucoup pour le transport.

Nous, ouvriers de "Metrostroï", nous adressons aux militants syndicaux du Métropolitain un appel à ne pas céder à la pression de vos responsables syndicaux et de l'administration de l'entreprise. L'augmentation du prix du trajet ne vous touche pas personnellement (les travailleurs des transports en commun ont droit au trajet gratuit), mais cela frappe vos proches, parents, connaissances, qui sont contraints de payer pour contenter l'appétit des nouveaux riches de la ville.

On se souvient que le syndicat du Métropolitain a pris une résolution dans laquelle il adresse à la mairie de Kiev la demande d'augmenter sans tarder le prix des trajets.

Camarades, cet argent n'ira pas dans vos salaires ! Il ira dans les poches de l'administration, dans l'achat "de Mercedes" et de datchas huppées.

L'augmentation des tarifs frappe en premier lieu les simples travailleurs, les ouvriers, les étudiants, c'est-à-dire précisément ceux qui, pour l'essentiel, sont les utilisateurs des transports en commun urbains.

L'expérience étrangère montre que la privatisation des transports en commun aboutit à leur destruction, au licenciement de milliers d'ouvriers des dépôts, de chauffeurs, à la diminution des itinéraires, de la quantité des machines.

Les transports en commun urbains sont l'un des "îlots" des conquêtes de la révo-

lution d'Octobre, qui reste en défense des intérêts des travailleurs. La privatisation des transports mène à la destruction des droits des travailleurs.

C'est pourquoi, nous, travailleurs de "Metrostroï", appelons tous les travailleurs et les militants syndicaux à s'unir autour de la lutte contre la privatisation des transports en commun et l'augmentation des tarifs des trajets.

"Non" à la privatisation des transports en commun et à l'augmentation des prix des trajets. »

Pourquoi cette politique de privatisation ?

N'est-ce pas la politique menée dans le monde entier par les gouvernements soumis à l'impérialisme, qui détruisent ainsi tout ce que la classe ouvrière a arraché au service de la collectivité ? N'est-ce pas, à partir de là, le démantèlement de la nation par le démantèlement de tout ce qui permet l'existence d'une société organisée, par la destruction des transports, des services publics, de l'industrie, de l'agriculture ?

Et encore faudrait-il préciser, lorsque l'on parle de "privatisation", qu'il ne s'agit pas là de transformer une entreprise d'Etat en une entreprise privée, mais, comme le disent les camarades, au fait que

"la privatisation des transports en commun aboutit à leur destruction, au licenciement de milliers d'ouvriers des dépôts, de chauffeurs, à la diminution des itinéraires, de la quantité des machines".

"LES CLANS QUI METTENT LA MAIN SUR LES RICHESSES N'ONT AUCUN SOUCI DES INTÉRÊTS DU PAYS"

N'est-ce pas la marque de l'incapacité du système capitaliste dans sa phase agonisante de développer une quelconque économie dans les républiques de l'ex-URSS ?

Ce qu'une camarade ukrainienne décrivait dans un texte en réaction aux "Notes" publiées dans *La Vérité*, n° 35. Dans l'ancienne URSS et

« en Ukraine, il y a désétatisation, et la privatisation de l'ancienne propriété d'Etat se poursuit. De plus, les clans, nouveaux russes ou nouveaux ukrainiens, qui mettent la main dessus, n'ont aucun souci

des intérêts du pays. Ces gens "nouveaux" ont la vision du monde du petit-bourgeois, avide de s'enrichir au plus vite, de se faire un capital, d'acheter une villa sur les îles du Pacifique, voire ces îles elles-mêmes. En Ukraine, ils font main basse sur l'immobilier (terre, usines, maisons), envoient leur famille à l'étranger, vivent eux-mêmes également loin de leur pays, leurs enfants font leurs études à l'étranger. Et c'est un manager salarié qui gère leur capital, leurs entreprises. En conséquence, rien ne les lie aux pays, aux travailleurs. Chez nous, on appelle cette catégorie de gens la mafia nationale : elle tient tout dans ses filets, du pouvoir suprême jusqu'au dernier maillon. »

L'Ukraine, nation opprimée pendant des siècles par la noblesse polonaise, l'empire tsariste et l'empire d'Autriche-Hongrie, n'acquît son indépendance partielle que grâce à la révolution d'Octobre et la constitution, sur une partie du territoire de l'Ukraine, d'une république soviétique (la langue ukrainienne, par exemple, n'étant alors reconnue officiellement que dans la partie soviétique de l'Ukraine en 1923). La bureaucratie stalinienne écrasa ensuite par la terreur le développement du sentiment national ukrainien et imposa la russification jusqu'en 1991. Puis, après 1991, l'Ukraine acquit son indépendance avec la chute de l'Union soviétique. L'aspiration à une nation indépendante et souveraine est donc un sentiment extrêmement fort parmi toutes les couches de la population.

Mais peut-il y avoir une quelconque indépendance nationale de l'Ukraine aujourd'hui, lorsque les clans qui se disputent le pouvoir, au compte de Washington, pillent et liquident tous les segments de l'économie, toutes les richesses de la nation ?

Est-ce d'ailleurs quelque chose de différent que la politique de pillage menée en Irak, où l'impérialisme américain assoit par l'occupation et les massacres son contrôle absolu sur les puits de pétrole ?

Et en même temps, cette politique se trouve confrontée dans le monde entier à une résistance des masses, qui cherche à s'exprimer même dans les pires conditions. Que ce soit par le soulèvement populaire contre l'occupation en Irak, pour la reconquête de l'unité nationale de l'Irak. Que ce soit, de façon encore balbutiante, dans l'ex-Union soviétique, par la résistance ouvrière

qui se cherche en s'appuyant sur les segments même tenus de ce qui reste des conquêtes d'Octobre, seule voie pour permettre le maintien de la nation soumise à la politique de dislocation par l'Union européenne et l'impérialisme. C'est pourquoi nos camarades de la section ukrainienne ont raison de se prononcer nettement contre "les diktats de l'Union européenne et de la Banque mondiale", contre les projets de statut de "voisinage" avec l'Union européenne.

CES "DIZAINES DE JARDINS D'ENFANTS, D'ÉCOLES, DE LOGEMENTS, D'HABITATIONS COLLECTIVES, DE MAISONS DE REPOS..."

Qu'il s'agisse de ces "dizaines de jardins d'enfants, d'écoles, de logements, d'habitations collectives, de maisons de repos...", dont parle le camarade du métro, ou qu'il s'agisse de ce dont parle I. D., militant syndical, dans le troisième numéro de *Notre position*, à propos de la privatisation des cités HLM où vivent les militaires et leurs familles :

« A la fin de l'année, Kiev à l'intention de prendre en propriété communale les cités militaires du ministère de la Défense de l'Ukraine. L'ordonnance correspondante a été signée fin janvier par le maire, Alexandre Omel'tchenko. Sur le territoire militaire, les autorités de la capitale planifient d'organiser des entreprises commerciales, des centres culturels, médicaux et d'études.

A la fin janvier, Alexandre Omel'tchenko a signé l'ordonnance d'exécution à Kiev des programmes de conversion des anciennes bases militaires, confirmée par le Cabinet des ministres. Conformément à l'un de ses points, près de dix cités militaires, situées pratiquement dans chaque quartier de la capitale, doivent être passées en propriété communale de la ville de Kiev (naturellement, ce sera suivi de leur privatisation). Une cité militaire typique occupe un espace assez grand, parce qu'il représente un complexe de 30 petits collectifs d'habitations, des casernes, les locaux de l'état-major, des entrepôts et des ateliers de réparations. Comme en fait part le chef du service de la direction générale de l'industrie, des transports et des communi-

cations de la ville de Kiev, Alexandre Ivanenko, les bureaucrates doivent dans un premier temps organiser le transfert en propriété communale de la ville de Kiev de l'habitat des villes militaires du ministère de la Défense.

En d'autres termes, bientôt, à Kiev, il y aura des centaines de familles de militaires logées dans des habitations privées.

Au même moment, la ville a déjà défini ce qu'elle fera dans les anciennes bases militaires. Elle a planifié que les investisseurs, à qui Kiev transmettra une partie de l'espace, "organiseront la mise en circulation de productions industrielles".

Comme le montre la pratique de conversions semblables, il n'y aura plus aucune production dans les anciennes bases militaires. Très rapidement, elles seront "doucement" privatisées en différentes structures commerciales ou simplement dilapidées.

Tout cela se passe sous le silence total du syndicat des employés de l'armée et de l'assemblée des officiers de Kiev. Mais pourtant, on vole leurs biens... »

“L'UNION DES SYNDICATS DE LVOV A ADRESSÉ UNE DÉCLARATION D'ULTIMATUM AUX AUTORITÉS MUNICIPALES...”

Toujours dans ce n° 3, on lit une correspondance concernant l'ultimatum lancé par les syndicats de Lvov au conseil municipal :

« L'union des syndicats de Lvov a adressé une déclaration d'ultimatum aux autorités municipales. Si le conseil municipal n'annule pas sa décision d'augmenter les tarifs de l'eau courante, qui doit intervenir prochainement, les syndicaux locaux vont organiser des actions massives de protestation.

Les leaders des syndicats de Lvov se rappellent que, l'année passée, l'eau potable et les services des canalisations ont déjà augmenté, et Lvov se situe aujourd'hui en tête des villes d'Ukraine pour le prix des services communaux. Hormis cela, le comité exécutif de la ville ne s'est pas préalablement accordé sur sa décision avec les inspections d'Etat au contrôle des prix, les comités antimonopoles et les syndicats.

De plus, elle est contraire à la déclaration du président de l'Ukraine et du Premier ministre affirmant qu'il est inad-

missible d'augmenter les prix des services communaux.

Le bruit se répand aussi à travers la ville que, prochainement, le prix des logements augmentera aussi. Les autorités de la ville ont assuré que cela n'arrivera pas maintenant, mais, "dans le futur", cela se fera. Parce que, selon ces autorités, les services communaux n'ont pas assez d'argent pour réaliser les travaux les plus urgents. "Dans le futur", comme on l'a appris, ce n'est pas bien loin, c'est cet été. »

LA CONSTRUCTION DES SECTIONS DE LA IV^e INTERNATIONALE DANS LES ANCIENNES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES

Cette discussion sur les "segments" de propriété sociale, de conquêtes d'Octobre qui subsistent, et sur lesquels les masses, en Russie, en Biélorussie, en Ukraine ou au Kazakhstan, s'appuient pour combattre, s'erst poursuivie dans la commission ex-URSS du secrétariat international.

Dans la discussion, afin de dégager un axe d'intervention de la IV^e Internationale, des camarades ont écrit :

« Après la chute de l'Union soviétique, la nomenklatura, dans toutes les républiques de l'ex-Union soviétique, a engagé une vaste entreprise de privatisation-destruction de la propriété d'Etat et de pillage purement mafieux, matérialisée entre autres par le placement sur des paradis fiscaux du produit de ce pillage destructeur.

Cette politique, développée au stade actuel de décomposition du système de la propriété privée des moyens de production, s'est traduite et se traduit :

- Par la liquidation de secteurs entiers de l'industrie (l'industrie textile, l'industrie aéronautique, la production de tracteurs, etc.).

- Par l'instauration de rapports mafieux à tous les niveaux de ce qui subsiste de l'économie russe (et des républiques de l'ex-URSS) et de l'Etat, gangrenant toute la vie politique du pays : tous les partis institutionnels ont des liens mafieux très étroits.

- La transformation de zones entières de la Russie et des républiques de l'ex-URSS en zones désertifiées, où la monnaie est devenue hors d'usage, remplacée par le troc et l'économie naturelle de subsistance.

Il n'y a donc pas de "restauration du capitalisme" débouchant sur la formation d'un marché national russe et d'une bourgeoisie nationale russe, même pas d'une bourgeoisie compradore. La Russie est dirigée par des regroupements variables de clans bureaucratiques à la fois décomposés et rivaux dans le pillage, soumis au FMI, donc à l'impérialisme américain.

Le pillage entamé depuis 13 ans n'a pas liquidé tous les acquis de la révolution. Il reste des "segments d'Octobre", dont le plus significatif est l'existence d'une classe ouvrière qui regroupe à ce jour encore plus de 30 millions de travailleurs, et de secteurs de la propriété d'Etat (les chemins de fer avec leurs jardins d'enfants, leurs cantines, leurs clubs, des mines et des kolkhozes avec le même réseau social, lui-même dégradé, les oléoducs...), qui constituent autant de foyers de regroupement de la classe ouvrière, privée de représentation syndicale et politique. »

Alors que des régions entières de l'ex-URSS sont renvoyées dans des rapports précapitalistes (généralisation du troc et de l'autoconsommation agricole), alors que les nations sont soumises à un processus qui tend à les démanteler, la recherche de la

classe ouvrière à s'appuyer sur les "segments des conquêtes d'Octobre" pose pour la IV^e Internationale le problème de la défense et de la reconquête de toutes les conquêtes d'Octobre (qui ne peut être, répétons-le, une question "ukrainienne" ou "russe", mais qui s'insère dans le combat de la classe ouvrière à l'échelle mondiale), et pose donc tout le problème de l'actualité de la révolution prolétarienne.

Cela rend plus nécessaire que jamais la construction des sections de la IV^e Internationale dans toutes les anciennes républiques soviétiques, renouant ainsi le fil de la continuité, interrompu par la terreur stalinienne, avec le travail héroïque des bolcheviks-léninistes, rédacteurs et diffuseurs du *Bulletin de l'Opposition* (3).

Dominique Ferré

(3) Le *Bulletin de l'Opposition*, publié en russe comme bulletin de l'Opposition de gauche (opposition constituée autour de Trotsky dans le Parti bolchevique et l'Internationale communiste), puis comme bulletin des "bolcheviks-léninistes", partisans de la Quatrième Internationale, fut l'instrument majeur par lequel Trotsky et son fils, le militant révolutionnaire Léon Sedov, menèrent le combat contre la bureaucratie stalinienne en URSS même.

Annexe

En novembre 2003, en Géorgie, ex-république soviétique, dirigée d'une main de fer depuis dix ans par l'ancien ministre des Affaires étrangères de Gorbatchev, Edouard Chevardnadze, et malgré les actes d'allégeance à l'impérialisme américain que ce dernier a multipliés, les élections législatives sont le prétexte à un véritable coup d'Etat.

Appelé "révolution de la rose" par les médias, ce coup a été orchestré avec l'aval direct du gouvernement Bush, remplaçant Chevardnadze par une équipe de jeunes "démocrates", à la fois issus de familles d'anciens dignitaires staliniens et directement formés à Washington.

En toile de fond : la nécessité, pour Bush et les compagnies pétrolières américaines, de faire passer par la Géorgie un nouvel oléoduc transportant le pétrole de

la mer Caspienne (troisièmes réserves mondiales de pétrole) vers la Turquie, en évitant ainsi le passage par la Russie.

LA GÉORGIE DOUZE ANS APRÈS LA CHUTE DE L'URSS

"Révélateur de cette déliquescence générale est le fait que 10 % environ des 5,5 millions d'habitants ont quitté le pays, chassés par les guerres civiles ou la misère ; la moitié de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Le chômage atteint 30 % dans les villes, et, dans les campagnes, on survit grâce à la contrebande ou aux potagers" (Les Echos, 25 novembre 2003).

QUI SONT CEUX QUI ONT REMPLACÉ CHEVARDNADZE ?

« Une opposition à trois têtes issues du sérail (...). Ils ont tous en commun d'avoir fait leurs premières armes en politique au milieu des années 1990 sous l'aile protectrice d'Edouard Chevardnadze, alors entiché de discours démocratiques. Nino Bourdjanadze, (...) fille d'un grand du régime (...). Mikhaïl Saakachvili, 36 ans, éduqué en Ukraine, aux Etats-Unis, puis en France, venait de commencer à exercer comme avocat à Manhattan quand il fut appelé à Tbilissi (...). Zourab Jvania : "J'ai été pendant huit ans le principal allié de Chevardnadze." (...) Chef de file des jeunes réformateurs » (Libération, 24 novembre 2003).

Dans un portrait de Nino Bourdjanadze :

« A l'époque (1999), Nino Bourdjanadze était membre d'une formation "fourre-tout", l'Union des citoyens de Géorgie, qui rassemblait la vieille garde du pouvoir et les "jeunes réformateurs", pro-occidentaux, courtisés par le président (...). Nino est la fille d'Anzor Bourdjanadze, un riche homme d'affaires, roi des biscuiteries et des boulangeries de Géorgie, qui fut le témoin de mariage d'un certain... Edouard Amrosievitch Chevardnadze (...). Le père de Nino fut secrétaire de "raïkom" (comité de rayon), chef de parti local, puis ministre du Tourisme, gravissant les échelons parallèlement à l'ascension de son ami apparatchik, qui devint en 1972 premier secrétaire du parti géorgien (...). Nino Bourdjanadze est une partisane farouche du rapprochement avec l'Europe et les structures euro-atlantiques. Elle entretient aussi des liens avec le petit groupe des "libéraux" russes, à Moscou » (Le Monde, 26 novembre 2003).

« Voici un an, lors d'une conférence à l'université centre-européenne de Budapest (qu'il finance), M. Soros avait en effet critiqué le président géorgien, le déclarant "fichu" ("burned out"). "George a été cruellement déçu par Chevardnadze", relate l'homme qui passe à Tbilissi pour être le "cerveau" de Kmara, Kakha Lomai, élégant universitaire anglophone, à la tête de la fondation Soros (...). Selon un militant géorgien, présent ce jour-là à Budapest, "Soros nous a dit qu'il fallait se débarrasser du président" » (Le Monde, 23-24 novembre 2003).

LA GÉORGIE ET LES ÉTATS-UNIS

« "C'est parce qu'ils savaient que les Russes préparaient une "descente" de leurs parachutistes dans les gorges de Pankissi que les Américains

ont pris les devants. Ils ont à leur tour parlé d'Al-Qaida comme justification pour envoyer environ deux cents militaires en Géorgie, chargés de former quatre bataillons spéciaux", nous a assuré un proche conseiller de M. Chevardnadze. La Géorgie, alliée de Washington, a servi de sorte de relais aérien pendant les opérations en Afghanistan, en 2001. Elle a, en outre, envoyé cette année trente-cinq soldats en Irak, au sein de la coalition » (Le Monde, 25 novembre).

"Washington est, de loin, le principal pourvoyeur d'aide du pays et ce n'est sans doute pas un hasard si Mikhaïl Saakachvili y a été formé. Et alors que les Etats-Unis ont envoyé, l'an dernier, 200 instructeurs militaires à Tbilissi, la sécurité du chantier de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan construit sous l'égide de BP, qui permettra de court-circuiter la Russie pour exporter le pétrole azéri, est assurée par des patrouilles américaines, à quelques encablures des bases russes » (Les Echos, 25 novembre 2003).

"Les Etats-Unis, déjà très présents en Géorgie, dont ils entraînent l'armée, soutiennent fortement le BTC, car ils considèrent que l'oléoduc leur permettra de diversifier leur approvisionnement en pétrole et de diminuer leur dépendance par rapport aux pays arabes" (Les Echos, 24 novembre 2003).

ENCORE L'OLÉODUC

En juillet 2003,

"les Etats-Unis prennent part au sommet du GUOuAM (Géorgie, Ukraine, Ouzbékistan, Azerbaïdjan, Moldavie), à Yalta. Les Etats-Unis ont l'intention de prendre part au sommet des chefs d'Etat de la communauté GUOuAM, qui aura lieu à Yalta les 3 et 4 juillet, selon les Oukraïnskies Novinki. Selon le représentant du secrétaire d'Etat du ministère des Affaires étrangères ukrainien, Alexandre Motsik, la délégation américaine sera conduite par le second représentant du secrétaire d'Etat, Steven Pifer" (Ukrbiz.net, 26 juin 2003).

« Lundi 14 juillet, lors d'une table ronde à Gdansk, l'Ukraine et la Pologne ont estimé qu'il était possible de mettre en place une entreprise commune pour la réalisation du projet de transport du pétrole sur le tracé Odessa-Brody-Plotsk-Gdansk (...). A l'origine, l'oléoduc "Odessa-Brody" était conçu pour l'envoi en Europe du pétrole de la région de la mer Caspienne. Pour ce faire, le pétrole devait passer par les oléoducs Tengiz (au Kazakhstan)-Novorossiïsk (Russie) ou Bakou (Azerbaïdjan)-Soupsa (Géorgie), et, ensuite, être livré par des tankers sur la mer Noire dans le terminal déjà

construit du port d'Odessa. Nous nous rappelons que l'Ukraine examine également la proposition de la Russie d'utiliser l'oléoduc "Odessa-Brody" en sens inverse, c'est-à-dire de transporter le pétrole par l'oléoduc "Druzhba" en direction d'Odessa. Les ambassadeurs des Etats-Unis et d'Allemagne en Ukraine, Carlos Pascual et Ditmar Studeman, ont protesté contre cette proposition, affirmant que l'acceptation par l'Ukraine de la proposition russe signifierait empêcher le transport du pétrole vers l'Europe » (Ukrbiz.net, 14 juillet 2003).

« Le mercredi 26 novembre, à Bruxelles, les vice-Premiers ministres de l'Ukraine et de la Pologne, Vitaly Gaïdouk et Marek Pol, ont signé un accord intergouvernemental sur l'utilisation pour le transport d'hydrocarbures de la puissance de l'oléoduc "Odessa-Brody" et son intégration dans le système polonais de transport d'hydrocarbures. Selon les déclarations du responsable fondé de pouvoir de l'Ukraine sur les questions du "Couloir eurasiatique de transport pétrolier" (EANTK), Mikhaïl Gontchar, le docu-

ment signé à Bruxelles crée un champ juridique pour la réalisation et au-delà pour le développement du projet d'utilisation de l'oléoduc "Odessa-Brody", afin de transporter le pétrole de la Caspienne jusqu'à la ville polonaise de Plotsk par la construction d'une connexion avec l'oléoduc "Brody-Plotsk". Le développement de l'EANTK est extrêmement important pour l'Europe. Vitaly Gaïdouk, Marek Pol et le commissaire européen aux questions énergétiques et des transports, Loyola de Palacio, ont également cosigné à Bruxelles un communiqué tripartite, qui parle de poursuite de la coopération et du développement de l'EANTK (...). Selon les déclarations de Mikhaïl Gontchar, les parties concernées ont noté que "ce projet a établi la priorité particulière pour l'Union européenne dans la perspective de son élargissement du point de vue de la sécurité énergétique, ainsi que des nouvelles possibilités de transport du pétrole de son lieu d'extraction dans la Caspienne vers le marché européen" » (Ukrbiz.net, 27 novembre 2003).

Allemagne : les enjeux de "l'élargissement" de l'Union européenne

Par Marc Lacaze

A quelques semaines de "l'élargissement" de l'Union européenne, prévue pour le 1^{er} mai, une discussion a éclaté dans la presse allemande, qui en dit beaucoup plus qu'elle ne le voudrait sur les véritables enjeux de cet "élargissement".

Une commission gouvernementale mise en place il y a plusieurs mois par le ministre

de l'Economie, Clement, sous la direction de l'ancien maire SPD de Hambourg, Klaus von Dohnanyi, vient de faire connaître ses conclusions. Arguant du désastre économique qui frappe la population des Länder de l'Est — provoquée par la politique de privatisation-destruction mise en place par le gouvernement Kohl et poursuivie par celui de Schröder —, la commission abat

ses cartes et propose, quinze ans après l'unification, de faire des Länder de l'Est "une zone économique spéciale".

De quoi s'agit-il ? Hans Werner Sinn, le président de l'Ifo (institut économique de Munich), n'y est pas allé par quatre chemins ; dans une interview au journal *Die Welt* (25 janvier), il a mis en garde

"contre les conséquences négatives de l'ouverture de l'Union européenne vers l'est. L'est de l'Allemagne n'est pas attractif en tant que lieu d'investissement, car les salaires y sont cinq fois plus élevés qu'en Tchéquie et en Pologne. C'est pourquoi les nouveaux Länder sont de moins en moins intéressants comme région cible pour le capital."

Sa solution :

"Le salaire à l'est de l'Allemagne doit donc tomber et se stabiliser à moyen terme quelque part entre le niveau polonais et le niveau de l'ouest de l'Allemagne."

Il ajoutait cyniquement :

"Plus tard, les salaires augmenteront, dans la mesure où ils augmenteront dans les Etats réformés d'Europe de l'Est..."

Klaus Wiese, président de l'IG-Bau (fédération syndicale des ouvriers de la construction), à qui le *Frankfurter Rundschau* posait la question : "Il vous a fallu accepter une baisse du salaire conventionnel minimum en 2003 en Allemagne de l'Est. Est-ce un avant-goût de l'élargissement ?" , répondait sans hésiter :

« Oui, naturellement, la pression est venue des entrepreneurs de l'est, avec toujours le même argument : "Les Ukrainiens et les Polonais vont nous faire concurrence et nous ruiner" (...). Tous les salaires vont suivre vers le bas. Et en plus (avec l'application de l'Agenda 2010 de Schröder), il n'y aura plus d'indemnité de chômage, même la plus basse, si l'épouse travaille un peu ou possède une assurance vie... C'est une catastrophe pour les collégiés. »

Quinze ans après l'unification, éclate au grand jour, dans toute sa brutalité, l'alternative : ou bien la dislocation, sous la houlette de l'Union européenne, de toutes les bases productives du deuxième pays industriel du monde après les Etats-Unis, à partir de l'Est et de sa "zone économique spéciale" totalement déréglementée, conçue comme une plate-forme transitoire pour l'élargisse-

ment ; ou bien la rupture avec cette politique, la réalisation de l'unité immédiate et totale, dans la même convention collective, des travailleurs de l'est et de l'ouest de l'Allemagne.

Nous sommes loin d'un simple enjeu allemand. C'est en réalité le sort de la classe ouvrière et des nations de toute l'Europe qui est impliqué dans cet affrontement.

Il n'y a aucune exagération à dire cela, car la commission Dohnanyi travaille en étroite collaboration avec une autre commission gouvernementale : la "commission de modernisation de l'organisation fédérale de l'Etat" de RFA, qui a pour objectif d'adapter "la loi fondamentale" au nouveau contexte européen et à ses institutions. Revoilà l'Union européenne et son projet de "Constitution". Les fondements de l'organisation étatique, tels que définis dans la Loi fondamentale (qui tient lieu de Constitution à la République fédérale allemande), stipulent que "la RFA est un Etat fédéral démocratique et social", et garantit donc à tout citoyen, dans chaque Land de cette république, les mêmes droits et les garanties sociales. Ils doivent être abandonnés en faveur d'un "fédéralisme de concurrence entre régions".

Dans ce contexte, le rapport est étroit avec le projet de "zone économique spéciale", qui tend déjà à s'instaurer de fait à l'est et bénéficierait d'un cadre juridique permettant de pousser à ses conséquences ultimes la désagrégation sociale, politique et juridique de l'unité de la République fédérale. Ce qui menace, c'est la dislocation de l'ensemble des relations sociales et démocratiques conquises de haute lutte après 1945 et formellement étendues après 1989 à l'Allemagne unifiée.

Le pays tout entier, comme l'Europe, est à la croisée des chemins.

Au sein même du SPD et de sa base ouvrière, la bataille fait rage. L'équilibre est fragile. La *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (le journal de la bourgeoisie allemande) ne s'y est pas trompée en rendant compte du congrès de l'Afa (commission ouvrière du SPD), qui s'est tenu à Erfurt (Thuringe), à la mi-mars. Elle écrit :

« Le président désigné du SPD, Münterfering, a eu quelque peine à se faire entendre des délégués du congrès sociaux-démocrates traditionalistes (...). "Il y en a,

a-t-il dit, qui croient encore qu'on peut être pour ou contre la globalisation ou tracer un fossé tout autour de l'Allemagne." Les visages, à la tribune, restaient graves, les bras des délégués restaient croisés. Mais quand Müntefering déclara que l'objectif était "la justice sociale à un haut niveau", alors, beaucoup d'auditeurs ne tinrent plus sur leur chaise. Les sarcasmes abreuvèrent le futur président du SPD. Et quand il dit : "Je veux la justice sociale comme vous", l'agitation ne fit qu'augmenter (...).

Même traitement pour le ministre de l'Economie, Clement, qui parlait le jour suivant, quand il dit qu'il voulait créer des emplois et qu'il ajouta : "Oui, je le regrette, mais il faut parfois commencer par un petit boulot", ce ne sont pas des ricanements qui s'abattirent sur lui, mais des "Hou !" de colère. Un délégué : "Nous ne voulons pas un autre parti, nous voulons nous réapproprier le vieux SPD." Les intervenants dirent qu'ils ne pouvaient plus supporter le baratin sur la globalisation. Le prétendu déficit de la caisse de retraites ? "Foutaises !" (...). Pour les délégués, "c'est un combat de civilisation entre les

droits des travailleurs et les intérêts du capital" qui est engagé. Puis Klaus Schüller, de Eisenach, prit parti pour la juste cause : "Nous ne pouvons pas argumenter en disant : vous ne pouvez pas voter pour la CDU, elle vous ampute des deux jambes, votez SPD, il ne vous en ampute qu'une seule." Selon lui, l'Agenda 2010 est une déclaration de guerre aux victimes de la crise. Schüller recueillit un tonnerre d'applaudissements. »

Quelques semaines auparavant, le même Klaus Schüller et d'autres responsables syndicaux sociaux-démocrates se réunissaient à Chemnitz (Saxe) et rédigeaient une contribution, qu'ils soumettaient à la discussion dans le cadre de la préparation d'une conférence nationale prévue pour le 17 avril dans la ville de Halle (Saxe-Anhalt).

Il nous a semblé utile, dans le cadre de *La Vérité*, de porter à la connaissance de nos lecteurs des extraits de ce texte, révélateur des discussions qui se mènent au cœur du mouvement ouvrier allemand aujourd'hui même.

"Où le gouvernement Schröder entraîne-t-il l'Allemagne ?" (extraits)

« Où le gouvernement Schröder entraîne-t-il l'Allemagne, en coopération avec les partis patronaux et sous la coupe de la Commission européenne? Les effets dévastateurs de l'Agenda et de l'ensemble de la politique du gouvernement frappent tous les travailleurs et leurs familles, et avec une brutalité particulière l'est de l'Allemagne. Ils ne reconnaissent plus leur pays.

Quatorze ans après le renversement de la bureaucratie SED et du Mur par notre soulèvement révolutionnaire, à nous, travailleurs et jeunes, il nous faut le constater avec horreur : nous n'avons pas voulu cette évolution.

Qui ne voit pas le danger qu'après notre transformation en un peuple de chômeurs et de citoyens de deuxième classe, et en s'appuyant sur cet exemple surtout sur la lancée de l'élargissement de l'Union européenne à l'est, toute l'Allemagne soit aujourd'hui acculée à la déchéance sociale et politique? Personne ne peut vouloir une telle évolution. Ce n'est pas pour cela que les travailleurs ont lutté en commun avec leurs syndicats et avec le SPD dans l'Allemagne unie et que le SPD a été porté au gouvernement par les élections il y a plus d'un an.

Nous travailleurs, syndiqués et sociaux-démocrates, nous ne voulons pas accepter une telle évolution.

Comment arriver réellement à l'unité allemande ?

Les privatisations, après 1989, ont détruit la moitié de nos dix millions d'emplois en Allemagne de l'Est. 80 % des 3 millions d'emplois industriels ont été anéantis, et avec eux la base de la production industrielle. Cela a cassé les fondements de l'économie. Avec le droit au travail, on a refusé aux gens de la partie orientale de l'Allemagne la possibilité de vivre de leur propre travail.

A la lutte pour l'égalisation entre l'Est et l'Ouest, pour les mêmes salaires et les mêmes conventions collectives, pour les mêmes acquis démocratiques et sociaux, et les mêmes droits ouvriers, on s'est vu de plus en plus opposer le diktat de l'Union européenne pour la déréglementation et la pri-

vatisation, la baisse des "coûts du travail" et des prétendus coûts salariaux annexes.

L'Est a été dégradé en une "zone de bas salaires" largement déréglémentée. On casse les droits ouvriers, les droits syndicaux, les conventions collectives et les droits sociaux. De plus en plus de travailleurs sont contraints à des relations de travail précaires, sans aucune protection. Et le capital financier des Etats-Unis et la Commission de l'Union européenne poussent à accélérer encore. L'élargissement à l'est exige d'aller beaucoup plus loin.

Devons-nous enfin continuer à accepter que les derniers acquis qui étaient liés à l'Est avec la propriété sociale et avaient survécu à la domination des bureaucrates du SED nous soient ôtés ? Que, sous le diktat de la politique européenne de ruine des budgets publics, nos villes et nos communes, et des régions entières soient désertifiées ?

Que le droit à une instruction et des études publiques gratuites soit de plus en plus restreint et que, par exemple, le Sénat de Berlin veuille, pour faire des économies, supprimer 50 000 places d'étudiants, des postes de professeurs et des disciplines entières ?

Non, ce n'est pas l'Allemagne que nous avons voulue avec la réunification.

D'année en année, le nombre avant tout de jeunes gens qui se voient contraints de quitter la partie orientale de l'Allemagne en direction de l'ouest, à la recherche d'un poste de travail et de formation professionnelle, à la recherche de conditions de vie et de travail dignes, recommence à augmenter. Ils sont 2,4 millions depuis 1989.

Y a-t-il une solution, un moyen d'en sortir ?

N'est-il pas nécessaire de défendre de toutes nos forces les acquis qui subsistent encore ou de les rétablir ? N'en avons-nous pas besoin comme points d'appui pour un nouvel élan dans la lutte pour l'égalisation immédiate des salaires et des conventions collectives de l'Est sur l'Ouest, de tous les acquis sociaux et démocratiques, afin que, sur cette base, puisse être réalisée l'unité allemande ?

Où l'Union européenne et le gouvernement Schröder entraînent-ils le pays ?

Avec son "changement radical de cours", avec sa soumission au diktat des marchés financiers internationaux et de la Commission européenne, le gouvernement Schröder a rompu tout aussi radicalement avec le mandat électoral démocratique de la majorité des travailleurs, avec la tradition politique social-démocrate commune au SPD et aux syndicats.

Au nom de "plus d'emplois et de croissance", le gouvernement démantèle l'Etat social, les droits ouvriers, les salaires et les conventions collectives.

En 2003, 400 000 emplois ont été supprimés. Dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne à l'est, les réductions de salaires et les destructions d'emplois, les externalisations d'entreprises productives, mais aussi d'entreprises communales et de services publics déjà privatisées ou en voie de privatisation se multiplient.

"Les Américains sont à notre porte" : c'est avec cette affirmation que le président du conseil de surveillance de la Deutsche Bank, Breuer, signale la nouvelle vague de soumission et de bradage de l'industrie, des banques, y compris les banques régionales et les caisses d'épargne, et des infrastructures sociales publiques, au profit du capital financier international, avant tout des Etats-Unis.

Ce "changement structurel" dicté par l'Union européenne, cette destruction de l'industrie et des emplois productifs sont-ils inévitables ? Est-il donc inévitable qu'avec la destruction du tissu industriel, l'ensemble de l'économie allemande ait les reins cassés, que les acquis qui y sont liés et l'existence même d'un prolétariat industriel et de ses syndicats soient voués au déclin, et que les acquis d'une société civilisée perdent leur fondement ?

Comment est-ce possible qu'un gouvernement dirigé par le SPD démolisse avec son Agenda 2010 les systèmes de Sécurité sociale, les piliers de l'Etat social ?

Il n'y aurait pas non plus d'alternative à cette politique de "flexibilisation du marché du travail" et de "restructuration des systèmes sociaux" prescrite par l'Union européenne ?

Mais qui peut accepter cette marche prétendument inévitable au déclin social ? C'est pourquoi nous le demandons à nouveau : n'est-il pas nécessaire de rompre avec les directives de l'Union européenne, d'abroger les mesures de l'Agenda et de défendre et rétablir nos grands acquis, les systèmes de Sécurité sociale ?

Dans cette situation, nous nous sommes interrogés : n'est-il pas trop tard ? N'est-ce pas vain d'agir contre cette évolution ? Et nous répondons : non !

Il est grand temps d'intervenir pour un changement de cours pour les valeurs social-démocrates

fondamentales, pour une politique réellement social-démocrate. »

COMME PAR ENCHANTEMENT...

C'est au moment où ce débat fait rage au sein même du SPD, dont la majorité des militants et des cadres continuent de refuser que cette politique soit menée par le gouvernement en leur nom — en violation totale du mandat donné au SPD par la majorité de la population, il y a deux ans —, que surgit, comme par enchantement, une multitude d'initiatives appelant à désertir ce combat, à rompre les relations étroites qui unissent les syndicats au SPD, pour rejoindre les sirènes d'un nouveau parti de gauche.

Qui sont les auteurs de cette initiative ? Quels sont leurs objectifs ? C'est à ces questions que la lettre bi-mensuelle de l'Internationalistische Sozialistische Arbeiter Organization (ISA, section allemande de la IV^e Internationale) s'est attachée à répondre dans son numéro du 20 avril.

Démêlant minutieusement les fils de ce qu'il faut bien appeler une "opération", elle en dégage tout à la fois le contenu, ainsi que les liens qui unissent étroitement en Allemagne toute une série de groupes et de militants issus de la bureaucratie stalinienne aux deux organisations du SU pabliste.

La *Lettre de l'ISA* rétablit d'abord une brève chronologie des faits. A quel moment apparaît et est largement relayée dans la presse cette initiative visant à constituer un "parti de gauche" (Linkspartei), qui occuperait le "vide" laissé à la gauche du SPD ? Juste avant la tenue du congrès de l'AfA (Commission ouvrière du SPD), qui avait lieu le 15 mars à Erfurt, en plein cœur des régions industrielles de l'est, sinistrées par la politique de désindustrialisation mise en œuvre par le capital financier.

Rappelons à nos lecteurs que cette organisation des Commissions ouvrières du SPD regroupe dans chaque ville les militants sociaux-démocrates qui exercent des responsabilités dans les syndicats. L'AfA occupe donc une place spécifique dans le SPD. Elle y représente la colonne vertébrale de la résistance à la politique de Schröder-Müntefering. Expression de cette situation, son président, O. Schremer, qui est par ailleurs député au

Bundestag, a bravé les oukases de la direction et voté contre la réforme de la santé et du travail...

Ce congrès de l'AfA se tenait une semaine avant le congrès extraordinaire du SPD, qui devait entériner le remplacement de Schröder par Müntefering à la présidence du parti, afin de mieux se répartir les rôles pour tenter de museler le SPD. La situation est tellement explosive qu'il fallait absolument que rien n'en sorte qui puisse troubler l'ordonnement prévu des choses.

Et donc, l'annonce fortement médiatisée d'une initiative visant à construire, à partir de syndicalistes, un nouveau parti à la gauche du SPD a fourni l'occasion à Schröder-Müntefering d'accuser de "scissionniste", pour la faire taire, toute expression d'une opposition à la politique du gouvernement.

Pour Schröder, la menace d'une révolte organisée à l'intérieur du parti pour sa réappropriation, comme parti social-démocrate intimement relié aux réformes que, précisément, son Agenda 2010 tente de mettre en pièces, représente un danger majeur. La pire chose, pour lui, serait que l'immense force qui se concentre encore dans les syndicats se fasse entendre dans le parti, car elle dispose — et il le sait — des moyens de faire basculer le fragile équilibre existant.

La menace brandie par l'appareil central n'a cependant pas réussi à faire taire les délégués du congrès de l'AfA (lire ci-dessus le reportage de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*). L'initiative de constitution d'un Linkspartei doit donc pour lui se poursuivre.

Mais quels sont les initiateurs de cette "opération" ? La *Lettre de l'ISA* en démêle minutieusement les multiples ramifications, que nous résumerons en quelques lignes. Plusieurs groupes : parmi eux, "L'initiative travail et justice sociale", puis un groupe de syndicalistes bavares de l'IG-Metall — dont les animateurs sont connus de longue date pour leurs liens avec soit le SED (parti de la bureaucratie au pouvoir dans l'ex-Allemagne de l'Est), soit le DKP (Parti communiste allemand) relié avant 1989 avec une fraction de la bureaucratie est-allemande et qui ne sont pas rentrés au PDS lorsque le SED a fait sa mutation et s'est transformé après la chute du mur de Berlin en PDS ; et aussi des militants ou des responsables du PDS, avec, parmi eux, des responsables de l'organisation du SU qui ont rejoint le PDS

dès sa création...

Le président du PDS, Lothar Bisky — dont le parti, héritier de la bureaucratie est-allemande, partage le pouvoir avec le SPD dans une coalition qui s'attaque aux aspects les plus fondamentaux des conquêtes sociales des travailleurs —, a précisé publiquement sa position à l'égard de ce projet de Linkspartei. Il a déclaré *"ne pas envisager d'exclure les membres de son parti qui prennent part à des discussions sur la fondation de nouveaux partis"* et prévoit de *"les reconnaître comme partenaires potentiels s'ils créaient un parti à la gauche du SPD"*.

Les contours de l'opération tendent à se préciser sérieusement... Le PDS, largement discrédité par sa lourde filiation avec le SED — parti des fossoyeurs nomenklaturistes de la propriété sociale à l'Est — et par son rôle de fer de lance dans la poursuite des privatisations et de la destruction de tout le système de santé et d'aides sociales à Berlin, cherche à constituer le pôle qu'il n'a pas réussi jusqu'à aujourd'hui à mettre en place pour tenter de faire éclater le SPD, pour le plus grand bénéfice de Schröder, de sa politique, et éventuellement d'autres...

En effet, l'un des initiateurs de cette opération n'a pas hésité à en dire

manifestement beaucoup plus qu'ils ne l'aurait voulu à la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. Il a avoué :

"Nous nous sentons plus liés à des hommes politiques de la CDU pensant Etat social qu'aux politiciens du SPD gouvernemental."

Mais n'est-ce pas ce qu'avait déjà dit, sous une autre forme, l'hebdomadaire *Rouge* (journal du SU en France), quand, parlant des manifestations du 3 avril appelées par la CES en Allemagne, il écrivait :

« La plus forte mobilisation sociale en Allemagne depuis une trentaine d'années (constitue) un formidable point d'appui pour virer ce gouvernement "de gauche". »

Faut-il dès lors s'étonner que *SOZ*, journal dirigé par Winfried Wolf (SU), par ailleurs membre du PDS, ouvre largement ses colonnes au dénommé Bischoff, principal artisan de cette opération ?

Faut-il s'étonner que tout ce monde milite activement, comme en Grande-Bretagne, pour la rupture des liens historiques traditionnels entretenus par le DGB et ses fédérations avec le SPD ?

Est-il possible d'apporter une aide plus décidée et plus consciente à la tentative de disloquer la classe ouvrière allemande et ses

Belgique : quand syndicalistes wallons et flamands s'unissent pour défendre la FGTB

Par Philippe Larsimont

Les élections législatives ont eu lieu en mai 2003. Elles ont été dominées par une victoire du PS (francophone) et du SP.A (flamand), car les travailleurs et la jeunesse voulaient qu'ils s'unissent pour exprimer

les intérêts communs de toute la classe ouvrière de toute la Belgique, pour former un gouvernement socialiste, afin de mettre un coup d'arrêt à la régression sociale imposée par l'Union européenne.

A l'inverse de cette aspiration et de ce mandat, les dirigeants du PS et du SP.A formaient un gouvernement avec les deux partis libéraux (flamand et francophone), sur la base d'un programme antisocial que le gouvernement entendait faire passer en associant les syndicats à une prétendue conférence sur l'emploi (sur suggestion du président du PS).

Si Guy Verhofstadt (libéral) en restait le Premier ministre, les principaux ministères étaient confiés à des socialistes. Parmi ceux-ci, les deux ministères, qui, en vertu de la déclaration de formation du gouvernement, allaient exiger le choc le plus direct avec la classe ouvrière (le ministère des Entreprises publiques, avec à l'ordre du jour la poursuite des privatisations ; le ministère de l'Emploi, avec l'application du processus de Lisbonne) étaient dirigés par des ministres SP.A. Cela tend à démontrer une volonté délibérée de faire passer les mesures en cherchant à diviser la classe ouvrière entre francophones et Flamands — ce qui va se vérifier par la suite —, alors que le fait majeur des élections législatives de mai 2003 était l'affirmation de son unité sur le plan politique.

LA RÉSISTANCE DANS LA FGTB

En Belgique, au XIX^e siècle, le syndicalisme ouvrier a été créé par le parti social-démocrate (à l'époque, le POB). L'ancêtre de la FGTB était la Commission syndicale du Parti ouvrier belge et lui était liée organiquement. Aujourd'hui, après que, dans les années 1970, le Parti socialiste belge (qui a succédé au POB après la guerre) a été scindé (par un véritable coup de force) entre Flamands et francophones, la plupart des cadres de la FGTB (qui a succédé à la Commission syndicale du POB) sont membres du PS ou du SP.A, et les deux principaux dirigeants de la FGTB assistent, l'un, francophone, au bureau du PS, et l'autre (flamand) au bureau du SP.A. C'est dire le lien étroit qui existe entre la FGTB et les deux partis socialistes. En même temps, la répartition des rôles dans l'actuel gouvernement de régression sociale — voire les éléments de crise — entre le PS et le SP.A donne à ce lien un caractère convulsif.

C'est dans ce contexte que, depuis un an, existe une contradiction majeure, qui s'exprime de manière grandissante. Les dirigeants du PS et du SP.A sont au centre de la mise en œuvre de la politique de l'Union européenne, tandis que c'est dans la FGTB que s'exprime, jusqu'à son sommet, la résistance à cette politique, qui réfracte la résistance de la classe ouvrière de toute la Belgique.

A l'issue d'une première cession de la "conférence sur l'emploi", la mise en place des "titres services" (forme de légalisation de petits boulots sous-payés) va entraîner des protestations d'une série d'instances de la FGTB et des manifestations locales de fonctionnaires ayant mission d'aider les chômeurs dans la recherche d'un travail, et qui dénoncent le nouveau système parce qu'il permet de confier cette tâche aux agences d'intérim.

Les mesures contre certains accidentés du travail vont voir le président de la centrale générale (bâtiment, chimie, etc.) de la FGTB adresser une protestation publique aux ministres socialistes, tandis qu'une manifestation sera organisée auprès du ministre de l'Emploi et du Travail.

Le mécontentement va devenir massif dans la FGTB lorsque le gouvernement va vouloir imposer son plan "d'accompagnement" des chômeurs, qui est en fait un outil d'exclusion du droit aux allocations sociales, directement inspiré du processus de Lisbonne.

Pendant qu'ont lieu, à l'initiative des syndicats, des manifestations de chômeurs contre ce plan, des protestations s'élèvent d'instances de la FGTB.

Le président des métallos de la région de Bruxelles interpelle publiquement les ministres socialistes à ce sujet :

"Est-ce bien cela que vos électeurs vous ont donné comme mandat aux élections ? Vers qui se tourneront-ils dorénavant pour défendre leurs intérêts, les intérêts des travailleurs actifs et inactifs ? Pouvons-nous encore attendre de vous une saine réaction socialiste ?"

Les deux principaux dirigeants (tous deux membres du PS) de la FGTB de Liège (une des plus importantes régionales FGTB du pays) adressent une lettre ouverte aux parlementaires socialistes de leur région, dans laquelle ils écrivent :

“Nous exigeons de votre part que vous mettiez tout en œuvre pour renverser la vapeur, pour empêcher (s’il en est encore temps) que ces mesures injustes soient prises. S’il vous était impossible d’obtenir satisfaction au sein des instances du parti, nous vous sommons de ne pas voter en faveur de la loi qui serait prise dans les prochaines semaines pour mettre ces mesures en application. Nous surveillerons les attitudes et prises de position de chacun, afin d’en tenir compte dans les mois à venir. Vous comprendrez aisément que les décisions qui seront prises par chacun d’entre vous, dans les prochaines semaines, conditionneront grandement la nature de nos relations à venir. Nos reproches sont grands, nous ne souhaitons pas affaiblir les élus du PS dans leur travail quotidien. Cependant, les résultats récents de votre travail nous déçoivent profondément et diminuent nettement le niveau et la qualité de vie de nos affiliés. Face à ce constat, nous envisageons tous les moyens d’actions qui défendent au mieux les intérêts de nos affiliés, quels que soient les élus ou les partis ciblés.”

Une affirmation qui conduira notamment à une manifestation de la FGTB wallonne contre ce plan.

LA DÉMISSION DE LA PRÉSIDENTE DE LA FGTB

Mais, en même temps, durant ces derniers mois, de la “conférence sur l’emploi” à une pseudo-“concertation” avec le ministre de l’Emploi sur le plan contre les chômeurs, on voit se développer une crise au sein de la FGTB. Plus personne n’est capable de savoir quelle est exactement la position officielle des instances nationales du syndicat sur les dossiers qui viennent d’être évoqués.

Cette situation intenable est le produit de deux forces contradictoires : la résistance à la politique du gouvernement, dont on vient de mesurer l’ampleur au sein même de la FGTB ; et une politique défendue par la présidente de la FGTB, qui vise à subordonner celle-ci au gouvernement. Elle va conduire en ce mois de mars à la démission de cette présidente, qui quitte sa fonction pour conduire la liste du SP.A aux élections européennes du mois de juin.

Au mois de septembre 2003, questionné par des journalistes à propos des risques qu’il prenait en convoquant une “conférence sur l’emploi”, le Premier ministre, Verhofstadt, disait avoir eu des contacts avec les représentants du patronat, de la CSC (syndicat chrétien), et avec Mia De Vits pour la FGTB. Il déclarait :

“Tous sont partants. Des tabous sont déjà tombés lors de la négociation gouvernementale.”

La Tribune des travailleurs (journal du Mouvement de défense des travailleurs, membre de l’Entente internationale des travailleurs) en conclut dans son éditorial du 29 mars :

« Ce qui revient à dire que Mia De Vits avait été associée aux négociations pour la formation du gouvernement, qu’elle s’y était engagée à faire tomber des “tabous”, et cela sans le moindre mandat des instances de la FGTB. »

La démission de Mia De Vits est l’expression du fait que, quand le Premier ministre dit “tous sont partants”, Mia De Vits l’était visiblement, mais la FGTB n’est pas prête à s’intégrer et à se transformer en simple courroie de transmission de la politique de l’Union européenne, ce qui la détruirait comme syndicat indépendant se réclamant du socialisme et de la lutte des classes.

La Tribune des travailleurs constate encore :

« La présidente de la FGTB a provoqué une crise dans son organisation parce qu’elle a cherché à toute force, y compris en déclenchant des conflits communautaires (manière dont on désigne en Belgique les conflits liés à l’existence d’une question nationale — NDA), à la subordonner au gouvernement, à en faire un instrument d’application de sa politique. C’est un des éléments majeurs des difficultés rencontrées par les travailleurs et la FGTB à tous les niveaux pour mobiliser contre la politique de régression sociale qui découle de cette “conférence sur l’emploi”. »

Mia De Vits a quitté la présidence de la FGTB en accusant publiquement son aile wallonne de faire obstruction à sa politique. Ce faisant, l’ex-présidente de la FGTB a cherché jusqu’au bout à opposer Wallons et Flamands, et ainsi à interdire

l'unité de toute la classe ouvrière de Belgique contre la politique de régression sociale mise en œuvre par le gouvernement Verhofstadt. Comme le souligne *La Tribune des travailleurs*, "de tels propos ne peuvent avoir comme objet que d'alimenter une crise communautaire dans la FGTB pour la pousser à la scission, et cela à la veille des élections sociales !" (élections des représentants syndicaux dans les entreprises du secteur privé — NDA).

DÉFENSE DE L'UNITÉ DE LA FGTB

Le président (flamand) de la centrale nationale FGTB du textile, vêtement et diamant déclare à propos du départ de Mia De Vits :

"Ce n'est pas correct d'accuser les syndicalistes wallons (...). Une présidente de syndicat doit défendre tous ses affiliés."

À l'initiative de secrétaires flamands et wallons de la centrale générale FGTB, une pétition circule, dont il vaut la peine de reproduire le texte :

« Nous voulons une FGTB combative, démocratique et unie !

Nous sommes des militants, délégués, secrétaires de la FGTB. Nous sommes pour le maintien d'une FGTB unie, qui continue à défendre les intérêts des travailleurs de Bruxelles, de la Flandre et de la Wallonie. L'unité fait notre force.

Nous voulons un syndicat combatif et démocratique, organisé d'une façon moderne. Nous sommes pour une transparence maximale aussi bien au niveau des points de vue qu'au niveau des finances.

Nous ne voulons pas qu'une discussion sur les structures mène à une séparation déguisée de la FGTB. Le débat sur les "sensibilités communautaires" doit être mené dans le but de renforcer l'unité.

Nous exigeons que des élections démocratiques soient organisées pour élire un nouveau président de la FGTB fédérale. »

Pour les militants de la IV^e Internationale, ces réactions (et en particulier cette pétition) sont d'une importance majeure.

En effet, se concluant par un appel à voter FGTB aux prochaines élections sociales, l'éditorial de *La Tribune des travailleurs* rappelle à juste titre :

"Dans l'histoire sociale de notre pays, du combat pour le suffrage universel jusqu'à la question royale en 1950 (contre le rétablissement de la monarchie — NDA), les grèves de 1960 (contre la "loi unique" de régression sociale — NDA), la lutte contre le gouvernement Martens-Gol dans les années 1980 (gouvernement bourgeois homogène, qui a engagé le tournant vers la régression sociale — NDA), contre le plan global dans les années 1990..., c'est toujours de la FGTB qu'est venue la résistance, c'est toujours sa force qui a permis l'unité de la classe ouvrière de tout le pays. Ce ne fut jamais le cas de la CSC (syndicat chrétien — NDA), parce que la base doctrinale de la CSC reste le corporatisme, alors que la FGTB se revendique de la lutte de classe."

Mais en même temps, surtout depuis la Seconde Guerre mondiale, le problème central de l'unité de la classe ouvrière s'est toujours trouvé confronté à la division que certains dirigeants ont cherché à orchestrer entre les travailleurs wallons et les travailleurs flamands. Ces tentatives de division ont été évidemment facilitées depuis les années 1970 par la scission du PSB entre PS et SP.A. Pourtant, comme elle l'avait fait en 1950 et en 1960, la classe ouvrière a été capable de réaliser son unité, par exemple pour combattre le plan global (ensemble de mesures de régression sociale), sous un précédent gouvernement de coalition entre socialistes et chrétiens, après que la FGTB a fait échouer la tentative du gouvernement de faire passer cette politique par un pacte social.

Contre cette résistance nationale de la classe ouvrière, les tentatives de division, de régionalisation de toutes les politiques sociales s'en sont trouvées démultipliées dans les années 1990, conduisant à une situation politique où se précisait la menace d'explosion de la Belgique.

Et pourtant, quand, le 14 octobre 1996, alors que la Belgique est sous le choc de l'affaire Dutroux, la "justice" dessaisit le juge d'instruction (qui avait fait arrêter Dutroux) en l'accusant d'afficher sa sympathie pour les parents des enfants victimes, immédiatement, on assiste à un

véritable soulèvement de la classe ouvrière, qui démarre des usines où le poids de la FGTB est prépondérant. Durant toute une semaine, des usines se mettent à l'arrêt et les travailleurs vont manifester devant les palais de justice de tout le pays, rejoints par les étudiants et les lycéens. C'est donc l'intervention de la classe ouvrière, unie dans la FGTB à l'échelle de tout le pays, qui va faire de la Marche blanche du 20 octobre 1996 un événement historique, que d'éminents responsables politiques et juristes qualifieront de "révolution" ou de "1789" belge.

A titre d'exemple, notons que certains nationalistes wallons vomiront publiquement sur la Marche blanche en disant qu'elle a fait reculer de vingt ans tout leur combat pour une "Wallonie indépendante", c'est-à-dire, en fait, pour l'explosion de la Belgique (ce qui ne veut évidemment pas dire que cet objectif a disparu).

En ce moment où le procès Dutroux est en cours, il est prématuré d'en faire le bilan. Mais s'il faut retenir de la Marche blanche un aspect essentiel, qui pèse tou-

jours sur la situation politique, c'est qu'elle a donné spectaculairement corps et vie à l'affirmation selon laquelle, s'il existe plusieurs peuples en Belgique, il n'y a qu'une classe ouvrière unie dans tout le pays dans ses syndicats, seule capable de maintenir l'unité du pays et de ses conquêtes sociales dans le respect du droit des peuples.

Dans cette unité, la FGTB occupe une place centrale. En ce sens, l'échec rencontré par Mia De Vits dans ce qui apparaît comme une tentative de briser la FGTB — au compte du gouvernement et de l'Union européenne — en opposant ses ailes wallonne et flamande est un produit direct de la Marche blanche, tout comme celle-ci n'aurait pu être ce qu'elle a été sans l'existence d'une FGTB unie, forte et indépendante. C'est la continuité avec cette mobilisation historique qu'expriment les appels venus de Flandre et de Wallonie au maintien d'une FGTB unissant la classe ouvrière de tout le pays.

Philippe Larsimont

La préparation en Belgique de la conférence européenne de Genève

A l'initiative du Comité contre la régression sociale imposée par l'Union européenne, une lettre ouverte a été adressée aux présidents et parlementaires du PS et du SP.A contre la régression sociale, pour le respect du mandat, contre l'application des directives européennes. En quelques semaines, près de 600 travailleurs, délégués et responsables syndicaux (dont des dirigeants de centrales de plusieurs villes du pays) l'ont signée. Ce comité va convoquer une conférence des signataires pour fin mai, à laquelle il sera proposé d'envoyer une délégation à la conférence européenne de Genève.

Lors d'un récent colloque syndical à Liège, avant le départ de la présidente de la FGTB, la crise de celle-ci avait été ouvertement évoquée. Une ancienne responsable syndicale avait déclaré en substance : ce qui manque au syndicat, c'est un mot d'ordre mobilisateur. Elle prenait comme exemple le pacte de stabilité européen, que, contraints par la lutte des classes, les Etats français et allemand n'ont pas été capables de respecter. Elle proposait une mobilisation syndicale contre ce pacte.

Sous une certaine forme, cela revient à constater que c'est la collaboration à l'application des directives et traités européens qui déchire les organisations ouvrières ; c'est la lutte contre ces directives et traités qui peut les unifier et ouvrir une voie en rupture avec la politique de destruction sociale de l'Union européenne. C'est un point essentiel que la délégation belge souhaite voir mettre à l'ordre du jour de la conférence de Genève.

Grande-Bretagne : le combat pour se réappropriier le Labour Party

Par Jean-Pierre Barrois

A l'heure où ces lignes sont écrites, nul ne saurait prédire exactement la forme que prendra l'approfondissement de la crise qui secoue déjà le gouvernement Blair et les institutions britanniques, mais il ne fait aucun doute que la situation qui se développe en Irak aura des conséquences immédiates, alors que des dizaines de milliers d'hommes de troupe y ont été envoyés contre la volonté de l'immense majorité de la population et au prix de multiples manipulations, que la commission d'enquête présidée par Lord Hutton n'a pas réussi à camoufler.

La situation est déjà profondément marquée par l'impact en Grande-Bretagne des élections en Espagne, qui ont vu la classe ouvrière et les peuples d'Espagne chasser Aznar, puis par les élections françaises qui ont suivi, en exprimant un profond rejet de toute la politique imposée par l'Union européenne.

Les millions de travailleurs britanniques, de syndicalistes, de membres ou d'électeurs du Labour, qui avaient manifesté contre la guerre en Irak, ont suivi ce qui s'est passé en Espagne.

Ils ont vu comment, à la suite des terribles attentats, les travailleurs espagnols

ont cherché la vérité contre les mensonges d'Aznar.

Ils ont vu comment, cherchant à se saisir de la déclaration du PSOE sur sa proposition de retirer les troupes espagnoles d'Irak, la classe ouvrière d'Espagne a fait chuter Aznar.

En soumettant les travailleurs d'Espagne à une politique qu'ils rejetaient, en entraînant le pays dans une guerre de pillage et de destruction de la nation irakienne, Aznar a créé les conditions de sa propre chute.

Après les élections espagnoles et françaises, l'insurrection irakienne fait resurgir toutes les questions et interrogations auxquelles sont confrontés les travailleurs britanniques.

Nous avons interrogé à ce sujet plusieurs militants — membres du Labour Party —, qui sont soit à l'origine, soit associés à la campagne lancée avant les élections espagnoles et françaises autour d'un appel, "*Où Blair mène-t-il le Labour Party ?*", soumis à la signature des sections du parti, des sections syndicales, des militants et électeurs du Labour Party.

"Quand on voit ce qui s'est passé en Espagne, nous ne pouvons qu'être saisis d'angoisse face aux dangers que la poli-

tique de Blair fait peser sur l'avenir du Labour. Que le gouvernement d'Aznar ait été totalement soumis à l'administration Bush et à l'Union européenne, c'est normal. Aznar a toujours été de droite, mais est-il possible que le gouvernement Blair chausse les souliers d'Aznar ? Où cela va-t-il conduire le Labour Party ?

— *Ce qui s'est passé en Espagne démontre que des solutions conformes à la démocratie et à la paix sont possibles. Pour nous, syndicalistes, membres du Labour Party, une solution conforme à la démocratie, c'est que le Labour redevienne le Labour. Ce parti est à nous.*

— *Je suis secrétaire de ma section syndicale. En tant que tel, j'apporte tout mon soutien à l'appel pour reconquérir le parti, pour qu'il soit mis au service des travailleurs ordinaires. Je suis membre du parti depuis vingt-cinq ans. Il est grand temps que les choses changent.*

— *L'appel que vous m'avez fait parvenir est le bienvenu. Il nous faut discuter des voies et des moyens de nous réapproprier le parti, d'accroître le nombre de conseillers municipaux, de députés, élus pour représenter un parti au service des salariés. Un parti qui représente les intérêts des travailleurs et non ceux des employeurs, qui, maintenant, dictent la politique ministérielle et parlementaire du New Labour.*

— *La question qui est au centre de toutes les discussions que nous avons eues est véritablement : où Blair mène-t-il le parti ? Nous avons vu ce qui s'est passé en Espagne et nous voulons défendre le Labour, car c'est le parti de la classe ouvrière britannique, en raison du lien organique qui le relie au mouvement syndical.*

C'est cette résistance, cette volonté de se réapproprier le parti pour dire non à la politique de guerre et de soumission aux diktats de l'Union européenne qui s'exprime et cherche sa voie. Les résultats du vote qui vient d'avoir lieu dans le syndicat TGWU illustrent cette résistance, cette volonté de se réapproprier le parti.

Les lois antisyndicales de Thatcher maintenues par le gouvernement Blair imposent en effet que, dans les syndicats organiquement liés au parti, les syndiqués soient régulièrement consultés à bulletin secret sur l'opportunité de maintenir en place le "fonds politique", l'organisme du syndicat qui collecte la quote-part des cotisations syndicales reversée au parti pour

assurer le financement des candidats du parti sponsorisés par le syndicat.

Il s'agit donc du dispositif qui incarne le lien organique liant les syndicats au Labour, aux termes duquel le Labour est la représentation politique et parlementaire du mouvement ouvrier organisé dans les syndicats.

72 % des votes émis dans le syndicat TGWU — dont le secrétaire général nouvellement élu, Tony Woodley, a appelé à faire campagne pour que le Labour redevienne le Labour — se sont prononcés en faveur du maintien du fonds politique, et donc du lien parti-syndicat.

Faisant suite à ce vote, une autre consultation, elle aussi imposée par les lois anti-syndicales en vigueur qui imposent que l'élection de la direction nationale du syndicat ait lieu en dehors du congrès, a porté à la direction du même syndicat une majorité de militants ayant apporté leur soutien aux déclarations du secrétaire général.

Dans le syndicat des étudiants, traditionnellement étroitement contrôlé par l'appareil blairiste, le vote des étudiants a porté à la direction nationale le candidat qui avait pris clairement position contre la loi organisant la régionalisation des universités et la mise en place de frais d'inscription universitaires variables d'une université à l'autre.

C'est cette résistance, cette volonté de se réapproprier le parti, d'imposer une solution conforme à la démocratie, pour reprendre les termes de ce syndicaliste interviewé plus haut, qui s'était déjà exprimée lors des derniers congrès du parti et des syndicats, où une volonté majoritaire avait pris position contre les privatisations, pour la renationalisation des chemins de fer, qui, progressivement, cherche sa voie, dans une situation marquée par une amplification de la crise du gouvernement et de toutes les institutions.

COMMENT CETTE CRISE POLITIQUE INSTITUTIONNELLE S'EXPRIME-T-ELLE ?

Au sein du groupe parlementaire du Labour lui-même, ce sont 50 députés qui viennent de voter contre la mise en place de frais d'inscription universitaires variables, instaurant la régionalisation des universités

imposée par Bruxelles, et qui a pour conséquence de faire éclater le cadre national de négociation des salaires des personnels tout en contraignant les étudiants à s'endetter à vie pour pouvoir déboursier plusieurs milliers d'euros de frais universitaires pour poursuivre leurs études.

Le jeudi 1^{er} avril, la commission parlementaire des transports, présidée par le député du Labour Gwynneth Dunwoody, a rendu public un rapport établissant que, dans les six dernières années, le gouvernement n'a strictement rien fait pour faire face à la situation désastreuse créée par la privatisation des chemins de fer engagée par Thatcher et maintenue par Blair. Le rapport de la commission parlementaire conclut en demandant la renationalisation des lignes, de l'infrastructure et de la maintenance. Face à la multiplication des accidents et des morts causés par la privatisation des chemins de fer, une commission parlementaire, au sein de laquelle les députés du Labour détiennent une majorité de sièges, prenant la décision courageuse d'en appeler à la renationalisation partielle des chemins de fer, c'est-à-dire de faire un pas dans la voie de la rupture avec la politique de l'Union européenne, n'est-ce pas là l'expression d'une crise plongeant au plus profond des institutions et un point d'appui pour aboutir à une solution conforme à la démocratie ?

N'est-ce pas cette crise rongant le gouvernement qui s'est exprimée lorsque la ministre de l'Immigration, Beverley Hughes, a été obligée de démissionner pour malversations le 1^{er} avril, abandonnée par Blair et le ministre de l'Intérieur, David Blunkett, qui, la veille encore, à la Chambre des communes, l'assurait de tout son soutien ? Au-delà du côté pitoyable de cette affaire, nous avons là tous les signes d'une décomposition grandissante du gouvernement et du régime.

Lorsque le responsable des services secrets, interrogé par une commission d'enquête parlementaire chargée d'établir la réalité des faits sur l'existence ou non d'armes de destruction massive — argument utilisé pour intervenir à la suite de l'administration Bush en Irak —, déclare que les conclusions de ses services ont été "interprétées" par le gouvernement et qu'on ne l'y reprendra pas deux fois, n'est-ce pas cette crise, qui plonge ses racines au cœur des institutions, qui s'exprime ?

Pourtant, fragilisé par la situation en Irak, à l'occupation de laquelle des millions de travailleurs se sont opposés et restent opposés, isolé par la chute d'Aznar — et la défaite du Premier ministre polonais —, Blair n'en poursuit pas moins la politique qu'il s'est fixée de soumission totale aux injonctions de l'Union européenne, et qui exige d'abord que le Labour Party soit détruit comme parti de la classe ouvrière britannique, que le lien avec les syndicats soit rompu pour pouvoir intégrer ceux-ci dans le dispositif de mise en place de la politique exigée par l'Union européenne.

Blair n'en poursuit pas moins ses objectifs en annonçant qu'il placera tous ses efforts derrière la décision prise par le dernier sommet des chefs d'Etat européens de mettre en place pour le 16 juin prochain la "Constitution" européenne, aux termes de laquelle une décision telle que celle de la commission parlementaire des transports d'appeler à une renationalisation partielle des chemins de fer deviendrait illégale.

La précipitation de la crise découlant — entre autres — de la situation en Irak augmente d'autant la nécessité à laquelle Blair est confronté d'aller jusqu'au bout de son programme de destruction du Labour et des syndicats. Pour ce faire, il se fait le champion de la mise en place du carcan de la "Constitution" européenne.

OÙ BLAIR TROUVE-T-IL LES ALLIÉS NÉCESSAIRES À LA POURSUITE D'UNE TELLE POLITIQUE, FACE À LA RÉSISTANCE DE SECTEURS ENTIERS DE LA CLASSE OUVRIÈRE ?

Il trouve ses meilleurs alliés dans un front constitué en relais de la CES et de l'Union européenne pour s'opposer à toute politique de front unique visant à mener le combat pour se réapproprier le parti.

Ce front, composé de divers groupes usurpant le nom de la IV^e Internationale, ainsi que des scories du stalinisme, est politiquement structuré par les amis de Besancenot, Krivine et Rossetto, c'est-à-dire la section britannique du Secrétariat unifié, dont la politique est relayée en Ecosse par le Parti socialiste écossais (SSP), en Angleterre et au pays de Galles

principalement par l'organisation dite SWP, qui entretient des liens très étroits avec le Secrétariat unifié, puisque sa section française, Socialisme par en bas, a rejoint récemment la LCR.

L'offensive menée par ce front prend la forme de la constitution d'un nouveau regroupement politique vers la constitution d'un parti — Respect — mis en place par les diverses organisations précédemment regroupées dans la Socialist Alliance et le député Georges Galloway, exclu du Labour.

Les principaux dirigeants du SWP et de la section britannique du Secrétariat unifié siègent à la direction de Respect.

Cette opération est organisée en liaison avec le Scottish Socialist Party (SSP), qui se prononce ouvertement pour l'indépendance de l'Ecosse dans le cadre de l'Europe des régions, c'est-à-dire pour l'éclatement du cadre national d'organisation de la classe ouvrière et de ses syndicats.

L'offensive contre le Labour et les syndicats prend la double forme d'une campagne pour que les syndicats se désaffilient du parti et participent aux forums sociaux, et notamment au prochain forum social européen, que le maire de Londres propose d'accueillir dans cette ville.

Rappelons que le Labour Party a été constitué il y a cent ans comme représentation politique et parlementaire des syndicats.

A ce titre, les syndicats — dans leur majorité — y sont adhérents à tous les niveaux : sections locales, régionales et syndicat national, avec une représentation dans les structures du parti à chaque niveau.

L'offensive actuelle de destruction des organisations de la classe ouvrière prend donc la forme d'une campagne nationale pour la désaffiliation du parti des sections syndicales locales et régionales, ainsi que des syndicats nationaux.

Parallèlement — car cette opération se mène totalement de concert avec Blair —, le gouvernement lui-même prépare un projet de loi sur le financement public des partis, qui aurait pour conséquence la rupture du lien et la fin du mandat donné au Labour par les syndicats.

La première étape a été la décision du RMT, syndicat national des cheminots, d'autoriser sa section de Glasgow, en Ecosse, à adhérer au SSP, en même temps

qu'il décidait d'avoir une représentation du syndicat national à la direction du SSP, donc d'établir un lien organique entre le SSP et le RMT.

Immédiatement, le Labour a exclu le RMT.

En Angleterre et au pays de Galles, Respect mène la campagne pour la désaffiliation des syndicats, tout en préparant les prochaines élections européennes sur un programme qui ne dit pas un mot de la "Constitution" européenne et ne demande pas l'abrogation du traité de Maastricht.

Lors de sa dernière conférence nationale de cadres syndicaux, le SSP a adopté une résolution où l'on peut lire :

"Les dirigeants syndicaux qui persistent à en appeler à leurs syndiqués pour se réapproprier le parti commettent une erreur énorme. Nous saluons et apportons tout notre soutien à la décision prise par le RMT. Là où c'est tactiquement approprié, combattez pour la désaffiliation."

Linda Smith, membre de la direction du SWP, et John Rees, secrétaire de la Coalition contre la guerre et un des coordinateurs des coalitions contre la guerre dans le cadre du forum social mondial, viennent d'adresser une lettre ouverte aux membres du syndicat des pompiers, dans laquelle on peut lire :

"Il vaut mieux couper les fonds allant au New Labour tout en commençant à travailler à la constitution d'une expression politique pour les travailleurs. Nous avons commencé dans cette voie en créant Respect. Nous aimerions que vous nous souteniez dans cette entreprise."

Il s'agit de tout faire pour casser le dispositif qui est au cœur de la structuration du mouvement ouvrier britannique, le lien organique par lequel les syndicats sont habilités à donner mandat au parti, pour organiser l'atomisation, la dislocation du mouvement ouvrier, qui va de pair avec la dislocation des formes nationales inscrites dans l'Europe des régions.

Les forums sociaux prennent leur place dans ce dispositif. Les dirigeants de Respect se donnent partout pour but d'associer les syndicats au prochain forum social de Londres et s'appuient pour ce faire sur la CES.

Ainsi, le 3 avril dernier, dans le cadre de la journée d'action de la CES, la direction

des TUC a-t-elle organisé à Newcastle, une ville durement touchée par la désindustrialisation et la liquidation des services publics, un meeting qui laissait une large place à la discussion du forum social européen.

Ce meeting a-t-il fourni à la classe ouvrière les points d'appui nécessaires à la mise en œuvre, contre Blair et le gouvernement, du mandat clairement exprimé par la classe ouvrière pour l'arrêt immédiat des privatisations, l'abrogation des lois antisyndicales, la renationalisation des chemins de fer ?

Pas un mot n'y a été dit du pas considérable que constituerait l'appui à la proposition de la commission parlementaire des transports de renationaliser en partie les chemins de fer. Pas une seule motion n'a été adoptée dans ce sens.

N'est-ce pas parce que toute référence à l'organisation du combat contre la politique de l'Union européenne imposant les privatisations et interdisant les renationalisations, contre l'Union européenne elle-même, est absente des forums sociaux ?

Pas un mot n'a été dit, pas une motion de soutien n'a été proposée pour appuyer la récente déclaration de Kelvin Hopkins, député du Labour :

“Le gouvernement devrait admettre que les privatisations, quelle qu'en soit la forme, ont été un échec et ont constitué un gouffre financier, et qu'il est temps d'y mettre fin. Nous devons rétablir les services publics, avec des salaires décents pour les travailleurs des services publics... Il faut remettre les droits des travailleurs et le socialisme démocratique à l'ordre du jour du parti en renationalisant les chemins de fer, en rétablissant les retraites, en donnant au parti un programme réellement Labour. Si le gouvernement abandonnait les privatisations, tous les députés seraient derrière lui.”

Kelvin Hopkins a-t-il tort ?

Des dizaines de postes d'enseignants sont actuellement supprimés dans les établissements universitaires de Newcastle, a-t-on appris dans ce meeting.

Le maintien de tous les postes des services publics, l'arrêt immédiat des privatisations, ainsi que le revendique Kelvin Hopkins, et avec lui la vaste majorité des syndicats regroupés dans les TUC, n'est-ce pas là un programme conforme au mandat reçu par la direction des TUC lors du der-

nier congrès, mandat que la direction des TUC est également chargée de faire appliquer par la direction du parti ?

N'est-ce pas un mandat conforme à la démocratie ?

Certes, mais ce n'est pas celui du forum social auquel était consacré ce meeting.

Dans ce meeting, pas un mot n'a été dit en soutien au député du Labour Ian Davidson, qui s'est récemment prononcé dans une conférence tenue à Glasgow pour engager une campagne nationale contre la “Constitution” européenne :

“Ce qui est en jeu, c'est la démocratie... La Constitution est un instrument construit sur mesure pour accroître l'exploitation des salariés de tous les pays d'Europe... Ce sont les privatisations et le libéralisme qui sont les moteurs de l'Union européenne. Les dirigeants syndicaux doivent se rendre compte que les emplois de leurs syndiqués sont en jeu, que ce soit dans le public ou le privé”,

a déclaré Ian Davidson, alors que Jane Carolan, de UNISON, et Graham Hunt, d'AMICUS, ajoutaient :

“Le projet de Constitution européenne donne à la Commission européenne de nouveaux pouvoirs, permettant d'ouvrir l'enseignement et les services publics aux privatisations.”

Les participants au meeting de Newcastle, ville ravagée par la destruction des services publics, n'ont pas été informés des déclarations de Ian Davidson et des syndicalistes appartenant à deux des plus gros syndicats des TUC, exposant les raisons pour lesquelles leur ville est dévastée. En revanche, ils ont été informés du fait que la direction des TUC apportait son soutien à la proposition faite par Ken Livingstone, maire de Londres, d'y organiser le prochain forum social européen.

Quel serait l'objectif de ce forum social ?

Dans une lettre adressée à tous les secrétaires généraux de syndicats nationaux, Brendan Barber, nouveau secrétaire général des TUC, remplaçant John Monks, qui a pris la direction de la CES, écrit :

“Si la proposition de tenir un forum social à Londres prend forme, le comité exécutif des TUC a donné son accord à la participation des TUC sous une forme à déterminer... Cet événement peut fournir

l'occasion aux syndicats et aux ONG de discuter de problèmes tels que la justice économique et sociale, les droits ouvriers, la réglementation ouvrière."

Est-ce le mandat du congrès des TUC ?

La Grande-Bretagne est le pays d'Europe qui possède le plus grand nombre d'ONG se substituant aux services publics. Est-ce avec les ONG que le mandat d'arrêt immédiat des privatisations peut être appliqué ? Est-ce avec les ONG que la ville de Newcastle retrouvera ses services publics, ou par l'action indépendante des syndicats agissant en application des mandats du congrès ?

La Grande-Bretagne est le pays d'Europe qui possède la législation la plus réactionnaire en matière de droits syndicaux. Est-ce par la dilution dans la société civile que les travailleurs obtiendront l'abrogation des lois antisyndicales exigée par le congrès des TUC, ou est-ce par le combat des syndicats pour l'application en Grande-Bretagne des conventions de l'OIT qui n'y sont pas respectées ?

La lettre de Brandan Barber a le mérite de permettre à chacun d'identifier clairement les obstacles auxquels sont confrontés les travailleurs britanniques dans le combat pour se réapproprier leur parti.

C'EST POUR SURMONTER CES OBSTACLES QUE LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

Le député Ian Davidson identifie clairement les obstacles lorsqu'il appelle à l'organisation d'une campagne nationale contre la "Constitution" européenne.

Le secrétaire général du syndicat TGWU, Tony Woodley, déclare :

"Il faut que le Labour redevienne le Labour."

Le député Kelvin Hopkins a raison d'affirmer que si le Labour avait un programme Labour, si le gouvernement abandonnait les privatisations, tous les députés seraient derrière lui. Tous les travailleurs seraient derrière lui !

C'est cette recherche du front unique sans préalable, pour défendre les organisations que la classe ouvrière britannique s'est

données pour défendre ses revendications, qu'exprime l'appel lancé à l'initiative d'une section locale du syndicat TGWU et que plusieurs sections syndicales, des sections du Labour et de nombreux militants ont contresigné :

"Membres et électeurs du Labour, syndicalistes adhérents du Labour, élus du parti, nous nous posons tous les mêmes questions :

— Est-ce la vocation du parti de soutenir l'invasion de l'Irak ?

— Est-ce la vocation du parti de maintenir les lois antisyndicales de Thatcher ?

— Est-ce la vocation du parti de transposer les directives européennes menant à la destruction des CDI et à la généralisation des CDD ?

— Est-ce la vocation du parti de satisfaire aux critères de Maastricht, qui entraînent des réductions énormes des dépenses publiques et entraînent la privatisation des services publics, la destruction des retraites, de l'enseignement et de la santé ?

— Est-ce la vocation du parti de maintenir la privatisation des chemins de fer imposée par Thatcher, et qui, le 14 février dernier, a fait encore des morts parmi les passagers et les cheminots ?

— Est-ce la vocation du parti d'appliquer la directive européenne qui ordonne la privatisation des chemins de fer, interdit leur renationalisation et poursuit la déréglementation des transports urbains introduite par Thatcher et les conservateurs ?

— Est-ce la vocation du parti de procéder à la régionalisation des services de lutte contre les incendies, au détriment de la sécurité de la population, et de casser la convention collective nationale des pompiers ?

— Est-ce la vocation du parti d'augmenter les frais d'inscription universitaires, d'introduire la privatisation des universités et d'interdire l'accès à l'Université à des milliers de jeunes ?

— Est-ce la vocation du parti d'introduire des frais d'inscription universitaires variables, organisant la régionalisation de l'Université et la destruction du cadre national de négociation des salaires des personnels ?

Nous savons tous que la réponse est non !

Le Labour Party doit revenir à sa vocation initiale : être un parti permettant de défendre les intérêts vitaux, les aspirations

et les revendications de la classe ouvrière organisée, de tous les travailleurs. Le Labour doit redevenir le Labour.

C'est la raison pour laquelle, plus que jamais, nous défendons le lien unissant les syndicats au parti. Que les sections syndicales qui ont cessé de cotiser se réaffilient, afin de faire valoir les revendications de leurs adhérents.

Ce serait une grave erreur que les syndicats se désaffilient du parti. Cela reviendrait à renoncer au combat pour se réapproprier le parti."

En Grande-Bretagne, comme dans tous les pays, la classe ouvrière est confrontée à une offensive sans précédent, visant à détruire les organisations qu'elle s'est données.

Parce que la classe ouvrière n'est classe qu'à travers ses organisations, les militants britanniques de la IV^e Internationale ap-

puient sans réserve cet appel issu d'une section syndicale affiliée au Labour.

Défendre ses organisations, c'est défendre la classe ouvrière comme classe.

Construire la section britannique de la IV^e Internationale sur la ligne du front unique en aidant les travailleurs à se saisir de leurs organisations contre l'offensive d'atomisation et de dislocation à laquelle ils sont confrontés de la part du gouvernement Blair aux ordres de Maastricht et de Washington, aidé de tous ceux qui, usurpant le nom de la IV^e Internationale, s'efforcent de combattre toute forme de front unique visant à préserver la cohésion de la classe ouvrière : c'est l'axe politique du combat des militants de la IV^e Internationale en Grande-Bretagne.

Jean-Pierre Barrois

Portugal : du 25 avril 1974 au 25 avril 2004

Par Manuel Dos Santos

Au moment où le Portugal célèbre le 30^e anniversaire de la révolution d'avril, le pays traverse une situation complexe et contradictoire. Depuis son entrée dans le Marché commun en 1986, le Portugal a subi un bouleversement majeur du fait de l'application des directives européennes.

La plus grande partie de son industrie — notamment les chantiers navals, l'industrie du cuir, de la chaussure, du textile, la verrerie — est démantelée ou menacée. La pêche a subi, année après année, les coups terribles des quotas européens et est réduite

à la portion congrue. Le Portugal, qui, en 1974, était majoritairement paysan, importe aujourd'hui 85 % des produits alimentaires.

De plus en plus, le Portugal "utile" (l'axe littoral Porto-Lisbonne, plages de l'Algarve), qui "jouit" des investissements des fonds régionaux européens dans l'objectif de développer le tourisme de masse, est en totale contradiction avec les deux tiers du territoire, le Portugal "inutile", abandonné à son sort. Et pourtant, ce processus, produit notamment de la mise en place de la politique de l'Union européenne,

est en totale opposition avec ce qui s'est passé en avril 1974, quand la dictature militaire est tombée et qu'une révolution d'un caractère réellement prolétarien a éclaté.

Trente après cette révolution, la nation portugaise se trouve confrontée, dans des circonstances différentes, au même défi qu'à l'époque : celui de sa survie.

25 AVRIL 1974 : LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ÉCLATE AU PORTUGAL

“En effet, le 24 avril 1974, le régime de Salazar-Caetano s'est effondré comme un fêtu de paille sous le poids des contradictions internes de la classe capitaliste des latifundiaires et par l'activité du peuple, qui, durant 50 ans, a souffert de la dictature capitaliste totalitaire” (extraits d'une déclaration de la III^e Conférence du Comité de liaison des militants révolutionnaires portugais pour la reconstruction de la IV^e Internationale, août 1974).

Le régime portugais a été le produit d'un coup d'État militaire, qui, en mai 1926, a implanté une dictature de type corporatiste, à l'image du régime fasciste italien de Mussolini, et apparentée à la dictature que Franco, en Espagne, a instaurée après la guerre civile de 1936-1939.

La dictature de Salazar, qui exerçait son pouvoir sur la base d'un appareil policier pléthorique, sur l'embrigadement de la classe ouvrière et de la paysannerie, était entièrement au service du grand capital financier, des grandes entreprises comme la CUF, qui profitaient du pillage des colonies africaines (Angola, Mozambique, Cap-Vert) et de la surexploitation de la classe ouvrière portugaise pour occuper une petite place sur le marché mondial.

A la veille d'avril 1974, par la combinaison de l'usure provoquée par la guerre de libération nationale dans les colonies et de la résistance qui commençait à s'exprimer ouvertement chez les travailleurs des grandes industries, comme les chantiers navals de Lisnave, et chez les couches moyennes, représentées notamment par les étudiants de l'Université, le régime était au bord de l'effondrement.

C'est pour sauver les piliers fondamentaux du régime et les intérêts du grand ca-

pital financier qu'une fraction de l'armée, représentée politiquement par le Mouvement des forces armées (MFA), regroupant une bonne partie des officiers, organisa un coup d'État.

Ce coup d'État, qui porta provisoirement au pouvoir le général Spínola, a essayé de mettre en place une réforme du régime. Mais la brèche ouverte au sommet de l'appareil d'État a permis aux masses des villes et des campagnes de s'y engouffrer, ouvrant la voie à la révolution.

Une semaine après le 24 avril, le 1^{er} mai 1974, un million de travailleurs (dans un pays qui comptait à l'époque 9 millions d'habitants), de paysans, de soldats et d'étudiants défilaient dans les rues de Lisbonne, exigeant tout le pouvoir aux organisations ouvrières et populaires.

Un large mouvement d'assainissement de l'appareil d'État a alors commencé. Les commissariats ont été pris d'assaut, les sièges de la police politique (PIDE) ont été occupés ; les soldats fraternisaient avec la population ; les banques étaient occupées et le contrôle ouvrier était effectif pour empêcher la fuite des capitaux. Les usines ont connu la même situation. Le gouvernement a été obligé plus tard de nationaliser 70 % de la production industrielle.

Sans être décrétée, la réforme agraire a commencé à se mettre en place : les grandes propriétés ont été occupées, notamment dans l'Alentejo. Les partis et les syndicats ont imposé leur présence dans la vie publique. Parallèlement, dans les colonies, les insurgés ont salué la révolution au Portugal en attendant leur prochaine indépendance.

C'est une véritable révolution prolétarienne en marche qui a provoqué un sursaut national, donc le contrôle de la nation sur l'avenir du pays.

Après plusieurs tentatives contre-révolutionnaires, en 1976, ont eu lieu des élections à l'Assemblée constituante. Les débats de cette Constituante sont le reflet de la révolution en cours au Portugal, et même si la Constitution qui a été adoptée est loin d'être l'expression du pouvoir des travailleurs et des paysans, du fait, notamment, que la majorité PS-PC dans la Constituante a réussi à maintenir le cadre de la propriété privée des moyens de production, cette Constitution a intégré toute une

série d'éléments qui étaient l'expression des exigences et des aspirations des masses des villes et des campagnes.

Tout d'abord, cette Constitution a instauré un régime parlementaire, où le pouvoir résidait dans l'Assemblée de la République, en totale contradiction avec toutes les tentatives de doter la présidence de pouvoirs bonapartistes. Et même la nationalisation des grandes entreprises était inscrite dans une perspective future de construction d'une société socialiste.

La Constitution portugaise enregistra aussi la réforme agraire, légalisant l'occupation de plus d'un million d'hectares par les paysans pauvres. Elle instaura aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'enseignement public, laïque et obligatoire, l'accès libre à l'Université, elle légalisa l'instauration de commissions de travailleurs dans les entreprises, ainsi que la plus large liberté pour les partis et les syndicats. Elle sanctionna aussi l'indépendance des colonies.

SIX CONTRE-RÉFORMES SUCCESSIVES

Depuis l'adoption de cette Constitution, la bourgeoisie portugaise a entamé une offensive pour réviser la Constitution en essayant de démanteler quelques-unes des conquêtes sociales et démocratiques qui y étaient inscrites.

Cette Constitution a subi six contre-réformes successives, certaines directement organisées par les dirigeants du PS et du PC : par exemple, celle sur la régionalisation, qui tentait de diviser le Portugal en neuf régions distinctes, qui a été défendue par les dirigeants du PS et du PC et a échoué du fait que, dans le référendum de novembre 1999, la majorité s'est prononcée pour l'unité de la nation.

Mais depuis l'entrée du Portugal dans le Marché commun, aujourd'hui Union européenne, ces révisions se sont multipliées, car le contenu de la Constitution était contradictoire avec le traité de Maastricht et les traités postérieurs.

Lors de la discussion sur le traité constitutionnel européen, il a été présenté au Portugal comme l'instrument pour mettre en place une septième révision constitution-

nelle, qui changerait de fond en comble la structure institutionnelle du pays. Certains commentateurs ont expliqué que cette révision signifierait un changement de régime du fait que, prenant appui sur ce qui est inscrit dans le projet de "Constitution" européenne, notamment les transferts de souveraineté des institutions nationales aux institutions-croupions de Bruxelles, la souveraineté de l'Assemblée de la République n'existerait plus.

Durant l'année 2002, l'actuel gouvernement Durao a fait adopter un projet de loi sur les partis, qui est une véritable attaque contre la liberté d'organisation, car elle oblige tous les partis à être sous le contrôle notamment financier du gouvernement, qui exige 5 000 adhérents déclarés pour leur permettre de demander leur relégation. Cette loi, qui a été adoptée en 2003 et qui doit être appliquée en 2005, est un avant-goût des lois contre les partis politiques qui sont promus par le Parlement européen. En effet, rappelons que le Parlement européen a adopté en novembre 2003 un règlement sur les partis politiques qui les définit avant tout comme défendant l'idée de l'Union européenne.

Aujourd'hui, au Portugal, célébrer le 30^e anniversaire de la révolution d'avril 1974 implique de mener la plus large bataille de front unique pour rétablir les conquêtes de la révolution d'avril.

Comme le dit la camarade Carmelinda Péreira, députée à la Constituante, élue sur une candidature PS en 1975, fondatrice avec d'autres militants du Parti ouvrier d'unité socialiste en 1979,

"beaucoup de ce qui a été acquis lors des premières années de libertés démocratiques a pris force de loi en étant inscrit dans la Constitution de la République.

L'entrée dans l'Union européenne a imposé des révisions successives de cette Constitution, et la prochaine qui se prépare est nécessaire, selon les institutions de l'Union européenne, parce que le socle de la Constitution portugaise reste incompatible avec les exigences du traité de Maastricht et avec le projet de Constitution européenne.

Dans le cadre actuel de destruction de l'économie nationale, des droits sociaux et des règles juridiques qui les codifient, c'est la nation portugaise qui est en cause. Un large groupe de militants, de cadres politiques et syndicaux, liés à la révolution

d'avril, des députés qui ont participé à l'élaboration de la Constitution, notamment d'influence socialiste, ou de militants du POUS, quelques-uns du PC et même d'autres forces politiques, nous avons pris l'initiative de célébrer le 30^e anniversaire de la révolution d'avril à partir d'une rencontre nationale qui aura lieu à Lisbonne le 17 avril prochain. Des réunions du même type sont prévues dans d'autres villes, dans l'objectif de constituer une sorte de regroupement pour la défense des

conquêtes de la révolution. Et, tout d'abord, de combattre ensemble pour empêcher que de nouvelles révisions contre la Constitution puissent se concrétiser.

Le manifeste que nous publions ci-joint a déjà rassemblé plus d'une centaine de responsables politiques et syndicaux, et va être massivement diffusé."

Manuel Dos Santos

Manifeste

"Célébrer le trentième anniversaire d'avril Défendre ses conquêtes"

Les signataires de ce manifeste considèrent qu'il est temps d'entamer un tournant dans l'histoire du peuple portugais.

L'expérience de la révolution d'avril montre que les Portugais ont la capacité de reconstruire et d'organiser le pays dans le cadre de la liberté et de la démocratie.

Beaucoup ont vécu, il y a 30 ans, le 25 avril 1974. Ce sont des hommes et des femmes qui ont chanté dans les rues la liberté reconquise, affirmant que *"le peuple est celui qui ordonne le plus"*. Jamais ne s'effaceront de leur mémoire la libération des prisonniers politiques des prisons fascistes, ni la grande fête du 1^{er} Mai en liberté.

Ils font partie de ceux qui se sont donné les mains pour organiser les syndicats libres et indépendants et les commissions de travailleurs, ainsi que les partis politiques ; pour imposer la fin de la guerre coloniale et pour soutenir la restructuration de l'économie du pays, avec la nationalisation de la banque et des assurances ou des grandes entreprises stratégiques du point de vue économique, avec la réforme agraire, avec la création de nouveaux circuits de distribution. Ils sont de ceux qui, dès le début, ont commencé à s'organiser dans les écoles, les hôpitaux, les entreprises ou l'administration publique, constituant des points d'appui pour la création d'un service national de santé, d'un enseignement public universel et efficace ou d'une Sécurité sociale pour tous les citoyens.

Ils sont fiers d'être parmi ceux qui sont intervenus activement dans les processus démocratiques qui ont conduit à ce que les droits de citoyenneté et les conquêtes sociales et économiques soient inscrits dans la Constitution de la République, adoptée par la majorité écrasante des députés constituants, librement élus par le peuple portugais dans des élections qui ont connu le plus grand taux de participation de l'histoire.

Trente ans après ce 25 avril, ils constatent, indignés et avec appréhension, que la construc-

tion collective d'un pays plus juste à laquelle ils ont participé est aujourd'hui remise en cause et que les structures durement conquises et construites sont démolies ou démantelées. Des forces sociales et politiques, véhiculant des intérêts étrangers à la nation portugaise, ne cessent de chercher à imposer sa disparition, dans un processus qui détruit le tissu économique et social du pays.

Privatisation sur privatisation, fermetures et faillites d'entreprises, ayant pour conséquence la destruction des emplois, la précarité, l'exclusion et la pauvreté, voilà le contenu réel de la politique actuelle — antithèse de la révolution du 25 avril 1974.

Une politique qui tend à détruire le service national de santé, le remettant dans les mains d'assurances privées — les mêmes qui se préparent à spéculer avec les "économies" de la réforme —, une politique qui privilégie la privatisation de l'enseignement et modifie radicalement les relations de travail, permettant que soient effacés des contrats de travail les droits conquis par les travailleurs après le 25 avril.

Des questions essentielles ont déjà été abordées, qui se posent aujourd'hui avec une urgence accrue — la santé, l'éducation et l'enseignement, les droits ouvriers si durement conquis, et, surtout, la nécessité d'un changement radical de politique économique, qui aboutit à la spoliation systématique de la majorité des Portugais, au bénéfice de groupes d'intérêt aux liens ténébreux et obscurs aux niveaux national et international.

Mais ce n'est pas tout.

Plus grave encore, se profile à l'horizon la révision constitutionnelle, qui, si elle est adoptée telle que la conçoivent les actuels dirigeants politiques, introduirait dans la Loi fondamentale la défiguration du pays que nous aimons et avons aidé à construire après la noire période fasciste. Elle permettrait ainsi, dans une nouvelle légalité destinée à satisfaire ces groupes d'inté-

rêts, d'avancer à visage découvert — disons-le clairement — vers la destruction du Portugal en tant que nation souveraine, indépendante et socialement juste.

Il est certain que la consécration constitutionnelle des droits citoyens n'est pas suffisante pour les garantir, si n'existe pas la volonté politique d'adopter des lois qui ne défigurent pas ces concepts. L'essence de la démocratie, c'est la lutte constante autour des textes constitutionnels, entre ceux qui en respectent l'esprit et la lettre et ceux qui veulent, au contraire, les interpréter de manière à effacer les garanties qu'ils consacrent.

C'est ainsi que les signataires du présent appel s'interrogent, aujourd'hui, sur la séparation des pouvoirs — base fondamentale de tout Etat démocratique —, alors que, dans la pratique, l'exécutif commande le législatif, et que la justice elle-même fait table rase de son indépendance, intervenant par des moyens inavouables dans la vie politique des citoyens.

Débattre profondément des implications de la prochaine révision constitutionnelle pour conjurer les dangers et les conséquences destructrices qui en découleraient est un droit civique, et c'est également un devoir de citoyenneté duquel ne peuvent s'exempter aucun de ceux qui se réclament des valeurs de la démocratie, de la liberté et de la révolution d'avril.

La conviction des signataires est que la perspective de renouer avec le 25 avril rétablira la confiance d'une population qui est capable de défendre ce qui reste encore de positif, de reconquérir ce qui a été perdu et de reconstruire les bases d'un Portugal libre, de paix, de développement et de justice sociale.

C'est avec ce désir, aussi fort que l'espoir avec lequel ils ont participé au 25 avril, qu'ils vous proposent de célébrer le trentième anniversaire de notre révolution, comme point d'appui pour renouer avec elle.

C'est avec les mêmes principes de la révolution d'avril qu'ils vous invitent à une rencontre, le 17 avril à 15 heures, dans laquelle chacun — avec sa propre manière de penser la stratégie et la voie pour la reconstruction du socialisme que consacrait le préambule de la Constitution de 1976 — puisse s'exprimer pour commémorer les trente ans du 25 avril et pour chercher les chemins de sa reconstruction.

Local do Encontro

**Biblioteca - Museu da República e
Resistência, Rua Alberto Sousa, nº 10 A,
Zona B do Rego, Lisboa
17 de Abril 2004 às 15 horas**

Premiers signataires :

Fernanda Lopes Cardoso – Lisboa, Associação Socialista Fraternidade Operária ; **Aires Rodrigues** – Marinha Grande, POUS, Deputado à Assembleia Constituinte ; **Kalidás Barreto** –

Leiria, PS, Deputado à Assembleia Constituinte ; **Gualter Basílio** – Lisboa, PS, Deputado à Assembleia Constituinte ; **Amarino Sabino** – Lisboa, PS, Deputado à Assembleia Constituinte ; **Fernanda Seita** – Lisboa, PS, Deputada à Assembleia Constituinte ; **Teresa Matos** – Lisboa, PS, Deputada à Assembleia Constituinte ; **Carmelinda Pereira** – Lisboa, POUS, Deputada à Assembleia Constituinte ; **Maria Conceição R. Santos** – Alcácer do Sal, PS, Deputada à Assembleia Constituinte ; **Jaime Durilo Seruca Inácio** – Olhão, ex-Deputado do PS ; **José Penedos** – Coimbra, ex-Deputado do PS ; **José Justiniano Tabuado Braz Pinto** – Setúbal, ex-Deputado PS ; **Fernando Pereira Marques** – Santarém, ex-Deputado PS, Professor Universitário ; **Carlos Veiga Pereira** – Lisboa, Alta Autoridade para a Comunicação Social ; **João Mendes Espada** – Lisboa, PS, ex-Sub-secretário de Estado do MAP ; **Joaquim Castro Guerra** – Lisboa, PS, ex-Secretário de Estado do MAP ; **Manuel M. Moreira** – Gondomar, Comissão Política concelhia do PS de Gondomar ; **Rui Santos** – Lisboa, PS, Presidente Mesa Ass. Geral do Sindicato Bancários Sul e Ilhas, e membro do Cons. Geral da UGT ; **Aurélio Marques** – V. F. Xira, Dirigente do SITESE/UGT ; **Fernando Pêgas** – Oliveira de Azeméis, membro do Cons. Geral do SINDEL (Sindicato nacional Indústria e da Energia) /UGT e membro CT/EDP-produção ; **Santana Henriques** – Lisboa, membro CT/Círculo Leitores e deleg. sind. CESP/CGTP ; **Maria Sidónio Neves** – Lisboa, membro CT/EDP-produção ; **Cremilde Pessoa** – Lisboa, Cons. Geral SINDEL/UGT ; **Fátima Martins** – Lisboa, PS, dirigente do SITESE, Comissão Mulheres/UGT ; **Luís Santos** – Setúbal, deleg. sindical do SINDEL ; **Ana Paula Amaral** – Barreiro, POUS, deleg. sindical SPGL/CGTP ; **João Manuel Lopes Cardoso Cabral** – Lisboa, Prof. Universitário ; **Joaquim Pagarete** – Lisboa, POUS, deleg. sindical SPGL/CGTP, Prof. Universitário ; **Carlos Melo** – Lisboa, POUS ; **Afonso Henriques de Carvalho** – Évora, Eng.^o Agrónomo ; **Armando Gonçalves** – Lisboa, Trab. Funç. Púb. ; **Ana Maria Martins** – Lisboa, Trab. Funç. Púb. ; **Prudência Videira** – Marinha Grande, POUS, Deleg. Sindical SPC/CGTP, Professora ; **Maria Elisa Vasconcelos Esteves** ; **Fernando Pinhão** – Soure, Ass. Socialista Frat. Operária ; **Cristino Paulo** – Alfaiões ; **Maria da Conceição Pacheco**, Guimarães ; **Helena Carvalho** – Lisboa, POUS ; **António Fernandes** – Lisboa ; **Pedro Mendes** – Lisboa, Documentalista ; **Maria da Conceição Pacheco** ; **Emanuel Alte Rodrigues** – Marinha Grande, Professor ; **Adélia Gatoeiro** – Marinha Grande, Deleg. Sindical Sind Vidreiro ; **Eduardo Sousa Cambezes** – Santarém, Advogado ; **Luís Augusto Esparteiro Cunha e Serra** – Lisboa, PS ; **Catarina Moniz** – Lisboa, Geóloga ; **Daniel Gatoeiro** – POUS, Marinha Grande ; **Domingos Manuel Brito Mariano** – Lisboa, Eng.^o Agrónomo ; **José Luís Gaspar** – Ass. Socialista Frat. Operária, ex-dirigente sindical ; **João Lopes de Mendonça** – Lisboa, Ass. Socialista Frat. Operária ; **António Serra** – BE, ex-membro da CT da INCM-SA ; **Carlos Gonçalves** – deleg. sindical do Sindicato dos Gráficos Sul e Ilhas ; **Anabela Brito** – PC, ex-membro da CT da INCM-SA ; **Jorge Torres** – CT UNOR ; **António Maurício** – Amadora, operário metalúrgico ; **Bento Aleixo** –

CESP/CGTP, CT do Círculo Leitores ; **Pedro Barroso** – músico, compositor e canto ; **João Moreira** – ex-coordenador CT Brisa ; **Gilberto Gustavo** – PS ; **António Curto** – Lisboa, PS, bancário ; **Luís Paiva Lopes** – Leiria, gestor ; **Manuela Calado** – Lisboa, economista ; **Guilherme Correia**, Marinha Grande, artista plástico ; **Stela Piteira Santos**, Lisboa ; **Artur Cortez** – Almada, PS, empresário ; **Joaquim Leonardo Martins** – Castelo Branco, PS, professor ensino básico ; **Joaquim Conceição Lopes** – Castelo

Branco, PS, empresário ; **Henrique Lopes** – Castelo Branco, PS, óptico ; **Alice Lopes** – Castelo Branco, PS ; **José Pedro Camacho Vieira** – membro da Federação do PS de Leiria ; **João Pinheiro Coelho** – Lisboa, PS, jurista.

Contactos
Fernanda Lopes Cardoso
E-mail foperaria@netcabo.pt
Aires Rodrigues
Telephone: 917343792
E-mail : mgr.trading@sapo.pt

A quelles questions se trouve confronté le mouvement ouvrier suisse ?

Par Marie-Claude Schidlower

Le 6 mars s'est tenu à Bâle le congrès extraordinaire du Parti socialiste suisse. Quel était l'enjeu de ce congrès ?

Le 10 décembre 2003 ont eu lieu des élections fédérales. Elle se traduisent par une forte progression en voix du Parti socialiste, qui s'est prononcé durant toute la dernière période pour la défense de "l'Etat social", contre la 11^e révision de l'AVS (le régime de retraites), pour la défense des services publics.

Tous les partis bourgeois institutionnels qui ont mis en application les directives européennes se sont effondrés au bénéfice de l'UDC, le parti agrarien, réactionnaire et xénophobe.

L'élection du Conseil fédéral, sa nouvelle composition ainsi que la place que le

Parti socialiste sera amené à prendre dans ce gouvernement ont semblé des questions suffisamment essentielles à la direction du Parti socialiste pour qu'elle convoque un congrès extraordinaire.

Le congrès de Bâle, qui réunit 900 délégués et 600 invités, se prononce pour la défense des services publics contre les privatisations, pour la défense de "l'Etat social" ; il est décidé de tout mettre en œuvre pour assurer le succès des deux votations du 16 mai : "Non à la 11^e révision de l'AVS", "Non à l'arnaque du paquet fiscal" (1).

(1) Le paquet fiscal est une réforme des impôts : allègements fiscaux pour les ménages les plus aisés, des impôts cantonaux et communaux plus élevés, une politique des caisses vides.

Il est certain que peu de partis socialistes ont pris dans la dernière période de telles positions. Cependant, et nous le verrons plus loin, contrairement à une politique de défense des acquis sociaux et démocratiques, le Parti socialiste se prononce pour l'adhésion à l'Union européenne, et cela est lourd de menaces pour l'indépendance du mouvement ouvrier, la défense de tous les acquis.

Au cours de ce congrès, des débats importants ont lieu. Participant de ce débat, deux délégués ont rédigé une contribution, que publie le *Journal*, organe des militants suisses liés à l'Entente internationale. Nous en publions des extraits :

“L'importance des droits démocratiques et de la souveraineté du Parlement, donc de la nation, de ses lois, statuts et droits en tant qu'outils de défense de l'Etat social, n'est pas à démontrer.

Le vote contre la LME est exemplaire à plus d'un titre. Il a empêché la privatisation de ce secteur ; de plus, il a permis de garantir l'approvisionnement national de l'électricité et, par là même, il démontre que le peuple a fait de la souveraineté nationale l'instrument de la résistance sociale. Cela a permis de faire barrage aux pires directives de libéralisation de l'Union européenne, et si cela n'a pas empêché le processus de libéralisation, il a toutefois permis que celui-ci ne puisse pas aller jusqu'au bout : CFF, Swisscom, électricité.

En revanche, dans d'autres pays européens, alors que la population rejette ces mêmes plans, à défaut de droits démocratiques comparables aux nôtres et en présence de souverainetés entravées par les accords supranationaux, la libéralisation de l'électricité a été malheureusement appliquée.

Sans le combat mené par le parti, qui s'est appuyé sur l'orientation définie par le congrès de Lugano : aurions-nous pu obtenir le succès contre la LME ? Aurions-nous pu obtenir le succès sans le combat ensemble avec les syndicats, qui regroupent plus de 600 000 salariés ? Aurions-nous pu réunir plus de 80 000 signatures en un temps record contre la 11^e révision de l'AVS ?”

Le succès emporté en 2002 lors du référendum contre la LME, référendum initié par l'USS, repris par le PSS, a marqué un tournant dans la situation politique suisse. Le peuple suisse, exerçant sa souveraineté,

a rejeté la loi LME. Et c'est en s'appuyant sur le caractère démocratique des institutions suisses, le droit de pouvoir, par référendum d'initiative populaire, s'opposer à une loi, que l'USS et le PSS ont lancé les référendums contre la révision de l'AVS et contre le paquet fiscal.

La contribution poursuit en analysant les dangers que représente le projet de “Constitution” européenne, pour la Suisse comme pour les autres nations d'Europe :

« Pour un pays comme la Suisse, où le Parti socialiste a réussi à préserver les conquêtes de l'Etat social, parce qu'il s'appuie sur les droits démocratiques lui permettant avec le soutien populaire de bloquer des lois antisociales votées par le Parlement, cela est incompatible avec les buts d'une Constitution européenne dont les lois supranationales primeront toujours sur les lois promulguées par les Parlements des Etats européens.

Dès lors, la remise en cause de la souveraineté des nations nous concerne au premier chef. En effet, la question qui se pose est de savoir si les nations les plus puissantes de l'Europe se voient dénier le droit de décider librement de leur devenir. Que se passera-t-il dans un pays comme la Suisse ?

C'est une réelle menace, car de telles institutions ne sont pas compatibles avec la préservation de l'Etat social et de ses conquêtes, indissolublement liés à l'existence des droits démocratiques et d'une souveraineté nationale. De ce point de vue, la pression qui s'exerce pour que le Conseil fédéral reprenne à son compte les plans de déréglementation et de libéralisation est constante, et ce, bien que la Suisse ne soit pas membre de l'Union européenne.

Force nous est de constater que, dans le sens de la dislocation des nations, nous assistons autour de nous, au niveau européen, à la mise en place de régionalisations.

Au contraire, la Suisse est l'exemple d'Etat permettant la coexistence de quatre langues et cultures différentes, (...) sur la base d'une fédération soucieuse de la préservation de la cohésion nationale, unifiées dans un Etat fédéral et jouissant de larges droits constitutionnels et démocratiques dans les cantons, qui constituent encore (comme nous l'avons déjà signalé) les acquis démocratiques des services publics, de la démocratie de représentation, de la démocratie directe. Dans quel pays pourrait-on appeler à un vote national, comme celui qui, à partir de la déci-

sion de huit cantons, combat le “paquet fiscal”? Nous sommes bien loin de la conception bureaucratique établie par les technocrates de Bruxelles. Nous sommes encore plus éloignés de la conception de la “souveraineté” selon Forbes en intelligence avec l’administration Bush. A terme, cela représente certes un transfert de tâches vers les communes et les cantons, mais qui constituerait aussi un dangereux transfert en matière de souveraineté pour les Parlements cantonaux, et notamment pour les Chambres fédérales.

Le gouvernement auquel participe le Parti socialiste, le Parti socialiste au gouvernement doivent défendre la souveraineté de la nation suisse, tous les droits constitutionnels et démocratiques qui y sont attachés et qui sont indissolublement liés à l’Etat social et aux conquêtes. »

Au moment où le sommet des chefs d’Etat européens des 25 et 26 mars a décidé de faire adopter le projet de “Constitution” européenne d’ici à la mi-juin, ces questions posées sont plus que jamais d’actualité. Les pressions de l’Union européenne sur le Conseil fédéral pour qu’il applique la politique de libéralisation, de privatisation, sont immenses, et ce alors que la Suisse n’est pas membre de l’Union européenne.

Qui peut douter de ce qu’il en serait si la Suisse était membre de l’Union européenne, dans le cadre d’une “Constitution” européenne qui rendrait obligatoires et applicables les lois européennes, les directives européennes, supérieures aux lois nationales ?

La contribution se conclut par des propositions, parmi lesquelles :

« Le gouvernement auquel participe le Parti socialiste doit dire et prendre les mesures pour la défense des services publics, refuser les privatisations, exprimer son attachement à la démocratie et ne pas se soumettre aux directives européennes de libéralisation. Et dans ces cas, le Parti socialiste au gouvernement doit rompre “la collégialité chaque fois que cela est nécessaire”.

Le Parti socialiste au gouvernement doit défendre la plate-forme électorale du parti et prendre les mesures nécessaires pour :

- plus aucune privatisation ni libéralisation ;
- défense de l’AVS ;
- contre le démantèlement des assurances sociales ;

— contre la libéralisation de la poste et la suppression du dernier kilomètre, pour le maintien des parts de l’Etat chez Swisscom ;

— pour le retour au statut des fonctionnaires fédéraux, le retour aux régies fédérales, des CFF, de Swisscom, à nouveau ancrés dans le secteur public ;

— contre le “paquet fiscal” et la baisse des impôts ;

— défendre la démocratie et la souveraineté nationale, dont l’affaiblissement a toujours comme conséquence l’affaiblissement des droits et acquis sociaux. »

Le congrès du 6 mars se prononce donc pour la défense des services publics et de l’Etat social, et décide de tout mettre en œuvre pour le succès des votations du 16 mai. Et cela constitue un point d’appui pour les travailleurs et le peuple suisses. Et en même temps, les plus grandes contradictions existent, qui menacent la nation suisse, ses institutions démocratiques, l’indépendance de l’USS et les acquis sociaux.

Hans-Jürg Fehr, président nouvellement élu dans ce congrès, déclare vouloir poursuivre sur la voie de la défense des acquis sociaux. Il faut, dit-il, “*défendre l’Etat social et les services publics, c’est notre héritage historique*”.

Il poursuit :

“La Suisse a besoin de plus de socialisme, en tout cas pas moins. Ce que la Suisse est aujourd’hui est souvent directement issu de notre terreau. Par exemple, on retrouve aujourd’hui dans la Constitution fédérale un bon bout du programme de la grève générale de 1918 : le droit de vote des femmes, l’AVS, l’élection au système proportionnel.”

Et en même temps, Hans-Jürg Fehr, le président du PSS, déclare à propos de l’Europe :

“J’assume les contradictions de notre politique européenne. La question de l’adhésion à l’Union européenne forme un tout. Il y a beaucoup de domaines où la Suisse perdrait en adhérant et beaucoup d’autres où elle gagnerait. Le fait est que l’Union européenne est un projet pour la prospérité, la sécurité et la paix, mais aussi un projet de libéralisation.”

Et là se trouvent concentrés les problèmes cruciaux auxquels le mouvement

ouvrier suisse est confronté. Oui, l'adhésion à l'Union européenne est un tout, et elle est destructrice de tout "l'héritage historique", de tous les droits et acquis ouvriers, de la démocratie telle qu'elle est inscrite dans la Constitution de 1848.

Il nécessaire de revenir sur les raisons des succès remportés contre la politique de libéralisation imposée par l'Union européenne.

Le peuple suisse a rejeté, par deux fois, par référendum, l'entrée de la Suisse dans l'Union européenne. Malgré ce vote, le Conseil fédéral a commencé à appliquer les directives européennes de libéralisation, de privatisation des services publics, de remise en cause des systèmes de protection sociale, s'appuyant sur des bilatérales avec l'Union européenne.

Et c'est contre les conséquences de cette politique de liquidation des acquis sociaux que la classe ouvrière suisse, à travers sa centrale syndicale, l'USS, a commencé à résister, à affirmer dans les faits que la Suisse n'étant pas membre de l'Union européenne, elle n'avait pas à appliquer les directives européennes remettant en cause "l'Etat social", les services publics, les conquêtes sociales.

A nouveau, et à plusieurs reprises, la classe ouvrière suisse, le peuple suisse, s'appuyant sur l'USS, entraînant le PSS, s'opposent à la fermeture des bureaux de poste, manifestent massivement à Berne, le 16 septembre dernier, contre la 11^e révision de l'AVS.

L'USS et le PSS lancent des référendums d'initiative populaire contre la 11^e révision de l'AVS. 80 000 signatures sont rassemblées en 48 heures. Le peuple suisse est appelé à se prononcer le 16 mai prochain contre la 11^e révision de l'AVS et contre le "paquet fiscal".

Tout au long de cette période, l'USS et le PSS affirment ne pas vouloir subir les conséquences de la politique de libéralisation de l'Union européenne, dont la Suisse n'est pas membre. Et ces positions constituent un enjeu.

L'existence, au cœur de l'Europe, d'une nation qui n'est pas membre de l'Union européenne et qui a conservé pour une large part sa souveraineté, ses institutions démocratiques conquises par la révolution de

1848, est intolérable aussi bien pour l'impérialisme américain que pour l'Union européenne.

Ainsi, les plus fortes pressions s'exercent en vue d'appliquer jusqu'au bout, en Suisse comme dans les autres pays, la politique de dislocation des nations et de toutes les conquêtes qui y sont attachées.

Ainsi, tout récemment, le groupe parlementaire socialiste "*appuie le Conseil fédéral et appelle à la relance de la politique européenne et à des accords dans tous les dossiers des négociations bilatérales avec l'Union européenne*". Le groupe socialiste, tout en considérant que "*les conditions ne sont pas réunies pour une adhésion rapide de notre pays à l'Union européenne*", estime qu'"*il est indispensable de relancer la politique d'intégration*". Il confirme que "*le groupe socialiste poursuit toujours l'objectif de l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne*". Cette prise de position est contradictoire avec la défense de "l'Etat social" et des services publics. Elle est contradictoire à ce pour quoi les travailleurs suisses ont, dans les élections cantonales comme dans les élections fédérales, voté pour le PSS. Ils ont voté pour le PSS parce qu'il a appelé à voter non à la loi LME, parce qu'il s'est opposé aux fermetures des bureaux de poste, parce qu'il a lancé, avec l'USS, le référendum contre la 11^e révision de l'AVS.

Le groupe socialiste appelle à la "relance" de la politique européenne. Mais les peuples d'Europe, dans tous les pays qui ont adhéré à l'Union européenne, subissent, depuis des années, en application du traité de Maastricht, des directives européennes, les coups les plus durs. N'est-ce la Commission européenne qui impose les "réformes" des retraites, de la protection sociale, les privatisations, la remise en cause des services publics ?

C'est cette politique menée par les gouvernements successifs que les peuples d'Espagne et de France viennent de rejeter. Il n'y a pas d'autre issue, pour les travailleurs et les peuples d'Europe, pour sauvegarder et reconquérir leurs droits, pour la démocratie, en dehors de la rupture avec Maastricht et les directives européennes.

Malgré ce rejet exprimé par les peuples d'Espagne et de France, la Commission européenne, le 29 mars, réitère ses injonc-

tions : *“La réforme dans certains secteurs comme la santé est une priorité, on ne peut la reporter.”* L’Union européenne, c’est le déni de la souveraineté des peuples.

On ne peut défendre l’Etat social, les conquêtes inscrites dans la Constitution fédérale dans le cadre de l’Union européenne. C’est l’Union européenne qui entend imposer dans tous les pays la mise en œuvre des directives de libéralisation, de privatisation, de destruction des régimes de retraite et de protection sociale. C’est contre ces “réformes” que le peuple suisse s’est dressé en s’appuyant sur l’USS et le PSS.

Le sommet des chefs d’Etat des 25 et 26 mars vient de proposer que le projet de “Constitution” européenne soit adopté le 16 juin prochain. Ce projet de “Constitution” est incompatible avec le caractère démocratique des institutions suisses.

Ces syndicalistes, ces membres du Parti socialiste ont raison de dire : s’il y avait une seule raison pour laquelle il faut s’opposer à

la “Constitution” européenne, c’est qu’elle remettrait en cause le droit à référendum en Suisse, c’est-à-dire le droit du peuple suisse à décider de son sort.

Le peuple suisse n’aurait plus le pouvoir de refuser en toute souveraineté la libéralisation de l’électricité, la 11^e révision de l’AVS, le paquet fiscal. Les institutions de Bruxelles, la Commission européenne, la Banque centrale européenne ne laisseraient pas à l’USS, au PSS, au gouvernement, au peuple suisse, le pouvoir de décider de préserver l’Etat social, les services publics, les cantons, les communes, le droit à référendum. L’expérience des autres peuples d’Europe ne permet pas d’en douter.

Ces questions sont au cœur des préoccupations et des problèmes auxquels est confronté le mouvement ouvrier suisse. Ces questions sont vitales. Elles traversent le mouvement ouvrier de tous les pays d’Europe.

Marie-Claude Schidlower



**Désormais, *La Vérité* est publiée
tous les deux mois en quatre langues**

Pour le gouvernement ouvrier et paysan, pour les Etats-Unis socialistes d'Europe

Par Daniel Gluckstein

L'extraordinaire crise de décomposition du mouvement ouvrier à l'échelle internationale s'accompagne d'un très grand affaissement idéologique. Il est courant, aujourd'hui, de se voir opposer une argumentation du type : si vous êtes contre l'Union européenne, c'est que vous êtes pour un repli chauvin des classes ouvrières dans chaque pays. Ou encore : aussi imparfaite que soit l'Union européenne, elle est garante de paix et d'harmonie entre les peuples ; donc, être contre cette Europe, c'est être contre la paix. (Tout au plus, l'aile la plus radicale de ces européenistes convaincus envisage-t-elle d'essayer d'introduire une touche de "social", par exemple avec une "Charte des droits fondamentaux".)

Or, comme le montrent les articles publiés dans ce numéro de *La Vérité*, cette Europe-là — l'Union européenne fondée sur le traité de Maastricht — n'a, ne peut avoir et n'aura jamais un contenu de paix, d'unité et d'égalité entre les nations et les peuples.

**N'IMPORTE QU'ELLE "EUROPE UNIE"
NE FAIT PAS L'UNITÉ DE L'EUROPE**

Le débat n'est pas nouveau. Dans les années 1915-1916, certains secteurs de la

social-démocratie en Allemagne, en Autriche-Hongrie ou en France justifiaient leur soutien aux gouvernements, engagés dans l'effroyable boucherie impérialiste de 14-18 dans leurs pays respectifs, au nom des impératifs d'une politique de paix, et, disaient-ils, de la constitution d'"Etats-Unis d'Europe". Plus tard, le régime national-socialiste de Hitler fit la propagande de son III^e Reich au nom de l'Europe unie. Bien évidemment, nul ne comparera l'Union européenne au III^e Reich, pas plus qu'on ne comparera les sociaux-européanistes de 2004 aux sociaux-démocrates chauvins des années 1915-1916. Mais l'exemple est utile pour souligner que l'Europe en soi n'est pas synonyme de paix, que n'importe qu'elle "Europe unie" ne fait pas l'unité de l'Europe, bien au contraire. La question qui doit donc être posée est : quelle Europe, quel contenu au plan politique comme au plan social ?

Répétons-le : le débat n'est pas nouveau. En pleine Première Guerre mondiale, combattant le social-chauvinisme, Lénine (1) met en garde contre la possibilité que les différentes puissances impérialistes européennes cherchent, au sortir de la guerre, à constituer de tels Etats-Unis d'Europe.

(1) *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (*Œuvres complètes*, tome 22, chapitre VIII : "Le parasitisme et la putréfaction du capitalisme").

Lénine cite Hobson, qui évoque

“une fédération européenne des grandes puissances : loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental, aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l’Asie et de l’Afrique, et entretiendraient, à l’aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées d’employés et de serviteurs...”

Et Hobson ajoute :

“Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour que ladite ou quelque autre prévision de l’avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable. Mais les influences qui régissent à l’heure actuelle l’impérialisme de l’Europe occidentale s’orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d’un autre côté, c’est dans ce sens qu’elles joueront.”

Lénine commente :

« L’auteur a parfaitement raison : si les forces de l’impérialisme ne rencontraient pas de résistance, elles aboutiraient précisément à ce résultat. La signification des “Etats-Unis d’Europe” dans la situation actuelle, impérialiste, a été ici très justement caractérisée. »

Et il souligne le rôle négatif à ses yeux que jouent **“à l’intérieur du mouvement ouvrier également les opportunistes momentanément vainqueurs dans la plupart des pays”**.

Pourtant, Lénine ne repousse pas le combat pour les Etats-Unis d’Europe. Tout dépend de la forme et du contenu qu’on leur donne. Dans la *“Résolution d’un groupe de social-démocrates”* de Russie, adoptée quelques jours après l’éclatement de la Première Guerre mondiale (2), Lénine et ses camarades de combat — fort peu nombreux, alors, sur cette position à l’échelle du socialisme européen — dénoncent non seulement la guerre impérialiste, mais ce qu’ils appellent *“la trahison du socialisme par la majorité des chefs de la II^e Internationale”*, trahison qui s’exprime dans le fait que, des

deux côtés de la ligne de front, les courants dominants du socialisme et du mouvement ouvrier soutiennent leurs bourgeoisies respectives.

Considérant que *“les deux groupes de nations belligérantes ne le cèdent en rien l’un à l’autre sur le chapitre de la cruauté et de la barbarie dans la conduite de la guerre”*, la résolution en conclut que *“la social-démocratie de Russie a pour tâche essentielle et primordiale de mener un combat impitoyable contre le chauvinisme grand-russe et monarcho-tsariste”*.

Et de préciser qu’il s’agit de mener une

“lutte axée particulièrement contre la monarchie tsariste et le chauvinisme grand-russe, panslaviste ; propagande en faveur de la révolution en Russie, ainsi que de l’affranchissement des peuples opprimés par la Russie, et de leur droit à disposer d’eux-mêmes, en posant les mots d’ordre immédiats : république démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures”.

Cette tâche essentielle pour un parti ouvrier russe authentiquement indépendant, Lénine et ses camarades l’insèrent dans un ensemble de mots d’ordre, parmi lesquels :

“Propagande en faveur d’une république allemande, d’une république polonaise, d’une république russe et d’autres encore, et de la transformation de tous les Etats européens en Etats-Unis républicains d’Europe : tel doit être l’un des mots d’ordre les plus immédiats.”

LÉNINE ET LE MOT D’ORDRE DES “ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D’EUROPE”

Pour Lénine et les bolcheviks, il est clair que le mot d’ordre d’*“Etats-Unis d’Europe”* ou d’*“Etats-Unis républicains d’Europe”* est indissociable du combat politique dans chaque pays pour en finir avec les régimes antidémocratiques, pour établir la

(2) Publiée dans les *Œuvres complètes*, tome 21, sous le titre *“Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne”*, 24 août 1914.

république, avec le contenu politique et social que l'on vient de voir concernant la terre, les conditions de travail de la classe ouvrière, etc. Pour Lénine et les bolcheviks, combattre pour la révolution prolétarienne n'est pas une formule creuse : il s'agit de préparer l'irruption des plus larges masses sur la scène politique, réalisant leurs aspirations politiques et sociales. Dès lors, tout pas en avant vers les "États-Unis républicains d'Europe" dépend du mouvement pour établir la démocratie et en finir avec les régimes anti-ouvriers dans chaque pays.

Dans les premiers mois qui suivent l'éclatement de la guerre impérialiste, Lénine sera amené à revenir sur cette question :

"Le mot d'ordre politique immédiat de la social-démocratie d'Europe doit être la formation d'États-Unis républicains d'Europe",

écrit-il (3), ajoutant :

« Mais, à la différence de la bourgeoisie, prête à "promettre" tout ce qu'on voudra pourvu qu'elle puisse entraîner le prolétariat dans le flot général du chauvinisme, les social-démocrates montreront tout ce qu'il y a de mensonger et d'absurde dans ce mot d'ordre si les monarchies allemande, autrichienne et russe ne sont pas renversées par la révolution. »

Concernant la Russie, Lénine martèle :

"Pour la Russie, les tâches des social-démocrates, vu l'immense retard de ce pays qui n'a pas encore achevé sa révolution bourgeoise, doivent être, comme par le passé, les trois conditions fondamentales d'une transformation démocratique conséquente : républicaine démocratique (avec l'égalité complète des nations et leur droit à disposer d'elles-mêmes), confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et journée de travail de 8 heures."

C'est-à-dire que le mot d'ordre des "États-Unis républicains d'Europe" n'avait de sens pour Lénine qu'en relation avec le renversement des régimes anti-ouvriers, dont le contenu même était donné par la réalisation des tâches ouvrières et démocratiques dans chaque pays. [L'équivalent serait de dire aujourd'hui que tout pas en avant vers des États-Unis républicains d'Europe passe d'abord en France par le démantèlement des institutions antidémocrati-

cratiques de l'Union européenne, la remise en cause des institutions antidémocratiques de la V^e République, l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, le retour à la Sécurité sociale de 1945, le rétablissement du Code du travail et de l'ensemble des services publics aujourd'hui privatisés ; et que cela passe par les mesures équivalentes pour chaque pays d'Europe ; et que ce n'est qu'à cette précondition, si l'on s'en tient à la méthode de Lénine, que les travailleurs et les peuples pourraient aller dans le sens d'une Europe unie qui soit un mot d'ordre progressiste] (4).

Pourtant, même sous cette forme, le mot d'ordre fit débat dans les rangs des bolcheviks. Fin février-début mars 1915 a lieu à Berne, en Suisse, la conférence des sections à l'étranger du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR). L'article qui en rend compte signale que,

« sur la question du mot d'ordre des "États-Unis d'Europe", les débats ont pris un caractère étroitement politique, et qu'il a été décidé d'ajourner ce problème jusqu'à l'examen dans la presse de son aspect économique » (5).

A ceux de ses camarades qui s'étonnent de ce mot d'ordre, Lénine rappelle (6) que le manifeste du comité central

« préconisait les États-Unis républicains d'Europe, mais il soulignait tout spécialement que "sans le renversement révolutionnaire des monarchies allemande, autrichienne et russe", ce mot d'ordre était absurde et mensonger ».

Nous dirions aujourd'hui :

"Sans la remise en cause des institutions réactionnaires de l'Union européenne et de chacun des pays d'Europe, et sans le rétablissement de toutes les conquêtes de

(3) "La guerre et la social-démocratie russe", Œuvres complètes, tome 21, fin août-septembre 1914.

(4) On mesure toute la différence avec certains courants socialistes dits "de gauche", qui ont emprunté en France au Parti des travailleurs le mot d'ordre d'Assemblée constituante pour le transformer en "Constituante européenne", dont la forme pratique serait : transformer le Parlement européen en "Parlement constituant". Sans abroger Maastricht ?!

(5) Œuvres complètes, tome 21 : "La conférence des sections à l'étranger du POSDR."

(6) "A propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe", août 1915, Œuvres complètes, tome 21.

la classe ouvrière et de la démocratie dans chacun de ces pays, le mot d'ordre d'Etats-Unis d'Europe aujourd'hui est absurde et mensonger."

Défendant cette formulation, Lénine reconnaît que le débat a jusqu'à présent été posé *"dans les limites d'une appréciation politique de ce mot d'ordre"*. Aussi admet-il la nécessité d'aborder l'aspect qu'il appelle *"économique"* de la discussion :

« Si le mot d'ordre des Etats-Unis républicains d'Europe, formulé en liaison avec le renversement des trois monarchies les plus réactionnaires d'Europe, la monarchie russe en tête, est absolument inattaquable en tant que mot d'ordre politique, on se heurte encore à une question éminemment importante, celle du contenu et de la portée économiques de ce mot d'ordre. Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les Etats-Unis d'Europe sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien réactionnaires. »

"IMPOSSIBLES OU BIEN RÉACTIONNAIRES"

Pourquoi impossibles ou réactionnaires ? Rappelant qu'à l'époque du capitalisme impérialiste, *"la spoliation par une poignée de grandes puissances de près d'un milliard d'habitants du globe"* est la seule organisation possible, Lénine souligne ceci :

"Les Etats-Unis d'Europe, en régime capitaliste, équivaldraient à une entente pour le partage des colonies. Or en régime capitaliste, le partage ne peut avoir d'autre base, d'autre principe que la force (...). Or le rapport des forces varie au cours de l'évolution économique (...). Pour mesurer la force réelle d'un Etat capitaliste, il n'y a et il ne peut y avoir d'autre moyen que la guerre. La guerre n'est pas en contradiction avec les principes de la propriété privée ; elle en est le développement direct et inévitable.

En régime capitaliste, le développement égal des différentes économies et des différents Etats est impossible. Les seuls moyens possibles, en régime capitaliste, de

rétablir de temps en temps l'équilibre compromis, ce sont les crises dans l'industrie et les guerres en politique."

Voilà pourquoi Lénine ne croit pas à la possibilité de réaliser le mot d'ordre des *"Etats-Unis républicains d'Europe"* dans un sens progressiste. Les contradictions entre les différentes bourgeoisies conduisent nécessairement à leur règlement par la force, par la guerre. Et en ce sens, il est certain que la Première Guerre mondiale, en cours au moment où Lénine écrit, ne pourra se conclure que par les conditions qui prépareront la Seconde Guerre mondiale dans le cadre de la lutte inter-impérialiste. Pour autant, Lénine n'écarte pas ce qu'il appelle des *"ententes provisoires"* :

"Certes, des ententes provisoires sont possibles entre capitalistes et entre puissances. En ce sens, les Etats-Unis d'Europe sont également possibles, comme une entente des capitalistes européens... Dans quel but ?"

Il répond :

"Dans le seul but d'étouffer en commun le socialisme en Europe, de protéger en commun les colonies accaparées contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des colonies et qui se sont renforcés au cours de ces cinquante dernières années infiniment plus vite que l'Europe monarchique arriérée, qui pourrit déjà de vieillesse."

Ainsi, pour Lénine, le mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe sous l'égide des capitalistes et de leurs gouvernements ne peut signifier que réaction et volonté d'*"étouffer"* le mouvement ouvrier !

Lénine poursuit :

"Comparée aux Etats-Unis d'Amérique, l'Europe dans son ensemble est synonyme de stagnation économique. Sur la base économique d'aujourd'hui, c'est-à-dire en régime capitaliste, les Etats-Unis d'Europe signifieraient l'organisation de la réaction en vue de retarder l'évolution plus rapide de l'Amérique. Les temps sont à jamais révolus où la cause de la démocratie et celle du socialisme étaient liées uniquement en Europe."

Pour autant, Lénine n'écarte pas dans l'absolu le combat pour les Etats-Unis du monde, ou même d'Europe. Mais il donne à

ce mot d'ordre un contenu de rupture avec le régime capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production :

“Les Etats-Unis du monde (et non d'Europe) sont la forme politique d'union et de liberté des nations que nous rattacherons au socialisme (...). Toutefois, comme mot d'ordre indépendant, celui des Etats-Unis du monde ne serait guère juste, d'abord parce qu'il se confond avec le socialisme (...). L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays, en les poussant à s'insurger contre les capitalistes, en employant même, en cas de nécessité, la force militaire contre les classes exploiteuses et leurs Etats. La forme politique de la société où le prolétariat triomphera en renversant la bourgeoisie sera une république démocratique, centralisant de plus en plus les forces du prolétariat d'une nation ou de plusieurs dans la lutte contre les Etats qui ne sont pas encore passés au socialisme. La suppression des classes est impossible sans la dictature de la classe opprimée, du prolétariat. La libre union des nations sous le socialisme est impossible sans une lutte opiniâtre, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les Etats retardataires.”

Complétant (d'une certaine manière corrégeant) le caractère “étroitement politique” du mot d'ordre formulé par le manifeste du POSDR en août-septembre 1914, Lénine donne à la formule “*Etats-Unis républicains d'Europe*” son caractère de transition dans le combat pour la révolution prolétarienne.

La Première Guerre mondiale se conclut sur la victoire de la révolution russe et l'établissement, pour la première fois sur le vieux continent, de manière durable, d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. Elle débouchera également sur la défaite des puissances centrales, le traité de Versailles organisant le pillage de leurs économies. Elle se conclura surtout par l'affirmation de la prédominance absolue des

Etats-Unis sur les autres puissances capitalistes et sur l'économie mondiale. La Première Guerre mondiale marque définitivement le passage de la direction du monde capitaliste de la vieille Europe aux Etats-Unis d'Amérique.

TROTSKY ET LES RAPPORTS EUROPE-AMÉRIQUE

Dans un discours devenu célèbre sous le nom de “*L'Europe et l'Amérique*” (7), Léon Trotsky, le 15 février 1926, souligne cette suprématie nord-américaine :

“Aux Etats-Unis, qui ne souffrent aucun obstacle sur leur route (...), s'oppose l'Europe démembrée, divisée, plus pauvre qu'avant la guerre, restreinte dans ses débouchés, chargée de dettes, déchirée par des antagonismes et écrasée par un militarisme hypertrophié.”

Certes, juste après la Première Guerre mondiale, les économies européennes ont connu un léger essor temporaire du fait des nécessités de la reconstruction. Mais cette période d'essor économique reste des plus limitées :

“Le capitalisme européen est dans une situation sans issue”,

écrit Trotsky, qui précise :

“Sans même que la bourgeoisie américaine le veuille consciemment, la formidable supériorité économique des Etats-Unis empêchera fatalement le capitalisme européen de se relever.”

Le caractère de réaction sur toute la ligne du capitalisme ayant atteint le stade de l'impérialisme tel que Lénine l'avait analysé dès 1915 s'exprime, selon Trotsky, avec une acuité particulière dans l'Europe de l'après-Première Guerre mondiale :

“Le capitalisme européen est devenu réactionnaire au sens absolu du terme ; autrement dit, loin de mener les nations de l'avant, il n'est même pas capable de leur conserver le niveau de vie auquel elles avaient atteint dans le passé.”

(7) Publié dans le recueil Léon Trotsky, *Europe et Amérique*, éditions Anthropos.

Cela est écrit en 1926. Cela ne s'applique-t-il pas avec encore plus de force dans l'Europe de 2004 ? Ne voit-on pas les capitalismes des différents pays d'Europe non seulement incapables de conserver le niveau de vie auquel avaient atteint les nations d'Europe dans le passé, mais, sous les coups de boutoir du capitalisme nord-américain, procéder à travers les directives européennes, et toutes les mesures du Parlement européen, au démantèlement de ces nations européennes, les conduisant à une régression absolue ?

Analysant le rapport dialectique qui unit les économies des Etats-Unis et d'Europe, Trotsky souligne que les Etats-Unis n'ont d'autre possibilité de prospérer dans ces années vingt et trente qu'en cherchant à s'appropriier les uns après les autres tous les marchés européens. Trotsky pronostique que, dans un premier temps, *“l'Europe viendra au socialisme contre l'Amérique capitaliste, dont elle aura à vaincre l'opposition”*.

Dans une telle perspective, le morcellement de l'Europe serait un facteur contribuant puissamment à l'échec de toute tentative révolutionnaire. Aussi Trotsky ajoute-t-il :

“Une Europe morcelée ne pourrait, même sous la dictature du prolétariat, tenir bon économiquement en conservant son morcellement. La révolution prolétarienne implique l'unification de l'Europe. Maintenant, les économistes, les pacifistes, les hommes d'affaires et même simplement les brillards bourgeois parlent volontiers des Etats-Unis d'Europe. Cette tâche est au-dessus des forces de la bourgeoisie européenne, rongée par ses antagonismes. Seul le prolétariat victorieux pourra réaliser l'union de l'Europe. Où qu'éclate la révolution et à quelque rythme qu'elle se développe, l'union économique de l'Europe est la condition première de sa re-fonte socialiste. C'est ce qu'a déjà proclamé l'Internationale communiste en 1923 : il faut chasser ceux qui ont morcelé l'Europe, prendre le pouvoir pour unifier cette dernière au sein des Etats-Unis socialistes d'Europe.”

“IL FAUT CHASSER CEUX QUI MORCELLENT L'EUROPE”

Bien évidemment, 2004 n'est pas 1926. Mais, la formule *“il faut chasser ceux qui ont morcelé l'Europe”* ne mérite-t-elle pas

réflexion ? Qui morcelle l'Europe aujourd'hui ? Qui a fait éclater la Yougoslavie, en y dressant les communautés les unes contre les autres, en faisant du Kosovo, du Monténégro d'immenses bases d'occupation américaines, en organisant les épurations ethniques, sinon ceux qui ont poussé les feux des privatisations, disloquant les relations entre tous les peuples pour mieux disloquer la propriété sociale et les conquêtes qui s'y rattachent ? Qui morcelle l'Allemagne, quinze ans après la chute du Mur, en mettant à l'ordre du jour cette incroyable proposition de “zone économique spéciale”, entérinant la différence de droits et l'inégalité entre l'est et l'ouest ? Qui morcelle chacune des nations d'Europe au nom de l'Europe des régions, opposant une région à l'autre, cassant le cadre commun des nations et des droits acquis par la classe ouvrière, cherchant à dresser les communautés les unes contre les autres ?

A cela, il n'y a qu'une réponse : ceux qui morcellent l'Europe, ceux qui cherchent à la transformer en une mosaïque de communautés, de sous-groupes, de tribus s'opposant les unes aux autres, ceux qui y avivent des tensions prétendument ethniques, religieuses, tribales, après avoir fait de même en Afrique, en Asie, ceux-là, ici, portent un nom : c'est d'abord l'Union européenne, ses directives, l'ensemble des bourgeoisies et des gouvernements d'Europe, quelle que soit leur couleur politique, qui concourent à la mise en œuvre de cette politique ; et, derrière la scène, c'est l'impérialisme américain, qui joue un rôle majeur dans la mise en place de ce dispositif de l'Union européenne.

Combattre pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est combattre pour chasser tous ceux qui morcellent l'Europe. Et pour commencer : chacune des institutions, qui, par leur soumission au traité de Maastricht, imposent ce morcellement. Ce combat exige donc de rompre avec le cadre de Maastricht et de l'Union européenne, rompre avec le cadre de son prétendu “Parlement”, machines à détruire et à morceler.

L'UNION EUROPÉENNE, DIGUE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE

Ce n'est pas l'objet de cet article de reconstituer tout l'historique de l'Union

européenne. Rappelons simplement que, constituée sur la base du plan Marshall, c'est-à-dire de la prise en main par l'impérialisme américain de la reconstitution des Etats disloqués à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Union européenne trouve son origine dans la nécessité pour l'impérialisme d'endiguer la vague de la révolution prolétarienne qui a marqué l'ouest de l'Europe, et singulièrement la France, à partir de 1944.

Constituée comme digue contre-révolutionnaire, l'Union européenne s'est progressivement consolidée comme un instrument visant à relayer les exigences de l'impérialisme le plus puissant sur le Vieux Continent. Certes, cela se fait avec de nombreuses contradictions. Chaque bourgeoisie, française, allemande, etc., cherche, dans les limites d'une étroite marge de manœuvre, à préserver les intérêts qui lui sont propres. Certes, les contradictions ne manquent pas de s'exprimer. On l'a vu, par exemple, au moment de la guerre en Irak, avec les oppositions divergentes des gouvernements français et allemand. Mais la ligne générale de l'Union européenne est concentrée dans ce que sont ses institutions essentielles, celles sans lesquelles la Commission de Bruxelles serait impuissante :

a) La Banque centrale européenne, dont "l'autonomie" n'a de sens que d'autonomie vis-à-vis des Etats et des gouvernements. La Banque centrale européenne, en revanche, est étroitement dépendante des mouvements imprimés à la Réserve fédérale américaine par le gouvernement des Etats-Unis. En ce sens, la BCE intervient comme équivalent particulier dans lequel se réfracte la politique et les besoins de l'impérialisme américain (cf. l'évolution des taux d'intérêt et de la politique monétaire dans la dernière période).

b) Les directives européennes, qui ont comme seul contenu de faciliter la prise en main de l'économie mondiale par l'impérialisme américain, relayant sa politique de démantèlement des nations dans le monde entier ; et, à cet effet, de démanteler toutes les barrières, qui, dans chaque pays, protègent la classe ouvrière et ses conquêtes contre l'exploitation, en particulier les Codes du travail, les régimes de protection sociale, les droits ouvriers.

c) Le Parlement européen, qui — comme cela est démontré dans ce numéro

de notre revue — a comme seule fonction de donner une apparence de légitimité démocratique à l'ensemble des mesures prises et d'y lier l'ensemble des appareils politiques, de l'extrême droite à l'extrême gauche, à la mise en œuvre des politiques de démantèlement de la classe ouvrière, de pillage de la force de travail et de destruction de tous les droits.

d) La Confédération européenne des syndicats, bras armé de la Commission de Bruxelles, chargée d'intégrer les syndicats de chaque pays aux mécanismes de coélaboration et coapplication des directives.

En ce sens, le rapport Europe-Amérique tel que Trotsky l'avait analysé n'a fait que s'aggraver.

DÉSINDUSTRIALISATION ET PÉNÉTRATION DU CAPITAL NORD-AMÉRICAIN EN EUROPE

L'Europe connaît un phénomène de désindustrialisation massive et accélérée, et, en même temps, celle-ci s'accompagne d'une pénétration du capital étranger, singulièrement nord-américain, considérable.

En France, un rapport du Commissariat général au Plan de janvier 2004, "*Mondialisation et recomposition du capital des entreprises européennes*", nous apprend que le capital des sociétés cotées au CAC 40 était détenu à hauteur de 35 % en 2000 par des capitaux étrangers, contre 30 % en 1997 et 25 % en 1993. En moyenne générale, la part des capitaux étrangers dans les sociétés françaises est de 27 %, contre 37 % en Grande-Bretagne, 15 % en Allemagne et seulement 11,4 % du capital des sociétés américaines.

On estime qu'en France, 15 % des effectifs salariés (dont 22 % dans le seul secteur de l'industrie) sont sous contrôle de capitaux étrangers ; 11 % des effectifs salariés (dont 27 % dans l'industrie) pour la Grande-Bretagne, 13 % (dont 22 %) pour les Pays-Bas, 7 % (dont 20 %) pour l'Allemagne.

Il faut noter que les pays où la pénétration étrangère est la plus forte sont ceux où la désindustrialisation est la plus avancée.

En France, comme dans tout le reste de l'Europe, l'investissement étranger est

favorisé par les mesures de privatisation, les augmentations de capital lancées par les entreprises désireuses d'atteindre la taille dite "critique" et les opérations de concentration, là aussi très dépendantes des capitaux des Etats-Unis.

Une très grande partie de l'investissement étranger en Europe concerne les opérations de fusions-acquisitions, c'est-à-dire les restructurations des appareils productifs locaux. Ces opérations ont représenté 57 % des investissements transfrontaliers en 1995, 92 % en 1989 et 85 % en 2000. En sens inverse, 50 % des opérations de fusions-acquisitions concernent des opérations transfrontalières, c'est-à-dire des opérations mettant en cause des groupes n'ayant pas la même nationalité.

La plus grande partie des échanges et mouvements de capitaux sur le plan mondial ont lieu entre l'Union européenne et les Etats-Unis. En 2001, ces mouvements s'élevaient à 1 500 milliards d'euros.

De 1998 à 2001, 61 % des investissements directs à l'étrangers (IDE) des Etats-Unis étaient à destination de l'Union européenne, faisant des Etats-Unis les premiers investisseurs en Europe.

Les sociétés sous contrôle américain regroupaient, en 2000, 1 900 000 travailleurs ; en y ajoutant l'emploi indirect, ce chiffre s'élève à 6 millions de travailleurs.

Pour la France, l'investissement américain s'est accéléré. Au premier semestre 2003, il s'élevait à 40 milliards de dollars, soit 15 % de plus que l'année précédente. L'investissement, sur le seul deuxième trimestre 2003, a atteint un record historique jamais atteint depuis dix ans. Les filiales américaines ont dégagé, pour la même période, des profits pour environ 35 milliards de dollars, soit 23 % de plus que la même période de 2002. Mais ce serait une erreur d'en conclure que les investissements visent à un développement de la production. Il s'agit d'abord et avant tout de rentabilisation du capital, ce qui passe par les restructurations et déréglementations, toutes destinées à "gagner de la marge" sur la force de travail.

C'est ainsi que, selon le rapport du Plan, il y a un lien étroit entre pénétration du capital financier des Etats-Unis et déréglementation du travail en France. Par exemple, le passage de la durée moyenne d'un investissement, dans les entreprises françaises, de 7 ans à 7 mois traduit une "volatilité" extraordinaire

du capital, sans précédent sur le Vieux Continent, d'où découle une déréglementation accélérée du "coût du travail".

La pression est considérable. La moindre information sur la Sécurité sociale, sur le "coût du travail", sur les perspectives de l'entreprise, aboutissent à des désinvestissements massifs et à des plans de restructuration destinés à relever le niveau de profitabilité au niveau où les actionnaires l'attendent.

LE RÔLE DES APPAREILS

L'Union européenne, machine de guerre, de déréglementation, son Parlement, ses directives, sont un levier essentiel de cette offensive de la réaction guidée directement par le capital financier nord-américain.

Dans la mise en œuvre de ce dispositif, les appareils qui dirigent le mouvement ouvrier ont joué et jouent un rôle majeur. Rappelons que le Parti socialiste, en France, comme d'ailleurs la social-démocratie dans la plupart des pays, ont appelé à ratifier le traité de Maastricht. Au sein du Parlement européen, aussi bien ceux qui se sont prononcés pour Maastricht que ceux qui se sont prononcés contre participent à sa légitimation, c'est-à-dire à faire accroire que ce "Parlement" est un Parlement.

On sait également (*voir les autres articles dans ce numéro*) le rôle joué par la marche à la constitution de partis politiques européens. Dans ce cadre-là, une place particulière est occupée par la Confédération européenne des syndicats (*voir l'article de Daniel Shapira*), dans la mesure où son investissement dans "l'exigence" d'une "Charte des droits fondamentaux" a naturellement pour signification qu'il serait possible d'introduire une dose de "droits sociaux" dans le cadre de l'Union européenne, et que celle-ci pourrait être autre chose qu'une machine à détruire dans chaque pays les droits et les garanties arrachés par les travailleurs.

LA PLACE PARTICULIÈRE DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la place particulière tenue par le Secrétariat unifié et ses sections en Europe.

D'une part, il est partie prenante activement de la mise en place de l'Europe des régions, siégeant pendant six ans en France, de 1998 à 2004, dans les conseils de région. Il a mené campagne en 2004 pour les élections régionales en exigeant plus de pouvoir pour les régions (8).

D'autre part, cette participation à la mise en œuvre de la régionalisation et à l'éclatement de ce qui fait l'unité des nations va de pair avec son intégration pleine et entière dans les institutions de l'Union européenne. Dans le n° 490 d'*Inprécor* (mars 2004), G. Buster écrit :

« *Les classes dominantes européennes (...) ont toujours rejeté toute démocratisation réelle des institutions communautaires pour les préserver comme un pur instrument de domination de classe face aux Etats soumis aux pressions "corporatives" de la classe ouvrière.* »

Donc, il y aurait possibilité de démocratiser les institutions communautaires, ce serait un cadre qu'on pourrait infléchir dans un sens ou dans un autre ?

Plus loin, Buster évoque *"la crise profonde de l'Union européenne néolibérale, (qui) n'est pas une vue de l'esprit, mais une réalité"*. Donc, il y aurait une Union européenne néolibérale ? D'où il découle qu'il pourrait y avoir une Union européenne qui ne soit pas néolibérale, qui serait démocratique, ouvrière, socialiste pourquoi pas ?

Buster écrit :

"La gauche alternative doit au contraire se situer dans un camp clairement distinct : dans celui de la refondation démocratique et sociale du projet européen, à partir d'une citoyenneté réelle qui impose sa souveraineté à l'ensemble des institutions européennes et convertit le Parlement européen, élu au suffrage universel, en axe central des décisions communautaires."

C'est citation est particulièrement représentative de la position pabliste sur cette question essentielle. On pourrait "refonder démocratiquement et socialement" le projet européen ? On pourrait "imposer la souveraineté à l'ensemble des institutions européennes", "convertir le Parlement européen en axe central des décisions communautaires" ?

Billevesées que tout cela, et Buster le sait aussi bien que nous. Le Parlement euro-

péen est-il, oui ou non, fondé sur la base du strict respect du traité de Maastricht ? Le traité de Maastricht n'impose-t-il pas de mener en toutes circonstances une politique de démantèlement des droits de la classe ouvrière et des nations elles-mêmes ?

Qu'est d'autre le Parlement européen, qu'est d'autre l'Union européenne, sinon la forme particulière, adaptée au Vieux Continent, de la politique de démantèlement des nations mise en œuvre à l'échelle mondiale par l'impérialisme, de l'Irak aux Balkans, de l'Afghanistan à la Côte-d'Ivoire ?

INDÉPENDANCE DU MOUVEMENT OUVRIER OU INTÉGRATION À L'EUROPE ?

Pour des marxistes, le combat pour le socialisme, le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, ne peut prendre son sens qu'en relation avec le combat, dans chaque pays, sous des formes adaptées, pour la rupture avec la bourgeoisie, pour la défense de l'indépendance des organisations ouvrières. Et le premier acte de ce combat, c'est la rupture avec l'Europe de Maastricht et ses institutions.

Il y a un lien direct entre le combat dans chaque pays pour le gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire pour un gouvernement qui rompe avec l'impérialisme, et le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe. Les deux mots d'ordre sont indissociables.

Œuvrer, comme le prétendent les pablistes, à une prétendue "démocratisation" de l'intérieur des institutions européennes ; prétendre, sur cette base, qu'il va être possible de modifier le contenu de ces institutions, c'est en réalité travailler à y intégrer le mouvement ouvrier, à lui faire renoncer à son indépendance.

(8) Durant la campagne des régionales, la LCR n'a cessé de revendiquer l'accroissement des pouvoirs des régions. Et même après les élections, la résolution politique adoptée par la direction nationale de la LCR les 3 et 4 avril 2004, ne dénonçant toujours pas la régionalisation et l'éclatement de la République, se fixe comme perspective : *"Dossier par dossier, nous poursuivons cette campagne (pour l'interdiction des licenciements — NDLR) et mettons en demeure le PS et ses alliés de bloquer dans les conseils régionaux la politique des subventions publiques aux entreprises privées."*

Il n'y a nul hasard au fait que les pa-blistes, à travers le Forum social européen, aient fait leur jonction avec la mal nommée Confédération européenne des syndicats.

Il s'agit bien là de travailler à intégrer le mouvement ouvrier dans les institutions réactionnaires de l'Europe.

L'ACTUALITÉ DU COMBAT DE LA IV^e INTERNATIONALE AUJOURD'HUI POUR LES "ÉTATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE"

Pour la IV^e Internationale, le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe est un mot d'ordre de transition, qui se relie au combat dans chaque pays pour la défense des droits et garanties de la classe ouvrière, c'est-à-dire pour l'indépendance des organisations constituées par la classe ouvrière et qui la constituent comme classe.

C'est à cette condition que le mot d'ordre d'Etats-Unis socialistes d'Europe prend tout son sens.

Et le premier acte dans ce sens, c'est de combattre résolument et sans répit pour la rupture avec l'Union européenne, pour la dénonciation du traité de Maastricht, pour le démantèlement de toutes les institutions réactionnaires supranationales de l'Union européenne, à commencer par son prétendu Parlement. Lequel n'a de démocratique que l'apparence, de suffrage universel que la référence formelle et vidée de tout contenu démocratique, et qui, loin d'être un jalon démocratique inséré dans des institutions antidémocratiques, un segment qu'il faudrait en quelque sorte convertir et faire transiter vers davantage de souveraineté, est en réalité la pièce maîtresse de tout l'édifice européen.

Le mot d'ordre d' "Etats-Unis socialistes d'Europe" réalise l'unité du combat pour la révolution prolétariat dans toute l'Europe. Il intègre à la fois le combat pour la défense des segments de propriété sociale issus de la révolution d'Octobre à l'est, et qui n'ont pas encore été détruits, comme le montre l'article de Dominique Ferré sur l'Ukraine, et les éléments de défense de conquêtes ouvrières, des organisations ouvrières, de leurs institutions en des régimes de protec-

tion sociale, de retraites, de Codes du travail, à l'ouest de l'Europe.

Cette unité du combat révolutionnaire prolétarien dans toute l'Europe se concentre de manière significative en Allemagne : que, quinze après la chute du Mur imposée par le surgissement conjoint de tout le prolétariat d'Allemagne, de l'Est et de l'Ouest, on ose mettre à l'ordre du jour la constitution de l'est de l'Allemagne en "zone économique spéciale", cela suffit à établir que le capitalisme pourrissant, décomposé, putréfié, est incapable de réaliser l'unité des nations. A commencer par l'unité de la nation la plus développée de toute l'Europe : l'Allemagne. Comment un régime social ainsi décomposé et putréfié, impuissant à réaliser l'unité de la nation la plus puissante d'Europe, parviendrait-il à constituer, voire même à préserver l'unité et la souveraineté des autres nations ? Comment imaginer un seul instant qu'une "Europe unie" puisse se bâtir avec pour base l'impuissance à constituer ou même préserver l'unité de chacune de ses nations ?

C'est, à l'inverse, le combat pour les Etats-Unis socialistes d'Europe, c'est-à-dire pour en finir avec le régime putréfié fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui est seul à même de réaliser à la fois l'unité des nations et l'unité entre les nations.

LE COMBAT POUR L'UNITÉ DU PROLÉTARIAT D'EST EN OUEST

La perspective des "Etats-Unis socialistes d'Europe" se traduit dans le combat immédiat pour forger l'unité du prolétariat d'est en ouest, combattant pour défendre chacune de ses conquêtes, chacune des ses institutions, chacune de ses organisations.

Et l'unité de ce combat révolutionnaire prolétarien a pour base, aujourd'hui, la défense des organisations ouvrières, ce qui veut dire, répétons-le, leur indépendance vis-à-vis des institutions de l'Union européenne. Celui qui veut combattre demain pour un régime social débarrassé de l'exploitation de l'homme par l'homme, celui qui met à son ordre du jour l'ambitieux objectif de réaliser les Etats-Unis socialistes de toute l'Europe d'est en ouest

doit d'abord faire montre de sa capacité à combattre dans chaque pays pour la défense des organisations et des institutions qui ont constitué la classe ouvrière sur le Vieux Continent depuis un siècle, un siècle et demi, voire davantage.

Dans les articles publiés dans ce dossier, on mesure à quel point ce mouvement est en profondeur le mouvement de tout le prolétariat européen, dans la diversité des situations nationales.

Ces militants ouvriers allemands, qui disent : nous voulons nous réapproprier le vieux SPD. Ces militants syndicalistes délégués élus du Labour Party, qui combattent contre la tentative de Blair de le transformer en instrument de la classe adverse. Ces masses espagnoles, qui ont saisi le vote pour Zapatero et le Parti socialiste ouvrier espagnol comme instrument de défense et de reconquête de la paix et de la démocratie. Ces masses, qui, en France, cherchent, à travers la défense de leurs organisations, à préserver la plus grande conquête révolutionnaire de l'après-guerre, le régime de Sécurité sociale. Ces travailleurs et militants, qui, en Ukraine, en Pologne, combattent contre les conséquences désastreuses des privatisations et cherchent à préserver les segments de propriété sociale. Ces travailleurs et militants flamands et wallons, qui agissent dans l'unité pour préserver l'unité de la centrale syndicale FGTB comme expression de toute la classe ouvrière. Ces militants, qui, à travers la défense des conquêtes de la Constituante au Portugal, cherchent à préserver les segments de démocratie inscrits dans la Constitution de 1974. Ces travailleurs et militants, qui, à travers l'Union syndicale suisse et le Parti socialiste suisse, cherchent à préserver l'indépendance des organisations qui constituent la classe ouvrière suisse comme classe.

Tous ces travailleurs, ces militants, toutes ces organisations, dans la diversité des situations nationales d'est en ouest et du nord au sud de toute l'Europe, c'est le mouvement de la classe ouvrière qui ne veut pas se laisser démembrer, disloquer. C'est le mouvement de la classe ouvrière, qui cher-

che, à travers la défense de ses organisations et institutions, à se préserver comme classe.

Le *Programme de transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale, assigne comme tâche à la IV^e Internationale et à ses sections de combattre pour le front unique. En toutes circonstances, a-t-il établi, nous exigeons des organisations qui se réclament de la classe ouvrière qu'elles rompent le lien qui les relie au régime de la propriété privée des moyens de production et qu'elles s'engagent sur la voie de la défense des intérêts ouvriers, y compris sous la forme de gouvernements ouvriers et paysans rompant avec la bourgeoisie.

Aujourd'hui, la rupture, c'est la rupture avec l'Union européenne et la CES. Aujourd'hui, la base du front unique et du combat pour le gouvernement ouvrier et paysan sous les formes propres à chaque pays, c'est le combat pour la rupture avec l'Union européenne, la défense et la reconquête de toutes les conquêtes de la classe ouvrière.

Engagées dans ce combat, sous les formes spécifiques qui découlent de la situation nationale et des traditions de la lutte de classe propres à chaque pays, les sections de la IV^e Internationale sont partie prenante du combat par lequel les classes ouvrières cherchent à se préserver comme classe en préservant leurs organisations et institutions.

C'est à travers ce mouvement pratique, qui commence à jeter un pont entre le combat pour la défense des segments issus de la révolution d'Octobre à l'est et les combats de défense des institutions et des organisations issues des processus révolutionnaires du prolétariat à l'ouest, que se constitue l'unité du combat des sections de la IV^e Internationale en Europe, combattant dans chaque pays pour l'indépendance de classe et le gouvernement ouvrier et paysan, et faisant converger ce combat, à l'échelle du continent, pour les Etats-Unis socialistes de toute l'Europe, point d'appui pour la victoire de la révolution mondiale.

Daniel Gluckstein

La LCR et les élections européennes

La LCR s'apprête à participer aux prochaines élections européennes dans la continuité de ce qu'elle a fait au sein du Parlement européen. Rappelons que, de 1998 à 2004, les dirigeants de la LCR ont eu deux élus français au Parlement européen, en commun avec trois élus de Lutte ouvrière. Ces cinq élus "révolutionnaires" ont siégé au Parlement européen dans le groupe de la "Gauche unie européenne", c'est-à-dire le groupe mis en place par les partis staliniens de France, d'Italie et de toute l'Europe.

Dans leurs interventions, durant six ans, ils n'ont en aucune manière mis en cause le cadre du Parlement européen. Pas une seule fois, ils n'ont pris la parole pour dénoncer le caractère illégitime de ce Parlement et des institutions, tout au contraire. Respectueux du Parlement, de son cadre, de son règlement intérieur, ils ont soigneusement et de façon disciplinée voté pour certaines résolutions, contre d'autres, se sont abstenus et parfois sur des votes et des combinaisons à des années-lumière d'une politique de défense des intérêts ouvriers (voir l'article d'Olivier Doriane dans ce numéro).

En 2004, LO et LCR récidivent et présentent des listes communes au Parlement européen. Il ne s'agit pas de savoir ici s'il est légitime ou pas de se présenter au Parlement européen, ce qui, comme toute élection, pour des marxistes, est une question purement tactique (lire dans ce numéro la note du CCI, section française de la IV^e Internationale, sur cette question).

En revanche, il est intéressant de regarder sur quelle ligne les pablistes français se présentent. La résolution de la direction nationale de la LCR des 3 et 4 avril 2004 concernant les élections européennes indique :

"Ces élections européennes représentent le prochain grand test national. Elles arrivent très vite après les régionales, dans une situation de crise nationale et de modifications européennes produites par le résultat des élections espagnoles. Le contexte est donc plus favorable à une écoute supérieure et à une participation plus forte, alors même que ce scrutin pour une assemblée dotée de peu de pouvoirs mobilise peu, traditionnellement, les électeurs."

A nouveau, la LCR regrette que le Parlement européen ait peu de pouvoirs. Mais s'il en avait plus, ce serait plus de pouvoirs de détruire, plus de pouvoirs de démanteler les droits et les garanties de la classe ouvrière, de disloquer les nations !

Sur quelle ligne, donc, la LCR doit-elle se présenter ? La résolution précise :

"Il s'agit, dans le cadre de l'accord LCR-LO (...), en défendant des perspectives clairement anticapitalistes, internationalistes, à l'échelle européenne et nationale..."

Fort bien. On suppose que s'il s'agit d'une perspective clairement (sic !) anticapitaliste et internationaliste, cela passe "clairement" par le démantèlement des institutions de l'Union européenne, qui sont "clairement" capitalistes et anti-internationalistes (car l'internationalisme, c'est l'égalité entre des nations souveraines, qui coopèrent librement et fraternellement, tandis que le supranationalisme de l'Union européenne, c'est la destruction des nations) ? Que nenni ! La résolution poursuit :

"Appliquer un programme d'urgence social et démocratique, c'est s'engager dans la mobilisation des classes populaires pour construire une autre Europe."

Construire une autre Europe dans le cadre de l'Europe de Maastricht, dans le cadre du Parlement européen ? Les dirigeants pablistes précisent :

"Cela nécessite une rupture de fond avec la logique capitaliste de la construction européenne."

Ce langage est très radical. Mais il est aussi très... imprécis. "Une rupture de fond" ? Qu'est-ce que cela veut dire ? "Avec la logique capitaliste" ? Qu'est-ce qu'une logique capitaliste ? "De la construction européenne" ? Qu'est-ce que la construction européenne ? On remarquera que les dirigeants pablistes enfilent ici une série d'abstractions les unes aux autres comme on enfle des perles pour faire un collier. Mais ce que les dirigeants pablistes ne disent pas, c'est : abrogation des institutions réactionnaires de l'Europe de Maastricht, abrogation du Parlement européen, abrogation des directives. Mais pourquoi ne le disent-ils pas ? Tout simplement parce qu'ils sont dans le cadre de ces institutions... et entendent bien y rester.

Certes, ils écrivent dans leur résolution :

"Un gouvernement réellement au service des travailleurs, s'appuyant sur leur mobilisation et leur organisation, ne peut satisfaire les besoins de la population sans au préalable exiger une rupture dans la construction européenne. Pas de politique anticapitaliste sans rupture avec l'Europe de Maastricht."

Ils écrivent également :

"Contre l'Europe capitaliste et les traités qui l'organisent, nous défendons la perspective d'une Europe sociale et démocratique, Europe des travailleurs et des peuples."

“Rupture avec l’Europe de Maastricht” ? C’est une formulation que les pablistes nous ont empruntée, car, jusqu’à un passé récent, ils l’évitaient soigneusement. On ne peut que s’en féliciter. “Europe des travailleurs et des peuples” ? C’est le titre des listes présentées par le Parti des travailleurs aux élections européennes de 1994. Là encore, c’est un emprunt dont on ne peut que se féliciter.

Mais quel est le contenu réel de la rupture avec Maastricht et du combat pour l’Europe des travailleurs et des peuples ? Si c’est l’abrogation du traité de Maastricht, la rupture avec le Parlement, la dénonciation de ses institutions, il faut le dire. Si c’est la dénonciation de toutes les politiques dites d’harmonisation européenne, qui ont comme seule fonction de détruire les droits et les garanties arrachés par les travailleurs dans chaque pays, il faut le dire.

Mais cela, les dirigeants de la LCR s’y refusent. La résolution dit : “*Dans le cadre de la profession de foi avec LO, nous défendons les axes suivants en gardant une priorité sur les thèmes sociaux*”, et parmi les axes, nous trouvons : “*la construction de services publics européens*”, “*l’unification par le haut des législations sociales : un SMIC européen, un statut unifié du travailleur en Europe comprenant l’ensemble des protections sociales*”. C’est exactement le cadre des directives européennes ! C’est toute la politique des directives européennes mises en œuvre en particulier avec la CES, qui consiste, au nom de l’harmonisation sociale européenne, à détruire les droits et garanties arrachés par les travailleurs dans chaque pays !

D’un côté, des phrases radicales... De l’autre, la contribution à une “harmonisation sociale par le haut” qui n’est autre que la politique très officielle par laquelle l’Union européenne détruit tous les droits ouvriers.

La LCR ajoute :

« *Pour sa part, la LCR développera son combat pour une autre Europe, son refus de la “Constitution Giscard”, son exigence que les peuples d’Europe décident.* »

Certes, certes. Mais on ne peut que s’étonner de ne trouver dans le “*protocole d’accord LO-LCR pour la présentation de listes communes aux élections régionales et européennes*” ni les mots “*traité de Maastricht*”, ni “*Parlement européen*”. Il y a un programme pour les jours de fête — la résolution de la direction nationale de la LCR —, mais, dans le protocole d’accord LO-LCR, il n’y a ni la condamnation du traité de Maastricht, ni celle du Parlement européen, ni la moindre autocritique sur le fait que les députés LO-LCR ont siégé pendant six ans sans dire le moindre mot contre l’illégitimité de ce prétendu Parlement européen. Il y a finalement une dénonciation très radicale, et, dans la vie de tous les jours, la participation disciplinée et zélée aux institutions réactionnaires du Parlement de Bruxelles.

Au bout du compte, la LCR précise, à propos de la Constitution européenne :

“*En France, nous mettrons tout en œuvre pour exiger la tenue d’un référendum.*”

Il est juste d’exiger un référendum contre la Constitution européenne. Mais comment comprendre que l’appel à un référendum sur la Constitution européenne signé par la LCR avec le Parti socialiste, le Parti communiste, etc., comprenne la phrase suivante :

“*Les opinions peuvent diverger sur les rôles et mérites respectifs de la Convention pour l’avenir de l’Europe et de la CIG (conférence intergouvernementale — NDLR) dans l’élaboration de ce texte. Il reste que la légitimité du futur traité serait très gravement compromise en France si n’était pas respectée une règle démocratique : sa ratification par référendum.*”

Il faudrait exiger un référendum... pour donner plus de légitimité à la prochaine “Constitution” européenne ? Allons donc !

Sur la campagne internationale de signatures de la lettre ouverte aux militants du Secrétariat unifié

Par Jean-Pierre Raffi

Il y a un mois, des militants et responsables de la IV^e Internationale de différents pays prenaient l'initiative d'une lettre ouverte aux militants du Secrétariat unifié (SU). A l'origine : la politique réactionnaire mise en œuvre au Brésil par le ministre Rossetto, ministre de la Réforme agraire, membre du courant Démocratie socialiste (DS) du Parti des travailleurs, qui regroupe au Brésil les partisans du SU.

Non seulement le Secrétariat unifié, mais toutes les organisations qui le composent et toutes celles qui gravitent d'une manière ou d'une autre autour de lui, et qui font partie des forums sociaux mondiaux, européens, de l'enseignement, etc., ont cette même caractéristique : tous couvrent d'un silence pudique le fait qu'un ministre du gouvernement brésilien, et non des moindres, celui de la Réforme agraire, est membre du SU ! Pourquoi cette soudaine "modestie" ? Tous omettent prudemment

de parler de Rossetto. Lutte ouvrière en France, le Socialist Workers Party (SWP) en Grande-Bretagne, le Parti socialiste des travailleurs unifié (PSTU) au Brésil... préfèrent visiblement "oublier" Rossetto. C'est pourquoi cette lettre est un instrument de clarification vis-à-vis également des militants qui subissent l'influence de ces groupes centristes ou qui y appartiennent.

Un mois après la publication de cette lettre ouverte, où en sommes-nous ?

**AU BRÉSIL, LE MINISTRE ROSSETTO
POURSUIT ET AGGRAVE
UNE POLITIQUE QUI SE HEURTE
FRONTALEMENT AUX SANS-TERRE**

Une politique que vient de dénoncer publiquement le syndicat de l'Institut natio-

nal de colonisation et de réforme agraire (INCRA), organisme placé sous l'autorité du ministre lui-même.

La Confédération nationale des syndicats des agents de l'INCRA (CNASI), qui représente environ 5 300 fonctionnaires, vient en effet de publier une sévère mise en cause du ministre Rossetto.

La confédération affirme que l'actuel modèle de réforme agraire

“a pour fonction tactique de ne pas affecter la base de soutien à la politique du gouvernement, incluant des forces conservatrices et favorables au maintien du régime actuel de propriété foncière”.

“Les problèmes viennent du début même de la gestion du nouveau ministre, explique José Vaz Parente, président de la CNASI, fonctionnaire de l'INCRA. Les changements sont insignifiants et bien en dessous de ce qu'il faudrait.”

Fait aggravant : le nombre de paysans sans terre assassinés par des tueurs à la solde des grands propriétaires fonciers a augmenté au cours de cette première année du ministre Rossetto.

La CNASI accuse en outre le ministre de vouloir “disqualifier” le besoin de renforcement de l'INCRA, alors qu'il faudrait, selon elle, doubler le nombre de fonctionnaires pour répondre aux besoins urgents. Caractérisant l'attitude du ministre comme “au minimum immature par rapport à la charge qu'il occupe”, la note syndicale déclare que les quinze premiers mois du gouvernement Lula ont révélé une “succession d'équivoques et de contradictions”, qui entraînent un “démantèlement” et une “dénaturation” de l'INCRA, organisme subordonné au ministère du Développement agraire.

La CNASI voit l'année 2003 comme une année “tragique” pour la réforme agraire. Une année où à peine 36 000 familles auront reçu une terre (moins que sous le gouvernement précédent, de centre-droit, qui déclarait ouvertement son hostilité à la réforme agraire), sur les 120 000 réclamées comme minimum par le MST et les 60 000 promises par Lula.

Dans ces circonstances, le Mouvement des travailleurs sans terre (MST) vient de déclarer qu'il mettait fin à la trêve qu'il avait accordée il y a quelques mois au ministre et qu'il reprenait les occupations

de terres. Une nouvelle vague d'occupations a aussitôt commencé.

Le 28 mars, 23 occupations engageant quelque 7 442 familles ont eu lieu dans les États de São Paulo, Pernambuco, Minas Gerais, Rio de Janeiro, Espiritu Santos, Paraíba, Mato Grosso do Sul, Bahia, Rio Grande do Sul, Ceara, Alagoas et Piauí.

UN AN POUR S'EN RENDRE COMPTE !

Dans l'hebdomadaire Rouge, de la LCR en France (1^{er} avril), Sabado, l'un des dirigeants du SU, découvre ce qu'il appelle les “espoirs trahis” au Brésil.

“Plus d'une année après son arrivée au pouvoir, le bilan du gouvernement Lula est globalement négatif pour les classes populaires”,

écrit aujourd'hui Sabado.

Un an pour s'en rendre compte ! Une année durant laquelle il y a eu : d'abord, la nomination d'un directeur mondial de la Boston Bank à la tête de la Banque centrale, garant de la poursuite de la politique économique et monétaire dictée par le FMI, et celle d'un ministre de l'Agriculture grand propriétaire foncier, d'un ministre de l'Industrie venu directement de la FIESP (la puissante fédération patronale de l'Etat de São Paulo) ; puis, en juillet-août, la grande grève des fonctionnaires contre la “réforme” détruisant leur système de retraites (Previdencia) ; puis l'expulsion des quatre parlementaires du PT qui ont voté contre cette réforme assassine ; puis le renouvellement de l'accord avec le FMI et l'entrée en force dans le gouvernement du PMDB (parti bourgeois contre lequel les travailleurs et le PT lui-même se sont toujours battus) ; une année qui a vu le nombre de chômeurs augmenter de façon vertigineuse (10 millions officiellement), là où le gouvernement Lula promettait 10 millions de nouveaux postes de travail...

Et durant toute cette même année, les sans-terre ont vu se dresser contre eux le gouvernement qu'ils avaient élu pour qu'enfin soit engagée la réforme agraire ; pour qu'enfin leur soit distribuée la terre qu'ils attendent depuis des années et des années. Une année pendant laquelle ils se sont heurtés au gouvernement, et plus parti-

culièrement au ministre de la Réforme agraire, Miguel Rossetto, réclamant en vain l'attribution d'un lopin de terre qui leur permettrait de vivre et de faire vivre leur famille. Et durant toute cette année, le nombre d'assassinats de sans-terre par les hommes de main des grands propriétaires fonciers a été plus important que l'année précédente (63 militants sont tombés sous les balles des tueurs durant ces douze mois où Miguel Rossetto était ministre, 51 l'an dernier — chiffre déjà épouvantable — sous Cardoso, qui se déclarait farouchement "opposé à une réforme agraire radicale").

Sabado, dont l'un des camarades est au gouvernement du Brésil, s'en rend compte aujourd'hui. Mieux vaut tard que jamais, dira-t-on. Mais quand même ! Mais poursuivons. Sabado explique :

"L'opposition des propriétaires fonciers et les restrictions budgétaires gouvernementales ne permettent pas le déploiement d'une véritable réforme agraire, avec non seulement l'occupation des terres, mais aussi l'installation d'une infrastructure adéquate (électricité, eau, machines, techniques). Ces problèmes ont d'ailleurs été soulevés de nombreuses fois par Miguel Rossetto, ministre de la Réforme agraire."

Donc, si l'on comprend bien, son camarade ministre Rossetto fait ce qu'il peut.

Et puisque, au sein du gouvernement, il se bat contre "l'opposition des propriétaires fonciers", qu'il continue !

Mais... et les soixante-trois sans-terre assassinés ? Et les quatre fonctionnaires du ministère du Travail assassinés eux aussi, alors qu'ils enquêtaient sur le travail esclavagiste dans les grandes propriétés agraires du centre du pays ? Les propriétaires fonciers continuent à tuer en toute impunité, et que fait Miguel Rossetto, le camarade-ministre de Sabado-Krivine et Besancenot ?

Quoi de plus répugnant que ce ministre se déclarant "trotskyste", refusant la terre aux paysans et laissant les grands propriétaires massacrer sauvagement tous ceux qui s'opposent à eux ? Poursuivons la lecture de l'article de Sabado.

"Bâtir (une) alternative en lien avec les mouvements sociaux ne peut aujourd'hui s'accommoder de la participation à ce gouvernement néolibéral. Comment défendre les positions de la Démocratie socialiste (DS : courant du Secrétariat unifié au sein du PT — NDLR) et participer à

un gouvernement qui s'y oppose, point par point ?"

Mais c'est précisément ce que fait pourtant Rossetto ! Pourquoi Sabado ne le dit-il pas ? Pourquoi ne dit-il pas franchement : la politique de Rossetto, opposée "point par point" aux exigences des sans-terre, est réactionnaire et inacceptable ? Qu'attend-il ?

Le double langage se porte de toute évidence très bien au SU, à la LCR et chez leurs amis brésiliens de Démocratie socialiste.

La suite en fournit une illustration supplémentaire :

« La question de l'avenir du PT est posée. Comme l'indique la DS, la gauche du PT n'entend pas abandonner l'héritage et la légitimité du parti à la direction du "new PT" de Lula et de Dirceu »,

déclare Sabado. Mais, plus loin :

"D'autres, comme Heloisa Helena, sénatrice de l'Etat d'Alagoas, militante de la tendance Démocratie socialiste et récemment exclue du PT, se sont d'ores et déjà engagés dans la construction d'un nouveau parti. Un dialogue entre ces deux options est nécessaire (...)."

Autrement-dit : dedans, ou dehors... mais toujours avec Rossetto ! Et donc, "dedans" et "dehors" sur une politique qui conduit à la destruction du PT.

Comme le souligne la conclusion de la lettre ouverte :

"Les faits qui sont rapportés dans cette lettre ouverte sont incontestables. C'est pourquoi nous la portons à la connaissance des militants et des travailleurs, à qui nous proposons de la contresigner. Cela afin qu'il soit réaffirmé, quelles que soient les divergences politiques avec le Secrétariat unifié, qu'au Brésil comme partout dans le monde, sur tous les continents, l'amélioration des conditions de vie des masses laborieuses des villes et des campagnes n'est possible que sur la voie de la rupture politique avec les exploités et les oppresseurs, qui, comme Rodrigues, siègent dans les gouvernements."

OÙ EN EST-ON DE LA SIGNATURE DE CETTE LETTRE ?

Aux Etats-Unis, nos camarades mènent une véritable campagne systématique de

discussions et de signatures. A cette date, la lettre ouverte a été adressée à plus d'une centaine de militants des diverses organisations issues du SWP des Etats-Unis et signée par une vingtaine d'entre eux. L'article d'Alan Benjamin publié dans le dernier numéro de *La Vérité* souligne la place centrale qu'a tenue le SWP dans l'histoire de la IV^e Internationale, une place dont la section américaine, Socialist Organizer, revendique aujourd'hui, à juste titre, la continuité. L'attachement de nos camarades à mener cette campagne sur la lettre ouverte est au centre du combat pour cette continuité aux Etats-Unis.

Continuité qui s'exprime parfaitement dans les réflexions faites par ces militants de courants divers, qui signent la lettre. Citons en quelques-uns.

Un militant du mouvement trotskyste américain depuis plus de 40 ans (membre du SWP, puis de Socialist Action, et SWO), ancien responsable syndical, tient à préciser : *“Je tiens à signer de mon nom cette lettre ouverte.”*

L'une des fondatrices du SWP, qui a rejoint en 1936 les rangs de l'organisation des jeunesses socialistes des Etats-Unis, Young People's Socialist League, et qui est entrée à l'époque avec les trotskystes pour combattre dans le PS américain, signe elle aussi cette lettre au SU.

L'un des membres de Solidarity, qui est l'organisation officielle du SU aux Etats-Unis, déclare en donnant sa signature que son organisation n'étant pas une organisation démocratiquement centralisée, il avait le droit d'exprimer publiquement son sentiment à l'égard de l'affaire Rossetto. Cette signature marque l'impact que la campagne peut avoir au sein des organisations du SU.

Ce militant est en effet le responsable de la coordination new-yorkaise de USLAW et joue un rôle dans différents regroupements politiques impulsés par l'organisation du SU, même s'il est critique à leur égard. Il a non seulement signé, mais fait circuler largement la lettre, montrant qu'il tient véritablement à développer la discussion autour de Rossetto.

Un militant de Peace and Freedom Party (Santa Cruz, Californie). Il s'agit d'un ancien membre du SWP et de Socialist Action. Nous avons organisé une campagne pour le défendre lorsqu'il avait été

arrêté et frappé par la police. Il travaille étroitement avec Socialist Action, organisation issue de la crise du SWP.

Autres signatures encore : celles d'un syndicaliste enseignant (Cleveland, Ohio), qui a toujours été autour du SWP, puis de Socialist Action ; d'un journaliste indépendant de Chicago, qui a été rédacteur en chef adjoint de *Socialist Action* et faisait partie de la tendance de Nat Weinstein dans le SWP. Il a quitté Socialist Action, mais continue à écrire dans le journal de cette organisation.

Un autre accord extrêmement important est celui de l'un des responsables du Local 10 (San Francisco) du syndicat des dockers, qui a été à un moment membre du groupe Spartacist. Il est aujourd'hui l'un de ceux qui ont pris l'initiative de l'appel *“Pour une marche des travailleurs pour leurs revendications”*. Sa signature était accompagnée de la lettre suivante :

« En dépit de mes divergences avec (Socialist Organizer) sur la question du rôle de la bureaucratie syndicale, de votre attitude à l'égard de l'OIT et du gouvernement de front populaire, je considère qu'il est infâme que Miguel Rossetto se proclame “trotskyste” et soit soutenu par le SU, qui se présente publiquement comme “trotskyste” alors qu'il participe au gouvernement de front populaire brésilien du PT, mettant en œuvre une politique capitaliste contre la classe ouvrière et la paysannerie. Ce scandale doit être dévoilé. C'est pourquoi je joins mon nom à votre lettre ouverte. »

Signent également deux militants du SWP des années 1940, qui soutiennent Socialist Organizer. Un producteur, à Chicago, qui intervient activement pour soutenir Socialist Organizer. L'un des organisateurs de la conférence pour la défense de l'enseignement public et contre la guerre.

Enfin, cette campagne menée par nos camarades américains a entraîné d'autres signatures.

Au Canada, par exemple, celle d'un déserteur américain installé à Toronto depuis la guerre du Vietnam, ancien membre du groupe canadien de la IV^e Internationale, et qui, aujourd'hui, maintient les liens avec nos camarades aux Etats-Unis.

En Australie, la signature d'un ancien membre du groupe du SU. Il a reçu les

documents de la IV^e Internationale et de l'Entente par Internet, et, maintenant, il reproduit et distribue le bulletin de l'Entente, *La Lettre d'Informations internationales*, à tous ses contacts de Green-Left Weekly, le regroupement dont il fait partie.

En Ukraine, dix militants ouvriers ont signé la lettre ouverte. Un militant révolutionnaire en **Tunisie** l'a signée également.

En Turquie, l'un des responsables de la Ligue ouvrière marxiste, organisation qui revendique la continuité du combat du trotskysme dans ce pays, qui a établi récemment des contacts avec nous, a signé la lettre.

En Espagne, signalons notamment la signature de plusieurs militants de la Gauche unie (IU, coalition électorale du PC espagnol dans laquelle les pablistes sont intégrés).

Deux signatures en **Grande-Bretagne**, dont John Calderon, vieux militant trotskyste britannique.

Au Sri Lanka, l'un des dirigeants du JVP a signé la lettre.

Au Brésil :

Dans l'Etat de Rio Grande do Sul — d'où est originaire Rossetto, qui a été l'un des principaux promoteurs de la démocratie participative et des forums sociaux —, un dirigeant de la Tendance marxiste du Parti des travailleurs (proche de la DS pabliste) s'est déclaré d'accord avec la lettre et l'a signée.

Nos camarades de *O Trabalho* soulignent :

« *De cette manière, tout un pan de ce groupe resserre ses liens établis avec nous dans le combat au sein du PT pour "se réapproprier le PT fidèle à ses origines".* »

Après avoir réfléchi, un dirigeant du PT, qui hésite entre les pablistes et nous, a signé lui aussi la lettre ouverte, en disant : "*C'est un fait, les raisons de votre critique sont correctes.*" Un membre de la direction nationale de la CUT est lui aussi d'accord, mais il ne signe pas, en disant qu'il y voit encore "*une bagarre de trotskystes*".

Le camarade qui lui présente la lettre ouverte lui demande :

« *Est-ce que la terre aux paysans est une "affaire de trotskystes" ? Est-ce que la poursuite des assassinats de militants du MST est une "affaire de trotskystes" ?*

Nous pensons, au contraire, que cela concerne tout le mouvement ouvrier, c'est pourquoi nous te proposons de contresigner cette lettre. »

En recevant la lettre, l'assesseur d'un conseiller municipal de São Paulo fait cette remarque :

"La politique de Rossetto au gouvernement, c'est la même chose que le rôle joué par la DS dans la rencontre du PT de la capitale, où ils ont retiré leur thèse pour appuyer la majorité avec Marta en faveur des alliances avec le PMDB et d'autres partis bourgeois."

A São Paulo, précisément dans cette rencontre du Parti des travailleurs, une militante de la DS pabliste a tenté de se justifier en disant : "*Nous voulons aider les sans-terre et Rossetto aide à leur installation.*" Réponse de notre camarade :

"Oui ou non, Rossetto couvre-t-il la poursuite et l'augmentation des assassinats de sans-terre ? Oui ou non, Rossetto a-t-il durant un an accordé moins de terres que Cardoso n'en avait accordées l'an dernier ? On peut n'être pas d'accord sur plein de choses. Mais peut-on accepter cela ?"

La militante de la DS a admis : "*Il faut discuter davantage de cette situation.*" Elle a de plus acheté le journal et pris la lettre.

Au Ceara, deux autres militants de la DS ont signé la lettre, et la direction de *O Trabalho*, dans la note qui réunit ces premières informations, fait observer que "*des adhésions à la lettre arrivent y compris par mails au siège de OT*".

En France :

La discussion qui s'est menée à la commission jeune nationale (CJN) le 6 mars dernier est reproduite dans *La Lettre de La Vérité*, n° 325. Retenons en cette réflexion :

« Lorsqu'on regarde de plus près chaque obstacle qui se dresse dans notre combat pour aider la jeunesse à se constituer ses propres organisations indépendantes, combien de fois découvre-t-on le bras du SU ? (...) Cette lettre doit nous permettre de déployer le drapeau de la IV^e Internationale en faisant la lumière dans la jeunesse sur le rôle des "sympathiques révolutionnaires" du SU. Il en va de notre construction, sinon, nous leur laissons le champ libre... Cette lettre porte sur un sujet auquel est très sensible tout jeune qui se rangera spontanément du côté des sans-terre, contre les multinationales et les lati-

fundiaires. Et il faut chercher à ouvrir la discussion à partir de là sur la révolution en consommant la rupture avec le pablisme. »

C'est précisément cette rupture qu'ont opérée ces jeunes militants du SU, organisés en fraction "Unité et révolution" de la LCR en France, qui signent publiquement la lettre ouverte à Montpellier. Ils rappellent leur parcours politique depuis leur prise de position publique le 21 avril 2002 contre le vote Chirac et leur présence avec les centaines de milliers de jeunes descendus dans les rues dès le 22 avril, sous une banderole de leur groupe JCR proclamant : "Ni Chirac, ni Le Pen, défendons nos droits", le combat qu'ils ont mené depuis au sein de la LCR et la constitution de leur fraction "Unité et révolution".

Et ils posent cette question :

« Et aujourd'hui, que font Krivine et Bensaid ? Non seulement ils refusent de prendre position, mais ils font déclarer à Olivier Besancenot des choses qui relèvent ni plus ni moins de la duplicité. Ainsi, le 1^{er} mars, sur le "chat" des lecteurs internautes de Libération, à la question posée par un lecteur : "Pourquoi ne faites-vous plus référence à Lula?", Olivier répond : "Je n'y ai jamais fait référence, même si j'étais favorable à l'élection d'un ancien ouvrier métallurgiste de gauche dans un pays comme le Brésil, qui a connu des décennies de dictature. Pour autant, mon modèle tropical, ce sont davantage les paysans sans terre qu'un Lula qui fait bisous-bisous avec le FMI !" »

Mais veut-on cacher que c'est sous le ministère d'un dirigeant de Démocratie socialiste que les sans-terre se font massacrer comme des animaux par les milices armées des grands propriétaires fonciers ?

Veut-on cacher que ce "camarade" ministre, membre d'un gouvernement qui fait "bisous-bisous avec le FMI", prive les centaines de milliers de paysans sans terre affamés du droit à la terre ? »

La discussion qui s'est menée librement a conduit cette fraction de la LCR à décider, dans une assemblée commune avec l'unité départementale du CCI, de fusionner avec le Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs, section française de la IV^e Internationale. Ils s'en expliquent dans une déclaration publique, dont voici un extrait :

"Nous estimons qu'une organisation politique a le droit de mener la politique

qu'elle entend, avec les formes qu'elle estime utiles, du moment qu'elle respecte le droit de quiconque à s'exprimer. Mais nous pensons qu'une organisation doit être honnête envers ceux à qui elle s'adresse : nous refusons que la politique que mène la LCR en France, DS au Brésil, et, plus généralement, le SU dans le monde, puisse se faire au nom de la Quatrième Internationale.

Nous qui avons adhéré à la LCR, nous l'avons fait car nous pensions trouver le chemin qui mène à la révolution, car cette organisation se présentait à nous comme la continuatrice de l'œuvre de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Il est évident que nous avons été trompés et que l'organisation que nous avons construite n'a rien à voir avec le trotskysme et la Quatrième Internationale.

De toutes les organisations, groupes, individus que nous avons rencontrés, de toutes les brochures que nous avons lues au cours des réflexions que nous menions sur le trotskysme et la Quatrième Internationale, en recherchant quelle organisation menait sa politique sur les principes inscrits dans le Programme de transition, nous avons estimé qu'une seule de ces organisations (ou groupes) représentait la Quatrième Internationale : la Quatrième Internationale reproclamée en 1993, celle qui est issue du long combat contre le révisionnisme liquidateur qu'a été le pablisme en 1951-1953, mené notamment par sa section française, le PCI.

Nous savons que le combat qui nous attend sera dur, que les coups et les calomnies de toutes sortes nous attendent. Mais nous savons que l'organisation que nous allons construire est bien la Quatrième Internationale, engagée sur les principes du Programme de transition, sur la méthode du matérialisme dialectique.

Nous lançons un appel à tous nos camarades qui estiment que le SU est encore une organisation que l'on peut qualifier de révolutionnaire : nous restons disponibles pour toutes discussions, en toute fraternité et en toute franchise, sur la situation internationale et les solutions pour aller de l'avant, vers le socialisme.

En avant pour la construction de la Quatrième Internationale, parti mondial de la révolution socialiste !

Montpellier, le 28 mars 2004. "

Jean-Pierre Raffi

VIE DE L'INTERNATIONALE

Nous publions dans cette rubrique :

- Les notes sur les principes du bolchevisme en matière électorale : ces notes ont été publiées par la section française de la IV^e Internationale avant le plénum des 9 et 10 avril, afin de nourrir la discussion concernant la présentation ou non de listes aux élections européennes de juin 2004. Ce plénum a décidé de ne pas trancher cette question, afin de ne pas peser sur la décision du conseil national du Parti des travailleurs, qui devait se réunir la semaine suivante. Depuis, le conseil national du Parti des travailleurs, réuni le 18 avril, a confirmé la nécessité de poursuivre la campagne politique contre l'Union européenne, contre le Parlement européen, contre le projet de "Constitution" européenne, pour la défense de la Sécurité sociale et de tous les acquis sociaux, et a décidé de présenter des listes aux élections européennes.

- Des documents concernant des initiatives politiques dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples :

- Guadeloupe : des extraits de la résolution du 20 mars 2004 adoptée par l'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe pour la défense du droit du peuple haïtien à disposer de lui-même ;

- Brésil : la pétition contre l'envoi de troupes en Haïti adressée au président Lula ;

- Afrique : l'appel d'urgence du Comité de préparation de la conférence des organisations de travailleurs pour la paix, pour dire : "*Non à la guerre en Côte-d'Ivoire !*" ;

- Bangladesh : la déclaration finale de la conférence nationale de Chittagong pour "*sauver Chittagong, sauver le pays*".

Notes sur les principes du bolchevisme en matière électorale

Le plénum du CCI est convoqué les 9 et 10 avril, une semaine avant le conseil national du Parti des travailleurs, dont le principal point à l'ordre du jour est notre attitude vis-à-vis des élections européennes.

Pour que le plénum puisse valablement discuter de cette question, il semble utile de livrer de manière préparatoire ces notes sur les traditions qui sont les nôtres, celles du bolchevisme, en matière d'élections, et, en particulier, concernant la question : dans quelles conditions est-il opportun de participer aux élections ou, au contraire, d'appeler au boycott des élections ?

Pour nourrir cette discussion, il nous a semblé utile de revenir sur la manière dont Lénine abordera ces questions entre 1905 et 1917, et la manière dont il répondra de façon extrêmement variable, appelant tantôt à participer aux élections, tantôt à les boycotter, mais en fonction d'une méthode, qui, elle, restera constante.

Il semble utile, dans le cadre de l'armement de la section française de la IV^e Internationale, de réfléchir à partir de cette expérience historique, afin de s'approprier la méthode du bolchevisme et de l'appliquer à la situation à laquelle nous allons être confrontés en juin 2004.

Lénine et le boycott de la "Douma de Boulyguine"

En pleine révolution de 1905, la commission Boulyguine, créée par un oukase du tsar le 18 février (3 mars) 1905, est chargée de préparer le texte d'une loi portant convocation d'une Douma d'Etat. Le texte précise qu'il ne faut pas porter atteinte aux lois existantes. Le manifeste impérial publié au mois d'août avec la loi portant création de la Douma d'Etat fixe que seuls les propriétaires fonciers, les capitalistes, un petit nombre d'exploitants agricoles ont le droit de vote.

Les bolcheviks engagent alors les ouvriers et les paysans à boycotter la Douma de Boulyguine, tandis que les mencheviks estiment possible de participer aux élections. Les bolcheviks profitent de la campagne pour le boycottage pour mobiliser toutes les forces révolutionnaires et organiser des grèves politiques de masse.

L'élection n'a finalement pas eu lieu, balayée par la montée de la révolution et la grève politique d'octobre 1905.

Dans un article intitulé "*Le boycottage de la Douma de Boulyguine et l'insurrection*" (août 1905), Lénine rappelle le caractère antidémocratique de la Douma. Mais de cela, il ne tire aucune conclusion pratique. Car, comme il le précisera à de nombreuses reprises, du caractère antidémocratique d'institutions, on peut déduire des tactiques les plus diverses. Ce qui va régler la position des bolcheviks en faveur du boycott, c'est, d'une part, la prise de position en faveur du processus révolutionnaire de 1905, et, d'autre part, une autre question tactique, qui s'inscrit dans un contexte précis.

Rappelons que nous sommes en 1905. La Russie est un pays arriéré, qui n'a pas connu de révolution démocratique bourgeoise du type Révolution française en 1789-1793. Le régime tsariste est largement

un régime autocratique du type monarchie d'Ancien Régime. La révolution de 1905 voit d'ailleurs se dresser à la fois les segments de la bourgeoisie éclairée contre l'autocratie, et la classe ouvrière. Il y a donc plusieurs forces sociales en présence : la monarchie et l'autocratie tsariste autour d'elle, la noblesse, la bourgeoisie, qui se subordonne au tsar, mais qui en même temps voudrait bien pouvoir prendre les rênes du pays entre ses mains et connaître un développement capitaliste comparable à celui des grands pays capitalistes d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique ; la classe ouvrière, naissante mais déjà organisée, et la masse de la paysannerie.

C'est dans ce contexte que Lénine explique :

« La position politique de la bourgeoisie est au fond la suivante : située entre le tsar et le peuple, elle voudrait jouer le rôle d'un honnête courtier et utiliser le peuple combattant pour se faufiler au pouvoir. C'est pourquoi la bourgeoisie s'adresse aujourd'hui au tsar, demain au peuple, au premier pour lui faire des propositions "sérieuses et constructives" de tripotage politique, au second avec des phrases creuses sur les libertés. »

Et Lénine de préciser :

« Nous avons intérêt à ce que la bourgeoisie s'adresse au peuple, car elle aide ainsi à éveiller et à éclairer la conscience politique d'une multitude si énorme et si arriérée qu'il serait utopique de vouloir actuellement la toucher au moyen de la propagande social-démocrate. Que la bourgeoisie secoue les plus arriérés, qu'elle laboure çà et là le sol, nous y sèmerons infatigablement le grain social-démocrate. Partout, en Occident, la bourgeoisie, dans sa lutte contre l'absolutisme, a été obligée d'éveiller la conscience politique du peuple, tout en s'efforçant de

semer dans la classe ouvrière le grain des théories bourgeoises. A nous de profiter de son œuvre destructrice à l'égard de l'autocratie et d'éclairer sans relâche la classe ouvrière sur ses objectifs socialistes, sur l'antagonisme irréductible de ses intérêts et de ceux de la bourgeoisie.

Il s'ensuit évidemment que notre tactique actuelle doit être d'abord de soutenir l'idée du boycottage. Ce boycottage est par lui-même une question intérieure de la démocratie bourgeoise. La classe ouvrière n'y est pas directement intéressée ; mais elle a un intérêt certain à soutenir la fraction de la démocratie bourgeoise qui est la plus révolutionnaire, elle a intérêt à étendre et à aggraver le climat d'agitation politique. »

Il y a donc dans cette décision de boycott de la Douma de Boulyguine une appréciation tactique en rapport avec les différenciations entre les classes sociales au sein même de la Russie de 1905.

Dans les conditions où la révolution bourgeoise n'a pas été accomplie, il est nécessaire qu'il y ait une certaine division des tâches entre la social-démocratie révolutionnaire, les bolcheviks, qui, en toute indépendance, mènent leur propagande contre la Douma, et la démocratie bourgeoise, qui, à sa façon, est plus à même d'utiliser le cadre frelaté de la Douma Boulyguine pour mener une agitation dont, objectivement, Lénine considère qu'elle converge avec celle du parti prolétarien.

C'est donc une question tactique en rapport avec une phase ascendante du mouvement de la classe ouvrière.

Lénine précise :

“Nous devons faire tous nos efforts pour que le boycottage nous apporte un profit réel, à savoir le développement en largeur et en profondeur de notre agitation, pour qu'il ne se réduise pas à un simple désintéressement passif des élections.”

Il insiste :

“Le boycottage actif doit comporter le décuplement de notre agitation, l'organisation de réunions, partout où c'est possible, l'utilisation des réunions électORALES (...), la mise sur pied de manifestations, de grèves politiques, etc.”

Et de préciser encore :

« Le “boycottage actif”, c'est l'incitation, l'agitation, le recrutement, l'organisation des forces révolutionnaires. »

LÉNINE ET LE BOYCOTT DE LA PREMIÈRE DOUMA

Le 11 (24) décembre 1905, une loi sur les élections à la Douma d'Etat est promulguée comme une concession accordée aux ouvriers par le gouvernement tsariste. Nous sommes en pleine période de mobilisation révolutionnaire à Moscou. A la différence du projet de Boulyguine, la loi prévoit la convocation d'une Douma législative avec une curie ouvrière. Bien sûr, la représentation entre les classes sociales n'est pas égale : une voix de propriétaire foncier vaut trois voix de la bourgeoisie, 15 voix payannes et 45 voix ouvrières.

Dans un texte intitulé *“Faut-il boycotter la Douma d'Etat ?”* (janvier 1906), Lénine précise le contexte de la discussion :

“Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie est en train de s'unifier. Ses deux moitiés fusionnent et préparent le congrès d'unification du parti... Cependant, entre les deux moitiés du parti, il subsiste encore un désaccord à propos de la Douma d'Etat. Tous les membres du parti doivent avoir une vue claire de cette question, afin d'élire en toute conscience les délégués au congrès commun, afin de trancher le débat comme le veulent tous les membres du parti (...). Bolcheviks et mencheviks sont d'accord sur ce point : la Douma actuelle est un piteux simulacre de la représentation populaire, il faut lutter contre cette duperie (...) pour obtenir la convocation d'une Assemblée constituante librement élue par tout le peuple.”

Le litige porte seulement sur la tactique à adopter à l'égard de la Douma. Les mencheviks disent : notre parti doit prendre part à l'élection des délégués et des grands électeurs. Les bolcheviks disent : il faut boycotter activement la Douma.”

Il est intéressant de constater qu'en pleine période d'unification, le désaccord sur la question de la Douma apparaît comme tactique. Dès lors qu'il y a accord sur le caractère réactionnaire des institutions et sur la nécessité de les combattre, la divergence tactique — faut-il participer à la mise en place de la première Douma ou la boycotter — ne saurait à elle seule remettre en cause le processus de fusion.

Les bolcheviks sont alors partisans du boycott. Lénine précise :

“Que signifie boycotter activement la Douma ? (...) Le boycottage actif signifie non pas simplement se tenir à l'écart des élections, mais utiliser largement les réunions électorales pour la propagande et l'organisation de la social-démocratie.

Pourquoi refusons-nous de participer aux élections ? (...) Nous ne pouvons maintenant tirer des élections aucun avantage pour le parti. La liberté de propagande est inexistante. Le parti de la classe ouvrière est pourchassé. On arrête sans jugement ses militants, ses journaux sont fermés, ses réunions interdites. Le parti ne peut, à l'occasion des élections, déployer légalement son drapeau, il ne peut présenter ouvertement ses candidats au peuple sans les livrer à la police.”

Le POSDR étant en période d'unification, Lénine insiste sur le fait qu'il faut *“accélérer par tous les moyens la convocation”* du congrès d'unification, et, dans ce processus,

“contribuer de la façon la plus énergique à ce que tous les membres du parti se fassent une idée, une conception claire de la différence des tactiques concernant la participation à la Douma, que tous les membres du parti, en pleine connaissance de cause, et ayant pesé entièrement les arguments de l'une et l'autre partie, fassent consciemment et non au hasard leur choix des délégués au congrès commun, qui unifiera tout le parti et qui unifiera notre tactique”.

Le fait qu'il s'agisse d'une discussion d'ordre tactique n'enlève rien à la nécessité de la mener pleinement et démocratiquement. D'où cette insistance de Lénine sur la discussion pleine et entière de tous les membres du parti, afin de définir la tactique la mieux adaptée.

Dans un texte de mars 1906 intitulé *“La révolution russe et les tâches du prolétariat”*, Lénine pose le débat en ces termes :

“Quelle est la situation de la révolution démocratique en Russie : est-elle écrasée ou traversons-nous seulement une accalmie provisoire ? L'insurrection de décembre a-t-elle été le point culminant de la révolution et glissons-nous maintenant irrésistiblement vers un régime constitutionnel (...) ? Ou bien le mouvement révolutionnaire dans son ensemble va-t-il non pas vers son déclin, mais continue-t-il à s'élever, préparant une nouvelle explosion, regroupant de nouvelles forces au cours de l'accalmie, promettant, après l'échec de la première insurrection, un second soulève-

ment, qui aura incomparablement plus de chances de succès que le premier ?

Tels sont les problèmes essentiels qui se posent actuellement aux social-démocrates de Russie. Pour autant que nous sommes fidèles au marxisme, nous ne pouvons ni ne devons échapper, au moyen de phrases générales, à l'analyse des conditions objectives, dont, en fin de compte, la prise en considération donnera une réponse définitive à ces problèmes. Or de cette réponse dépend toute la tactique de la social-démocratie, et nos discussions, par exemple, sur le boycottage de la Douma (...) constituent seulement une toute petite partie de ces grands problèmes.”

Il est clair que la position de Lénine en faveur du boycottage de la première Douma en ce printemps 1906 est en rapport avec la réponse qu'il apporte à la question alternative posée dans ce passage, à savoir que, pour les bolcheviks, après l'insurrection de décembre 1905, la classe ouvrière russe est entrée dans une phase non pas de déclin, mais de préparation d'une nouvelle explosion, de regroupement des forces préparant un second soulèvement, qui a toute chance d'être couronné de succès.

Battus au congrès d'unification par les mencheviks, les bolcheviks sont donc confrontés à la décision du parti unifié de présenter des candidats à la Douma. Dans le congrès, ils soutiennent et font adopter un amendement, qui précise que la participation aux élections, devenue obligatoire, n'est possible qu'à condition que le parti ne constitue pas d'alliance et ne conclue aucun accord avec les autres partis bourgeois démocratiques, en particulier.

Quelques mois plus tard (en mai 1906), Lénine salue la victoire électorale de la social-démocratie à Tiflis, dont il souligne qu'elle s'est faite en application de la décision du congrès. Dans l'article intitulé *“La victoire électorale de la social-démocratie à Tiflis”*, Lénine précise :

“Nos lecteurs savent que nous étions pour le boycottage de la Douma. Nous avons voté au congrès contre la formation d'un groupe parlementaire social-démocrate, pour des considérations qui ont été exposées avec précision dans la résolution publiée (...). Ce n'étaient pas des considérations de principes, mais dictées par la prudence et les conditions pratiques du moment. Mais il va de soi que maintenant, si c'est réellement par les voies du parti que sont entrés à la Douma des social-

démocrates représentant réellement le parti, nous tous, à titre de membres du même parti, nous les aiderons dans la mesure de nos forces à remplir leur difficile tâche.”

Lorsque, trois mois plus tard, la Douma d'Etat est dissoute et que de nouvelles élections sont convoquées pour la deuxième Douma d'Etat, Lénine modifie sa position. Dans un article intitulé “*A propos du boycottage*” (12 août 1906), il écrit :

“Les social-démocrates de l'aile gauche doivent réviser la question du boycottage de la Douma. Il convient de se rappeler que nous avons toujours posé cette question dans la réalité concrète, par rapport à une situation politique déterminée.”

Et Lénine de rappeler “*la principale distinction entre la social-démocratie révolutionnaire et la social-démocratie opportuniste*”, à savoir que “*les opportunistes se bornent à appliquer dans tous les cas des méthodes calquées sur une période toute particulière du socialisme allemand*” et à proclamer justifié en toute circonstance d'utiliser l'arme des élections. Lénine dénonce “*le caractère routinier, anti-historique, de leur argumentation*”, à laquelle il oppose le fait que “*les social-démocrates révolutionnaires axent au contraire la question sur une évaluation circonspecte de la situation politique concrète*”.

Mais, en même temps, Lénine — et c'est une caractéristique de sa méthode — part toujours des faits. Il ajoute :

“Loin de nous la pensée de nier les nouveaux enseignements donnés par la Douma des cadets” (c'est-à-dire la première Douma, qui vient d'être dissoute — NDLR).

Il précise :

“Ce serait du pédantisme que d'hésiter à les reconnaître ouvertement et à en tenir compte. L'histoire a montré que lorsque la Douma se réunit, il y a possibilité de procéder à une agitation utile en son sein et autour d'elle.”

Il précise encore :

« Cela ressemble à un paradoxe, mais telle est sans contester l'ironie de l'histoire (...). L'histoire a démenti implacablement toutes les illusions constitutionnelles et la “foi en la Douma”, mais elle a aussi démontré absolument une certaine utilité, quoique modeste, pour la révolution, de cette institution, en tant que tribune d'agitation. »

Il ajoute :

« Il serait ridicule de fermer les yeux sur la réalité. Le temps est justement venu, pour les social-démocrates révolutionnaires, de cesser le boycottage. Nous ne refuserons pas d'entrer dans la seconde Douma, lorsqu'elle sera (ou “si” elle est) convoquée. Nous ne refuserons pas d'utiliser cette arène de combat, sans toutefois nous en exagérer la portée modeste, mais en la subordonnant entièrement, au contraire, comme nous l'a enseigné l'histoire, à une autre forme de lutte »,

à savoir le combat pour la convocation d'une Assemblée constituante par la voie révolutionnaire, c'est-à-dire par un gouvernement révolutionnaire provisoire. Pas question, pour Lénine, de renoncer au combat pour le renversement total du pouvoir tsariste :

“La campagne en faveur de la Douma est une forme auxiliaire, secondaire, de la lutte, et la forme principale, vu les conditions objectives du moment, c'est toujours l'action révolutionnaire directe des larges masses populaires.”

En réalité, cette position de Lénine intègre le reflux du mouvement révolutionnaire du prolétariat, qui, après la grande vague révolutionnaire de 1905-1906, est en train de s'amorcer au milieu de l'année 1906.

Lénine reviendra à de nombreuses reprises sur cette discussion ; dans un article de novembre 1906, intitulé “*Comment on écrit l'histoire...*”, il écrit : “*Le boycottage a fait beaucoup, mais c'est déjà fini.*”

Pour autant, la campagne de la social-démocratie pour la deuxième Douma a un caractère particulier.

Dans le texte écrit fin octobre 1906 et titré “*La social-démocratie et les accords électoraux*”, Lénine précise :

“Dans la campagne en vue des élections à la Douma, la participation des social-démocrates a un tout autre caractère que la participation des autres partis. Contrairement à ceux-ci, nous estimons que cette campagne n'est pas une fin en soi et qu'elle n'a même pas une importance primordiale. Nous subordonnons cette campagne aux intérêts de la lutte de classe.

Nous donnons à cette campagne comme mot d'ordre, non pas le parlementarisme en vue de réformes parlementaires, mais la lutte révolutionnaire pour l'Assemblée constituante, c'est-à-dire la lutte dans les

formes supérieures qui sont imposées par l'évolution historique des procédés de lutte en ces dernières années."

1907 : LÉNINE "CONTRE LE BOYCOTTAGE"...

Lorsque, au milieu de l'année 1907, la deuxième Douma est dissoute et que se trouve posé le problème de la convocation de la troisième Douma, Lénine consacre un long article à la question, sous le titre : "Contre le boycottage."

L'intérêt de ce long article, c'est que Lénine est amené à revenir sur les conditions du boycottage de la Douma de Boulyguine et de la première Douma d'Etat, et de la lutte contre le boycott pour la deuxième et la troisième. Lénine polémique contre le parti socialiste-révolutionnaire, qui vient, dans un congrès syndical, de prendre position pour le boycottage. Il écrit :

"L'argumentation est construite comme si la nécessité et la légalité d'un moyen de lutte ou d'un mot d'ordre tel que le boycottage résultaient d'elles-mêmes du caractère ultra-réactionnaire de la IIF Douma. Pour un social-démocrate, il est évident que ce raisonnement ne tient pas, car il y manque totalement l'examen des conditions historiques permettant l'application du boycottage. Un social-démocrate à l'optique marxiste ne déduit pas la nécessité d'un boycottage de l'intensité du caractère réactionnaire de l'une ou l'autre institution, mais de l'existence de conditions de lutte particulières en présence desquelles, comme l'a montré récemment la révolution russe, est applicable le moyen original qu'on appelle boycottage. De celui qui raisonne sur le boycottage sans tenir compte de l'expérience vieille de deux ans de notre révolution, sans bien y réfléchir, il convient de dire qu'il a beaucoup oublié et rien appris."

Revenant, pour commencer, sur les conditions du boycottage de la Douma de Boulyguine, Lénine souligne que ce boycottage a été "couronné du succès le plus complet", puisque la Douma ne s'est même pas tenue.

Et Lénine de préciser :

"Le boycottage de la Douma de Boulyguine fut une lutte contre l'aiguillage de notre révolution sur la voie d'une Constitution monarchique."

Lénine introduit une précision à ses yeux essentielle :

"Le boycottage n'est pas une lutte dans le cadre d'une institution donnée, mais contre l'apparition ou, plus largement, la réalisation de ladite institution."

Et Lénine d'ajouter :

"C'est pourquoi celui qui, comme Plekhanov et bien d'autres mencheviks, a lutté contre le boycottage par des considérations générales sur la nécessité pour un marxiste d'utiliser des institutions représentatives, n'a fait montre en cela que d'un doctrinarisme ridicule."

Et Lénine de préciser que s'il est "indiscutable qu'un marxiste se doit d'utiliser des institutions représentatives", il n'en découle pas qu'il doive le faire en toute circonstance.

Lénine insiste :

"Si le boycottage n'est pas une lutte dans le cadre d'une institution donnée, mais contre son introduction, le boycottage de la Douma de Boulyguine fut en outre une lutte contre la mise en application de tout un système d'institutions de type monarcho-institutionnel."

Durant cette phase de montée révolutionnaire de 1905, où il y avait une lutte entre deux voies, d'un côté, la lutte révolutionnaire directe des masses, et, de l'autre, la voie de la Constitution monarchique, il fallait, dit Lénine, "opérer le choix de la voie que la révolution allait emprunter". Et c'est en ce sens que le mot d'ordre de boycottage fut "un mot d'ordre de lutte pour la voie révolutionnaire directe et contre la voie monarcho-constitutionnelle".

Rappelant les différents épisodes de décembre 1905 et des grèves de l'été 1906, Lénine devait souligner :

"Le dessous véritable du boycottage était la lutte, mise à l'ordre du jour par l'histoire, pour la voie du développement à suivre dans l'immédiat, la lutte pour savoir si ce serait l'ancien pouvoir ou le nouveau pouvoir du peuple, créé par lui, qui convoquerait la première assemblée représentative en Russie, pour savoir si l'on suivrait une voie révolutionnaire directe ou bien celle de la monarchie constitutionnelle."

Rappelant que le succès du boycottage en 1905 s'était appuyé sur une "condition", à savoir "un élan révolutionnaire très ample, général, puissant et rapide", Lénine martèle :

“Le boycottage n’est pas une lutte menée à partir d’une institution donnée, mais une lutte contre la naissance de cette institution. Toute institution ne peut être engendrée que par le régime existant, c’est-à-dire le régime du passé. Le boycottage est donc un moyen de lutte dirigé directement vers le renversement de l’ancien régime, ou, dans le pire des cas, c’est-à-dire si l’assaut livré est insuffisant pour le renverser, vers un tel affaiblissement du régime qu’il ne puisse garantir la création de cette institution (...). Le boycottage est le refus de reconnaître l’ancien régime, non pas certes un refus en paroles, mais un refus en actes.”

En ce sens, dit Lénine, l’appel lancé au boycottage en 1905 alors qu’il y avait des grèves massives, le soulèvement du *Potemkine*, les insurrections révolutionnaires dans tout le pays, s’inscrivait dans une situation où le mot d’ordre de boycottage *“n’inventait rien alors, il ne faisait que formuler de façon précise et correcte l’élan révolutionnaire qui allait toujours plus avant vers l’assaut direct”*.

A cette période de “montée révolutionnaire” qui a caractérisé 1905, Lénine oppose la période de déclin (1906-1907). Et c’est en relation avec cette appréciation qu’il réfléchit sur le mot d’ordre par rapport à la troisième Douma. En 1905, dit Lénine, *“l’orientation de l’histoire vers une monarchie constitutionnelle n’était rien de plus qu’une promesse policière”*. Tandis qu’en 1907,

“aujourd’hui, cette orientation est un fait. Refuser de le reconnaître franchement serait faire preuve d’une peur ridicule de la vérité. Et ce serait une erreur que de déduire de l’admission de ce fait que la révolution russe est terminée.”

Lénine martèle :

“Celui qui veut convaincre le prolétariat social-démocrate de la justesse du mot d’ordre de boycottage ne doit pas se laisser attirer par la seule résonance de mots qui ont joué en leur temps un rôle révolutionnaire insigne. Il doit réfléchir aux conditions objectives d’application d’un tel mot d’ordre et comprendre que le lancer signifie déjà que l’on suppose de manière indirecte la présence des conditions d’un élan révolutionnaire ample, général, puissant et rapide.”

Lénine récuse le fait que le boycott serait par définition la position des révolutionnaires. Il précise :

« Le boycottage n’est pas une ligne tactique, mais un procédé de combat particulier, applicable dans des conditions spéciales. Confondre le bolchevisme avec le “boycottisme”, c’est faire la même erreur que de le confondre avec le “combatisme”. »

Enfin, Lénine répond à un ultime argument, celui selon lequel, certes, le boycottage actif n’a pas de sens en dehors d’une ample montée révolutionnaire, mais une montée révolutionnaire ne se développe-t-elle pas à partir de quelque chose de moindre ? Donc, ne faudrait-il pas, lorsque les signes s’annoncent d’une montée révolutionnaire, lancer le mot d’ordre de boycottage, dans la mesure où ce mot d’ordre pourrait soutenir, développer, élargir la montée révolutionnaire naissante ? De tous les arguments en faveur du boycott, ceux-ci apparaissent aux yeux de Lénine comme ceux qui méritent le plus qu’on y réponde précisément.

Indiscutablement, répond Lénine, il y a en ce moment des éléments qui vont dans le sens d’un développement des grèves économiques décidées dans le secteur du textile, puis dans d’autres domaines. Il y a des grèves qui vont en s’amplifiant et en regroupant des cercles grandissants de la classe ouvrière. Lénine répond :

“Cette argumentation en faveur du boycottage est sans nul doute marxiste et n’a rien de commun avec la répétition pure et simple d’un mot d’ordre arraché de son contexte historique particulier. Mais aussi convaincante que soit cette argumentation, elle est encore insuffisante à mon avis pour nous faire adopter dans l’immédiat le mot d’ordre de boycottage. Elle ne fait que souligner ce qui ne doit constituer aucun doute pour un social-démocrate russe qui réfléchit aux leçons enseignées par notre révolution, à savoir que nous ne pouvons nous interdire le boycottage, que nous devons être prêts à lancer ce mot d’ordre au moment voulu (...). Nous sommes en présence d’un certain mouvement partiel ayant une signification révolutionnaire. Devons-nous appliquer tous nos efforts à le soutenir et à le développer, en s’efforçant de le transformer en une action révolutionnaire généralisée, puis en mouvement d’offensive ? Absolument (...). Il ne peut y avoir deux avis là-dessus. Mais est-il besoin à la minute même, au début de cette action partielle, avant qu’elle soit devenue générale, est-il besoin du mot d’ordre de boycottage pour développer le

mouvement ? Ce mot d'ordre est-il capable d'aider le mouvement actuel à se développer ? C'est une autre question, à laquelle, à mon avis, il faudra répondre négativement.

On peut et l'on doit développer une action générale à partir d'une action partielle avec des arguments et des mots d'ordre francs et directs, sans rapport avec la III^e Douma."

Lénine craint même que, *"en lançant prématurément le mot d'ordre de boycottage (...), nous risquons même d'affaiblir la force de notre agitation"*.

... ET POUR LE BOYCOTT EN SEPTEMBRE 1917

La continuité de la position de Lénine sur la question boycottage ou participation aux élections, de la méthode qui est la sienne, est indiscutable. Dix ans après la discussion sur le boycottage de la troisième Douma, en pleine révolution russe transitant de Février à Octobre, lorsque le gouvernement de Kerenski cherche à dresser la prétendue "Conférence démocratique" et le "Préparlement" contre le mouvement révolutionnaire qui s'orientait vers le fait de donner tout le pouvoir aux soviets, une discussion s'engage dans le Parti bolchevique. Les dirigeants bolcheviks "sur le terrain", et notamment Zinoviev, Kamenev, estiment qu'il faut participer à la Conférence démocratique et au Préparlement. Dans un article qu'il cherche à publier (et qui sera d'ailleurs censuré de fait par les dirigeants du Parti bolchevique), article rédigé en septembre 1917 et intitulé *"Les champions de la fraude et les erreurs des bolcheviks"*, Lénine estime que

« les bolcheviks devaient partir en signe de protestation et pour ne pas tomber dans le piège et contribuer à détourner par le moyen de la conférence l'attention du peuple des questions sérieuses. Les bolcheviks devaient laisser un ou trois de leurs 136 députés comme "agents de liaison" pour les communications téléphoniques sur le moment où prendraient fin les odieux bavardages et où on passerait au vote. Mais les bolcheviks ne devaient pas se laisser occuper par ces sottises évidentes, par cette duperie évidente du peuple, qui avait pour but évident d'étouffer la révolution montante en l'amusant avec des hochets. »

Or Lénine précise :

"Les délégués bolcheviks devaient à 99 pour 100 se rendre dans les usines et dans les casernes ; c'est là qu'aurait été la véritable place des délégués arrivés de tous les coins de la Russie (...). C'est là, plus près des masses, qu'il aurait fallu, dans des centaines et des milliers de réunions et d'entretiens, discuter les leçons de cette Conférence de comédie..."

Lénine poursuit :

"Les bolcheviks ont eu une attitude erronée vis-à-vis du parlementarisme, au moment des crises de révolution..."

Revenant sur cette question dans un article rédigé le lendemain (*"Notes d'un publiciste — Les erreurs de notre parti"*), Lénine insiste :

"Plus on réfléchit au sens de la Conférence dite démocratique, plus on la considère avec attention (...), plus se confirme la conviction que notre parti a commis une erreur en y participant. Il fallait la boycotter."

Et, en ce 22 septembre 1917, pour pouvoir justifier les raisons du boycott de la Conférence démocratique, Lénine revient sur ce qu'il appelle *"l'expérience de notre révolution"*. Et il reprend la démonstration : *"Pourquoi le boycott de la Douma de Boulyguine fut-il une tactique juste ?"* Et plus loin : *"Pourquoi la tactique du boycott de la III^e Douma est-elle erronée ?"* Et à partir de ces enseignements de l'expérience, Lénine déduit le fait que ce fut une erreur totale que de participer à la "Conférence démocratique", au "Conseil démocratique" ou Préparlement. Et c'est une erreur, explique Lénine, parce l'heure approchait où les masses s'orientaient vers un règlement de la question du pouvoir à travers le transfert du pouvoir aux soviets, et que, dans ces conditions, dit-il, *"la tactique de la participation au Préparlement est fautive, elle ne répond ni au rapport objectif entre les classes ni aux conditions objectives du moment. Il fallait boycotter la Conférence démocratique."*

Et c'est à cette occasion que Lénine écrira :

"Trotsky était partisan du boycott. Bravo, camarade Trotsky !"

Et Lénine insiste sur la nécessité de faire discuter de la question du boycott par toutes les instances du parti et aussi *"amener les masses à en discuter"*.

Un peu plus tard, lorsqu'il écrira les *Thèses* pour le rapport à la conférence du 8 octobre de l'organisation de Pétersbourg — nous sommes à dix-sept jours de la prise du pouvoir par les soviets —, Lénine commence son rapport par une première partie intitulée "*Sur la participation du parti au Préparlement*", dans laquelle il souligne que, "*devant cette montée de la révolution, entrer dans un Parlement truqué, falsifié pour tromper le peuple, c'est nous prêter à ce mensonge, entraver la préparation de la révolution, détourner l'attention du peuple et les forces du parti de la tâche essentielle : la lutte pour le pouvoir et pour le renversement du gouvernement*".

Et c'est sur cette base qu'il dégage l'actualité immédiate du mot d'ordre "*Tout le pouvoir aux soviets*", qui se matérialisera dix-sept jours plus tard par l'insurrection victorieuse du 25 octobre.

MARXISME ET ÉLECTIONS

Cette longue évocation des positions de Lénine et des bolcheviks sur la question boycott-participation aux élections s'inscrit elle-même dans une continuité. On se rappelle, par exemple, que Marx et Engels, qui mettaient au premier plan du combat prolétarien le combat pour la démocratie, donc pour l'édification d'institutions démocratiques, n'en adoptèrent pas moins une position très hostile, pour ne pas dire plus, au Parlement de Francfort lors de la révolution de 1848-1849.

Pour quelles raisons ? Dans la *Nouvelle Gazette rhénane* (6 juin 1848), Marx explique :

"Une Assemblée nationale constituante doit être avant tout une assemblée active, révolutionnairement active. Or l'assemblée de Francfort se livre à des exercices scolaires de parlementarisme et laisse au gouvernement le soin d'agir. Admettons que ce savant concile réussisse, après mûre réflexion, à arrêter l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des Constitutions. Que vaudront l'ordre du jour le meilleur et la meilleure des Constitutions si, entre-temps, les gouvernements allemands ont déjà mis la baïonnette à l'ordre du jour ?"

On sait que Lénine, dans *La Maladie infantile du communisme*, étendra à

l'ensemble de l'Internationale communiste l'expérience des bolcheviks combattant les tendances gauchistes qui érigeaient l'antiparlementarisme en une question de principe.

A l'inverse, en 1936, Trotsky soulignera qu'il aurait été utile que les partisans de la IV^e Internationale en France se donnent les moyens de participer aux élections, et considèrent comme dommageable qu'ils n'aient pu le faire.

Plus récemment, dans les dernières décennies, nous savons qu'en France, comme dans d'autres pays, il est arrivé aux partisans de la IV^e Internationale de participer et de ne pas participer, selon l'appréciation du moment de la situation.

ET AUJOURD'HUI ?

Le Parti des travailleurs a prévu d'organiser la discussion, en particulier dans son conseil national du 18 avril, sur l'attitude à adopter lors de l'élection européenne de juin 2004.

Comme courant CCI du Parti des travailleurs, devons-nous procéder à un vote préalable, par exemple lors du plénum du CCI des 9 et 10 avril ? Faire cela présenterait le risque de dessaisir le Parti des travailleurs. Aussi le comité politique propose-t-il que la discussion ait lieu au plénum et que nous laissions toute liberté d'expression, de discussion et de prise de position sur cette question aux militants du CCI dans le cadre des sections, fédérations et conseil national du Parti des travailleurs.

Ce qui, en revanche, serait utile pour la clarification politique entre nous et pour l'armement de la section française de la IV^e Internationale serait de répondre à la question suivante : en quoi l'expérience du bolchevisme sur cette question dégage-t-elle les éléments de principe et de méthode que nous pouvons nous approprier et généraliser ?

De ce qui vient d'être énoncé, nous pouvons dégager les repères suivants :

a) Pour les marxistes, se présenter ou non à une élection ne relève jamais de principes, mais de tactique.

b) Le caractère réactionnaire des institutions n'est en lui-même pas un argument dans un sens ou dans un autre. En l'occur-

rence, notre position concernant juin 2004 ne peut être que : à bas le Parlement européen et l'Union européenne, pour le démantèlement de ces institutions antidémocratiques, pour la République une et indivisible, pour l'Assemblée constituante souveraine liquidant les institutions antidémocratiques de la V^e République. Mais la forme peut être aussi bien de participer que de ne pas participer.

c) Le boycott est particulièrement adapté à une situation où le "régime ancien" cherche à mettre en place des institutions nouvelles, réactionnaires, et où la classe ouvrière peut être en situation de chercher contradictoirement à mettre en place des institutions nouvelles, dans le sens de la démocratie. Concernant juin 2004, les institutions ne sont pas nouvelles (le Parlement européen est en place depuis vingt ans), bien que le projet de "Constitution" européenne et l'organisation de l'élection par région accentuent le caractère réactionnaire antidémocratique.

d) Quelle qu'en soit la forme — participation ou non —, notre campagne politique est subordonnée au développement de la lutte de classe et doit être conçue comme un instrument de notre intervention politique en son sein.

e) Dans les critères qui font pencher dans un sens ou dans un autre interviennent également les critères de légalité : laquelle des deux solutions est la plus dangereuse ou la

moins défavorable du point de vue de l'existence légale du parti et de sa liberté d'agir et d'organiser ?

f) Autre critère : les contradictions existantes entre toutes les forces sociales en présence et leur représentation, et de quelle manière la classe ouvrière peut-elle tirer le mieux profit de ces contradictions, avec ou sans présentation.

g) Quelle appréciation sur le rapport entre le mouvement des masses et son expression politique ? Le mouvement vers l'abstentionnisme, mais aussi l'inflexion perceptible de ce mouvement dans le sens d'un vote contre significatif le 28 mars.

h) A quel moment sommes-nous parvenus de la construction du parti ? Quels résultats avons-nous obtenus ? Quels objectifs pouvons-nous nous assigner et avec quels moyens dans l'un et l'autre cas ?

En conclusion, il nous semble important que le plénum et les instances du CCI discutent à partir de ces éléments et y relient les éléments d'appréciation du moment présent de la situation. Et qu'à partir de là, nous puissions, comme courant bolchevik-léniniste du Parti des travailleurs, contribuer utilement à la discussion au sein du parti. Discussion qui doit être libre, et fournir l'occasion aux adhérents de débattre de tous les aspects de la situation du parti et de sa construction.

LA VERITE

Bulletin d'abonnement

Un an, 6 numéros : 28 euros. Pli clos : 33 euros.

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité*,
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

**Extraits de la résolution du 20 mars 2004
adoptée par l'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe**

“Défendre Haïti occupée”

L'Association des travailleurs et des peuples de la Caraïbe (ATPC) a réuni le samedi 20 mars 2004, à Baie-Mahault, en Guadeloupe, à l'occasion de la journée internationale contre la guerre, une rencontre caribéenne contre l'intervention en Haïti, pour la souveraineté des peuples.

Rappelant que la barbarie s'est déchaînée le 20 mars 2003 contre le peuple irakien sous prétexte de rétablir la démocratie contre un tyran soi-disant détenteur d'armes de destruction massive, les participants à cette rencontre ont souligné encore une fois que *“le vrai objectif était de s'emparer du pétrole irakien et de frapper de terreur tous les peuples de la région et du monde”*.

Ils dénoncent le fait que *“cette même barbarie s'est installée au cœur de la Caraïbe avec l'occupation d'Haïti par les gouvernements américain, français et canadien”*.

Nous reproduisons ici des extraits de la déclaration et des décisions prises à l'issue de cette rencontre.

« (...) L'occupation (*d'Haïti*) est une barbare négation du droit du peuple haïtien à disposer de lui-même, (*elle*) va de pair avec l'agression économique de l'Accord de libre commerce des Amériques (ALCA) que veut imposer le gouvernement américain à tous les pays du continent américain pour y implanter ses multinationales sur le cadavre des économies, des législations et des réglementations nationales. Il s'agit aussi, au nom de la compétitivité et de la baisse du “coût du travail”, de détruire toutes les conquêtes sociales.

(*La rencontre*) considère donc que refus de la guerre, refus des accords de libre commerce comme l'ALCA, défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, défense des droits et conquêtes arrachés par les travailleurs et consignés dans les législations nationales et internationales sont un seul et même combat.

Elle considère aussi que défendre Haïti occupée, c'est défendre tous les pays de la région directement menacés eux aussi, à commencer par le Venezuela et Cuba.

En conséquence, l'ATPC décide :

1. De porter une totale solidarité au peuple haïtien pour l'aider à décider lui-même de son propre sort et à choisir librement les formes de rétablissement de la démocratie qu'il jugera appropriées. L'occupation d'Haïti par des forces impérialistes étrangères est contradictoire avec le droit de ce peuple à disposer de lui-même et avec la Charte des Nations unies.

2. De tout mettre en œuvre pour informer les populations de la Caraïbe sur l'origine de la situation de chaos qui règne en Haïti. L'ATPC propose l'envoi dans la première république noire du monde d'une commission internationale d'enquête.

3. De soutenir la délégation internationale qui se rendra en avril au Venezuela pour enquêter sur la situation de ce pays et signifier à l'ambassade américaine le refus de toute intervention impérialiste.

Considérant que cette situation de guerre militaire et économique fait peser des menaces supplémentaires sur la sécurité des militants et les droits des travailleurs, l'ATPC décide :

— De soutenir la formation d'un Comité caribéen des droits de l'homme décidée lors de la rencontre qui s'est tenue du 8 au 10 mars 2004 à Port of Spain-Trinidad.

Ce comité a pour but d'unifier à l'échelle de la Caraïbe la défense des militants victimes de la répression et la défense des droits des travailleurs, en liaison avec les organisations internationales et régionales qui luttent sur les mêmes objectifs.

Dans l'immédiat, elle décide de porter à la connaissance de ce comité le cas des syndicalistes de l'UGTG victimes de répression judiciaire et menacés de lourdes peines de prison pour le simple exercice du droit de grève garanti par les conventions de l'Organisation internationale du travail.

— D'envoyer une délégation à la rencontre internationale annuelle de défense des conventions de l'Organisation internationale du travail (organisée par l'Entente internationale des travailleurs et des peuples), prévue le 15 juin

2004 à Genève, avec un mémorandum sur la situation du droit du travail dans les pays de la Caraïbe.

**Baie-Mahault,
le 20 mars 2004**

Brésil : pétition contre l'envoi de troupes en Haïti adressée au président Lula

« A Son Excellence le président de la République, Luis Inácio Lula da Silva.

Nous nous adressons à Votre Excellence pour solliciter que ne soient pas envoyées des troupes brésiliennes pour une prétendue "force de paix" en Haïti, comme cela a été annoncé.

Les troupes nord-américaines, canadiennes, françaises et chiliennes qui s'y trouvent sont des troupes d'occupation, qui ont désigné un gouvernement fantoche, violant la souveraineté nationale de Haïti. Il y a déjà eu des Haïtiens tués par des soldats nord-américains, en même temps que les autorités provisoires actuelles affirment qu'il n'y aura pas d'élections avant deux ans. Est ainsi affirmé le caractère d'occupation que représente la présence des troupes étrangères, alors que la solution démocratique de la crise doit être donnée par les Haïtiens eux-mêmes.

D'un autre côté, cette intervention constitue une agression de la souveraineté de toutes les nations du continent, renforçant l'intention du gouvernement Bush d'imposer une hégémonie sans limites, intégrant une escalade qui doit prendre fin.

Elle se heurte également à la défense de la souveraineté et à la résolution démocratique des conflits internationaux affirmée par la politique extérieure brésilienne.

Nous, signataires de ce texte, sommes partisans du droit à l'autodétermination, défenseurs de la paix et de la fraternité entre les peuples, avec la grande majorité du peuple brésilien, qui, en 2002, vous a élu.

Nous ne pouvons accepter, monsieur le Président — quels que soient les pressions des grandes puissances —, que des troupes brésiliennes participent de cette occupation.

Nous avons le triste antécédent de la participation de troupes brésiliennes, avec les troupes nord-américaines, lors du coup d'Etat qui a chassé

du pouvoir le président légitimement élu de la République dominicaine, Juan Bosch, et a installé un nouveau gouvernement dictatorial.

Mais cela a été possible en 1965, quand il y avait au Brésil une dictature militaire.

Aujourd'hui, un gouvernement démocratique ne peut commettre la même erreur.

Que le peuple haïtien décide de son propre avenir !

Non à l'envoi de troupes brésiliennes en Haïti ! »

São Paulo, le 21 mars 2004

Emir Sader, professor ; **Markus Sokol**, Diretório Nacional do PT ; **Plínio de Arruda Sampaio**, professor ; **Luiz E. Greenhalgh**, deputado federal, PT-SP ; **Chico Alencar**, deputado federal, PT-RJ ; **Ivan Valente**, deputado federal, PT-SP ; **Dra. Clair**, deputada federal, PT-PR ; **Iara Bernardi**, deputada federal, PT-SP ; **Nazareno Fonteles**, deputado federal, PT-PI ; **Maninha**, deputada federal, PT-DF ; **João Alfredo**, deputado federal, PT-CE ; **Orlando Fantazzini**, deputado federal, PT-SP ; **Selma Schons**, deputada federal, PT-PR ; **Paulo Rubem Santiago**, deputado federal, PT-PE ; **Randolfe Rodrigues**, deputado estadual, PT-AP ; **Edmilson Rodrigues**, prefeito de Belém (PA) ; **Carlos Giannazi**, vereador, PT-SP ; **Flávia Pereira**, vereadora, PT-SP ; **Jorge L. Martinez**, Executiva Nacional da CUT ; **Gesab Corrêa**, CNTE ; **Maringoni**, cartunista ; **João Machado**, economista ; **José Arbex**, jornalista ; **Roberto Romano**, professor ; **Humberto F. Suini Deporte**, advogado ; **Francisco Foot Hardman**, professor.

Comité de préparation de la conférence des organisations de travailleurs pour la paix, pour dire : "Non à la guerre en Côte-d'Ivoire !"

Appel d'urgence :

**"A nouveau, à Abidjan,
depuis le jeudi 25 mars 2004,
des centaines de morts
Paix immédiate ! Non à la guerre !"**

Chers camarades,

Il y a quelques mois, avec le secrétaire général du Syndicat national du secteur de l'électricité et du gaz (SYNASEG) de Côte-d'Ivoire et l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, les secrétaires généraux de la Confédération syndicale des travailleurs du Bénin (CSTB), de la Confédération générale des travailleurs du Burkina (CGT-B) et de l'Union nationale des syndicats indépendants du Togo (UNSI) lançaient un *"Appel pour une conférence des organisations des travailleurs pour la paix, pour dire : non à la guerre en Côte-d'Ivoire !"*.

Dans cet appel, on pouvait lire notamment : *"A chaque fois qu'il semble y avoir des avancées vers la paix, elles sont remises en cause. C'est pourquoi nous avons décidé d'agir pour que s'arrête cette guerre qui saigne nos populations, en appelant à l'unité des travailleurs et de leurs organisations de tous nos pays, ainsi qu'au-delà, pour la paix en Côte-d'Ivoire."*

Réunis ces jours, 27-28 mars 2004, à Lomé, nous sommes contraints de constater que les événements tragiques survenus ces dernières 48 heures à Abidjan confirment malheureusement ce jugement annoncé il y a quelques mois.

A nouveau, ces deux derniers jours, ce sont : tirs contre la foule, assassinats, tueries sauvages, exécutions sommaires dans les commissariats.

Des citoyens, des travailleurs, des femmes, des enfants sont tués : on parle de 300 à 500 morts.

Ces morts s'ajoutent aux 100 000 morts déjà répertoriés par les chiffres officiels, et dont nous savons, nous, qu'ils sont au moins le double. Pour les travailleurs, pour leurs familles, pour la population, la situation est une véritable tragédie d'extermination.

A ces chiffres atroces, il faut ajouter, selon nos observations, que des régions entières de Côte-d'Ivoire sont livrées au pillage. Il n'y a plus de travail, il n'y a plus d'école, il n'y a plus de médecins. Les morts par manque de soins minimums ne sont même plus décomptés.

Des milliers de paysans qui ne peuvent plus cultiver leurs lopins de terre sont voués à la famine et à la mort.

Des milliers de fuyards cherchent à se réfugier dans des zones dites "plus calmes", chez des parents, chez des amis. Ce sont les travailleurs, déjà durement touchés par le chômage et des salaires de misère, conséquences des plans d'ajustement structurel et des privatisations, qui se voient contraints d'accueillir des familles entières dans des conditions qui aggravent encore leur propre situation.

Femmes, enfants, vieillards cherchent asile dans les pays de la sous-région. Au Burkina Faso, par exemple, ils sont accueillis dans une situation où, selon même les chiffres officiels, 46 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 200 francs CFA par jour, c'est-à-dire moins de 0,50 centime d'euro.

Mais c'est aussi le cas au Bénin, où nombre de retraités de Côte-d'Ivoire, ne touchant plus leurs pensions, sont rejetés et se voient contraints de rentrer au pays et d'être à la charge de leur famille.

Nous ne sommes pas dupes.

Dans l'appel que nous vous soumettons, nous écrivons : *"Ne devons-nous pas constater, dans ces conditions, que ceux qui sont responsables de cette guerre, ce sont les grandes puissances, multinationales et institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale, ainsi que tous ces marchands d'armes qu'elle contribue à enrichir de façon scandaleuse sur le dos des peuples ivoiriens et des pays de la sous-*

région, dont les souffrances montrent qu'ils n'y ont aucun intérêt ?

Or que constatons-nous ?

Le concept d'«ivoirisation» de l'emploi refait surface. Les tueries reprennent.

Et ce, exactement au moment même où se renégocient des contrats de centaines de milliards de francs CFA avec les firmes étrangères.

Qui va remporter le contrat de rénovation et d'agrandissement du port d'Abidjan ?

Qui va se voir attribuer le contrat de construction du pont de la Riviera, à Abidjan ?

Quelle firme, quelle multinationale défendue par son gouvernement, des Etats-Unis, de France et même de Chine, va se voir octroyer le «droit» de ponctionner les richesses de la Côte-d'Ivoire et le sang des Ivoiriens, avec des complicités en Côte-d'Ivoire et dans la sous-région ?

C'est ainsi que ce qui se forme derrière le prétendu concept d'ivoirité, derrière les faux prétextes du respect ou pas des accords de Linas-Marcoussis (qui montrent leur vrai visage), ce n'est pas autre chose que le pillage jusqu'au bout de la Côte-d'Ivoire par le massacre du peuple.

C'est pourquoi, après ces nouvelles tueries qui ont commencé le jeudi 25 mars 2004, nous le réaffirmons : *«Il est de la plus haute urgence de nous mobiliser et d'appeler les travailleurs de la sous-région et au-delà à se mobiliser pour faire entendre leur voix pour la paix en disant : non à la guerre !»*

Oui, il y a urgence : que va-t-il advenir de la Côte-d'Ivoire ?

Nous le savons, dans toute la sous-région, les travailleurs, les peuples n'acceptent pas :

— Au Bénin, à notre initiative, les manifestations pour dire non à la guerre ont été suivies.

— Au Burkina Faso, notre travail d'explication, d'information et de mobilisation a empêché d'entraîner les populations dans la vague du chauvinisme où voulaient nous emmener les gouvernements. Résultat particulièrement important, lorsqu'on sait que plus de 3 millions de travailleurs et de paysans de la Côte-d'Ivoire sont d'origine burkinabé.

Et si le gouvernement a été obligé de reculer sur la nouvelle offensive d'«ivoirisation des emplois», c'est parce que même les gouverne-

ments savent que l'écrasante majorité des populations refuse les concepts ethniques.

Oui, il y a urgence !

Nous estimons que c'est à nous, mouvement ouvrier, au premier rang duquel, en Afrique, les organisations syndicales, qu'il revient d'aider les peuples à dire non, à exister, à rester en vie.

Nous ne pouvons nous en remettre aux institutions internationales, à la Banque mondiale, au FMI ou aux institutions dites de la «société civile» du type ONG ou autres, qu'elles financent en général.

Par-delà nos divergences, par-delà nos affiliations internationales, que nous partageons ou pas l'ensemble de nos appréciations, analyses et initiatives, nous sommes persuadés que nous pouvons unir nos forces tout de suite sur ce point, qui nous rassemble tous : *«Oui à la paix ! Non à la guerre en Côte-d'Ivoire !»*

Il s'agit de la survie de nos peuples. Toute l'Afrique est concernée.

Nous vous demandons de signer l'appel que nous avons initié.

Nous vous proposons tout de suite, dès réception, d'envisager toute initiative immédiate dans chaque pays pour s'adresser aux autorités de Côte-d'Ivoire, à tous les belligérants (délégations aux ambassades, envois de télégrammes), pour dire : «Arrêtez les massacres ! Paix immédiate !»

Nous vous informerons et solliciterons votre avis pour l'organisation précise de la conférence pour la paix en Côte-d'Ivoire et sur toute initiative que nous serons amenés à prendre.

Ont signé les présents, à Lomé, les 27 et 28 mars 2004 :

— pour la CSTB : Iko Paul Essè ; Assogba M. Innocent ;

— pour la SYNASEG : Kokora Yoman ;

— pour l'UNSI : Lithor K. Atta ; Senouvo Vissikou Pierre ;

— pour l'Entente internationale des travailleurs et des peuples : Claude Améganvi ; Dan Moutot.

Absent excusé : la CGT-B (Burkina Faso).

Vu et approuvé par : François Yao ; Gaston Azoua ; Tolé Sagnon ; Norbert Tétévi Gbiki-Bénissan.

Déclaration finale de la conférence nationale de Chittagong

«Sauver Chittagong, sauver le pays»

Nous avons tenu notre conférence nationale à Chittagong, Bangladesh, le 18 mars 2004. Nous nous sommes rassemblés à un millier, venus de tous les coins du pays. Nous sommes venus de Khulna, Mongla, Dinajpur,

Rajshahi, Sylhet, Dacca — et de tous les secteurs professionnels de Chittagong. Des responsables syndicaux, des ouvriers, des paysans, des jeunes, des étudiants, des professeurs et des intellectuels étaient présents.

Durant toute la journée, nous avons pu entendre les contributions des orateurs, parmi lesquels figurent : M. Sk. Shahidullah, organisateur du comité national “Sauvegarder le pétrole, le gaz, le port, l'électricité” ; Clarence Thomas, responsable de l'ILWU Local 10 (Etats-Unis) ; Tafazzul Hussain, président du Parti démocratique des travailleurs (Bangladesh) ; Alhaj A. B. M. Mahiudding Chowdhury, maire de Chittagong ; Ahsan Ullah Choudhury, ancien responsable des ouvriers du port ; Mostaque Ahmed, président de l'Union des journalistes de Chittagong ; Jamal Nazrul, professeur d'études islamiques, université de Chittagong ; D' Mahfuzur Rahamn, combattant de la liberté et responsable du BSD ; Abou Taher et Azizul Hague, responsables cheminots ; Sunil Aice, responsable des ouvriers du port ; Ranesh Barua, responsable C&F ; Majibor Rahaman, responsable de la Fédération nationale des ouvriers de Dinajpur ; M^{me} Abida Sultana, responsable du mouvement des femmes du Bangladesh ; C. Khaliqzaman, membre du BSD ; C. Bazlus Sattar ; le camarade Gulzar Ahmed Choudhury, secrétaire général de la Confédération syndicale du Pakistan ; C. Chandan Sanyal, secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du commerce (Inde) ; F. Forgue a apporté un message de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. De plus, 21 messages de solidarité au plan international ont été lus à la tribune.

Le rapport a été présenté par le camarade Shariat Ullah, secrétaire général du syndicat des ouvriers du port de Chittagong. Dans sa contribution, il a détaillé les conséquences désastreuses de la privatisation et les manœuvres visant à céder notre territoire à la compagnie américaine SSA.

Notre pays est pauvre, mais recèle beaucoup de ressources, et il se trouve à un tournant particulièrement dangereux de son histoire. La totalité de notre industrie, de notre agriculture, des services de santé, des transports, des chemins de fer, de l'éducation, et même ce qui constitue notre vie de tous les jours est en train de subir un processus de destruction sous les coups du capital impérialiste. Dans ces circonstances, la tenue de cette conférence était nécessaire — pas seulement parce que nos institutions et notre patrimoine sont en jeu, mais parce que notre indépendance et notre souveraineté sont gravement menacées par cette offensive.

Cette conférence était particulièrement nécessaire, car nous sommes persuadés que la lutte contre la privatisation et le pillage impérialiste doit être menée sur le plan international. C'est d'autant plus vrai que ces pillards internationaux ne s'attaquent pas seulement à notre patrimoine, mais ils exercent leurs ravages partout dans le monde. Il en résulte que, pour s'opposer à ce pillage mené par des forces internationales, il n'y a pas d'autre choix que d'étendre notre lutte au-

delà de nos frontières, au monde entier. Les faits rapportés dans les interventions montrent à l'évidence combien il est important de tenir une conférence nationale pour sauvegarder notre pays.

En 1997, un projet a été conçu pour vendre le terrain à SSA, afin de construire un port privé. Un accord a été signé en 1998 avec SSA. Selon cet accord, SSA doit construire tous les équipements portuaires à hauteur de 550 millions de dollars. Mais les ouvriers du port de Chittagong ont violemment protesté contre ce plan de privatisation. Le peuple de Chittagong a héroïquement rejoint la résistance des travailleurs. Ce mouvement de résistance s'est amplifié en 2001. Une puissante manifestation et une chaîne humaine ont prouvé la détermination contre la privatisation, ce qui a encore amplifié le mouvement.

Dans le même temps, la Haute Cour de justice et la Cour suprême ont rendu un verdict d'illégalité concernant certaines des clauses de l'accord. En conséquence, la construction du port privé est, pour le moment, interrompue. Mais cela n'a pas mis fin aux manœuvres. Les anciens ambassadeurs des Etats-Unis au Bangladesh — M. Holzman, Mary Ann Peters et l'actuel ambassadeur, H. K. Thomas — ont continué sans vergogne leur travail de sape en faveur de SSA. Les bureaucrates corrompus, les collaborateurs et les politiciens ont participé à leurs manœuvres. La conférence réaffirme son opposition déterminée à ces procédés odieux.

Clarence Thomas nous a donné tous les détails sur SSA. Cette entreprise portuaire se place au quatrième rang mondial et mène ses activités dans quatorze pays. Le contrôle du port d'Oum Kasar, en Irak, lui a été octroyé par les autorités d'occupation.

Aux Etats-Unis, SSA est connue pour s'être toujours violemment opposée au mouvement syndical. Si SSA atteint son objectif, les ouvriers du port de Chittagong seront privés de leur emploi, de leurs allocations et de leurs droits.

Nous devons sauver le Bangladesh ; pour ce faire, nous devons lancer haut et fort cet appel pour que toutes les organisations, les syndicats — tous ceux qui défendent la démocratie, les droits de l'homme et les droits ouvriers — nous apportent leur soutien.

Malgré nos divergences politiques et nos points de vue différents, nous sommes assurés de construire une résistance unie contre cette agression, afin de ne pas céder un pouce de notre pays.

Le Bangladesh survivra à condition que nous soyons capables de mettre un coup d'arrêt au processus de pillage mené par le capital impérialiste. Pour cela, nous devons construire l'unité, afin de résister, quelles que soient nos différences politiques tout à fait légitimes. Il nous faut surmonter les tentatives de susciter la haine entre les groupes ethniques et les communautés. Nous devons refuser de nous laisser diviser par des oppositions religieuses et par le sectarisme.

Notre ennemi commun, c'est la privatisation, qui mène à la destruction. La privatisation, c'est le pillage de notre économie et de notre patrimoine.

Aujourd'hui, la puissance néfaste du capital impérialiste est à l'œuvre partout dans le monde pour d'autant mieux l'exploiter. En suscitant des conflits entre des groupes ethniques et religieux et entre les sectes, elle attire la guerre, la destruction, la famine, pour faciliter ses manœuvres d'exploitation et de pillage. C'est pourquoi sauver notre port, notre pétrole, notre gaz, nos chemins de fer de la privatisation équivaut à sauvegarder l'existence même du Bangladesh. Notre combat est celui de tout le sous-continent, car nous combattons le même ennemi. Il nous faut combattre dans l'unité, comme nous avons combattu la puissance coloniale britannique. Il nous faut, d'une seule et même voix, dénoncer la mondialisation impérialiste. L'impérialisme suscite des conflits dans nos rangs pour son propre intérêt et pour profiter de la confusion ainsi créée. C'est pourquoi la contribution conjointe de syndicalistes du Bangladesh et de syndicalistes du Pakistan est pour nous le flambeau de la paix et de la solidarité entre les peuples de notre sous-continent.

Nous lançons un appel pour la paix dans le monde entier. Chacun a le droit de décider de son propre sort. Nous lançons un appel pour la fin de l'occupation de l'Irak et pour le retrait immédiat de toutes les forces armées sous le commandement américain. Cette conférence apporte son soutien total à tous ceux qui, le 20 mars, vont manifester sur ces mots d'ordre, au Bangladesh comme dans le reste du monde.

"Sauver Chittagong, sauver le Bangladesh !" Chittagong n'est pas à vendre, notre pays n'est pas à vendre. Si ce mouvement, prenant notre conférence comme point de départ, rencontre le succès, nous pourrions aussi sauvegarder nos ressources naturelles, notre industrie et notre agriculture.

Le port de Chittagong est vital pour le pays. C'est le seul port en activité, puisque le port de Mongola est quasiment laissé à l'abandon à cause de manœuvres diverses. Si le port de Chittagong tombe aux mains de propriétaires étrangers, alors, tout l'arrière-pays, le pays tout entier, en fait, tombera sous la coupe de l'étranger. Chittagong est le cœur de toute l'activité économique de ce pays ; s'il tombe aux mains de l'étranger, c'est le pays entier qui sera assujéti.

Nous croyons à la victoire de ce mouvement qui part de Chittagong, car, dans le passé, Chittagong a fait preuve de son héroïsme. Le

mouvement contre le joug britannique est parti de Chittagong. La guerre de libération de 1971 a commencé à Chittagong. Pendant la guerre de libération, la 7^e flotte américaine n'a pas pu jeter l'ancre dans le port de Chittagong parce que le peuple a opposé une résistance héroïque.

Aujourd'hui, dans l'unité, nous déclarons que nous allons constituer un comité de suivi, afin de poursuivre et développer le mouvement. Mandatés par les 1 000 participants présents ici ce jour, nous déclarons que le slogan sur lequel se tient notre conférence, *"Sauver Chittagong, sauver le pays"*, sera le principal slogan du meeting du 1^{er} Mai de cette année. Nous appelons toutes les organisations qui se réclament de la classe ouvrière pour défendre les droits et la souveraineté de notre pays à rejoindre cet appel. Dans chaque village, chaque ville, chaque usine, chaque université, mettons en place un comité d'action unie sous le slogan : *"Le pays n'est pas à vendre, Chittagong n'est pas à vendre. Sauver Chittagong, sauver le pays !"* Ensemble, dans l'unité, préparons le 1^{er} Mai. A cette occasion, nous réaffirmerons notre engagement à arracher notre pays à l'emprise du processus de privatisation. Nous sauverons notre port, nous sauverons notre terre, nous sauverons nos industries, notre agriculture et nos ressources naturelles.

Aujourd'hui, nous faisons le serment de continuer le combat. La classe ouvrière organisée dans le monde entier se portera en tête de ce mouvement. Nous lançons un appel à tous les syndicats au plan international pour qu'ils apportent leur soutien à la lutte de la classe ouvrière du Bangladesh. Nous proposons que les fédérations syndicales du Bangladesh adressent en commun une lettre à l'Organisation internationale du travail, pour l'informer des menaces qui pèsent sur les droits des travailleurs tels qu'ils sont inscrits dans les conventions et les normes de l'OIT, et qui seraient vidées de leur substance si Chittagong était vendu.

Nous sommes convaincus que l'appel lancé par cette déclaration saura unir tous les peuples exploités du monde entier. Par son sacrifice, c'est la classe ouvrière américaine qui a lancé le mouvement du 1^{er} Mai. Aujourd'hui, nous saluons la contribution apportée par le représentant des dockers américains de l'ILWU Local 10. En rejoignant le mouvement de refus de la destruction de Chittagong, ils apportent la preuve tangible qu'*"un coup porté à l'un est un coup porté à tous"*.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris-France

Revue bimestrielle - Directeur de la publication : Pierre Lambert

Comité de rédaction :

Jean-Pierre Barrois, Gérard Bauvert, Andreu Camps, Robert Clément, Miguel Cristobal, Manuel Cuso, Olivier Doriane, François Forgue, Marc Gauquelin, Lucien Gauthier, Daniel Gluckstein, Maurice Gozlan, Jean-Jacques Marie, Jean-Marc Schiappa, Marie-Claude Schidlower. **Correspondants :** Arfoutni Abderraman (*Algérie*), Werner Uhde (*Allemagne*), Lybon Mabasa (*Azania et Swaziland*), AKM Fazlul Hoque Ripon (*Bangladesh et Inde*), Philippe Larsimont (*Belgique*), Markus Sokol (*Brésil*), Paul Nkunzimana (*Burundi*), Luis Mesina (*Chili*), José Limaico (*Equateur*), Blas Ortega (*Espagne*), Alan Benjamin (*États-Unis*), Maité Dayan (*France*), Charles Charalambous (*Grande-Bretagne*), Dimitris Astériou (*Grèce*), Lorenzo Varaldo (*Italie*), Yassine Lamin (*Maroc*), Aires Rodrigues (*Portugal*), Florin Constantin (*Roumanie*), Luis Vázquez (*Mexique*), Michel Gindrat (*Suisse*), Alifa Ngabaye Sam (*Tchad*), Malcolm Bagayako (*Togo*), Ariel Quiroga (*Uruguay*), Pavlusko Imsirovic (*Yougoslavie*).



Commission paritaire : n° 66926 - ISSN 0294-359X